

TRADUCTION FRANÇAISE POUR INFORMATION

Vendredi 11 chaâbane 1420 – 19 novembre 1999

142^{ème} année

N° 93

Sommaire

Décrets et Arrêtés

Premier Ministère

Décret n° 99-2488 du 8 novembre 1999, fixant le statut particulier du corps des géologues.....	2393
Décret n° 99-2489 du 8 novembre 1999, fixant la concordance entre l'échelonnement des grades du corps des géologues et les niveaux de rémunération.	2397
Décret n° 99-2490 du 8 novembre 1999, modifiant le décret n° 78-963 du 7 novembre 1978, relatif au statut du cadre commun des médecins vétérinaires.....	2399
Décret n° 99-2491 du 8 novembre 1999, fixant la concordance entre l'échelonnement des grades du cadre commun des médecins vétérinaires et les niveaux de rémunération.....	2399
Nomination de chefs de service.....	2401
Arrêté du Premier ministre du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'ingénieurs principaux appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques.....	2401
Arrêté du Premier ministre du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'ingénieurs principaux en informatique appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques.....	2401

Ministère de l'Intérieur

Arrêté du ministre de l'intérieur du 3 novembre 1999, relatif au transfert du siège de la commune de Ksibet El Médiouni gouvernorat de Monastir.....	2403
--	------

Ministère des Affaires Etrangères

Nomination d'un consul général.....	2404
Nomination de consuls.....	2404

Ministère de l'Education

- Décret n° 99-2493 du 8 novembre 1999**, modifiant et complétant le décret n° 73-114 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire général du ministère de l'éducation..... **2404**
- Décret n° 99-2494 du 8 novembre 1999**, modifiant et complétant le décret n° 73-112 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel du ministère de l'éducation..... **2405**
- Décret n° 99-2495 du 8 novembre 1999**, portant création des gardes de professeur principal hors classe de l'enseignement et professeur hors classe de l'enseignement du ministère de l'éducation..... **2405**
- Décret n° 99-2496 du 8 novembre 1999**, portant modification du décret n° 80-1136 du 15 septembre 1980, portant création du grade de professeur principal de l'enseignement secondaire..... **2407**

Ministère de l'Agriculture

- Décret n° 99-2484 du 5 novembre 1999**, portant changement de la vocation d'une parcelle de terre agricole et modification des limites des zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Nabeul..... **2409**
- Nomination de professeurs de l'enseignement supérieur agricole..... **2409**
- Arrêté du ministre de l'agriculture du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours interne sur dossiers pour la promotion au grade d'ingénieur en chef appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques..... **2409**

Ministère de la Santé Publique

- Maintien en activité dans le secteur public..... **2410**
- Nomination d'un membre au conseil d'administration de l'hôpital Habib Thameur de Tunis..... **2410**
- Nomination d'un membre au comité national d'éthique médicale..... **2410**
- Nomination de membres au conseil d'administration de l'institut Mohamed Kassab d'orthopédie de Kassar Said..... **2410**
- Nomination de membres au conseil scientifique de l'agence nationale de contrôle sanitaire et environnemental des produits..... **2410**
- Nomination d'un membre au conseil d'administration de l'institut national de neurologie de Tunis..... **2410**

Ministère de l'Enseignement Supérieur

- Décret n° 99-2497 du 8 novembre 1999**, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche durant la période 1999-2001 et octroi de la première tranche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités qui exercent légalement une autre activité privée lucrative bénéficiaires de cette indemnité..... **2410**
- Décret n° 99-2498 du 8 novembre 1999**, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche durant la période 1999-2001 et octroi de la première tranche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités bénéficiaires de cette indemnité..... **2411**
- Nomination du directeur de l'institut supérieur des études technologiques de Radès... **2412**
- Nomination du directeur de l'institut supérieur des études technologiques de Sousse **2412**
- Nomination d'un secrétaire principal d'établissement d'enseignement supérieur et de recherche..... **2412**
- Nomination d'un secrétaire d'établissement d'enseignement supérieur et de recherche..... **2412**
- Nomination d'un chef de service..... **2412**

Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières

- Décret n° 99-2475 du 1er novembre 1999**, portant expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle de terre, sise à Jaâfar, gouvernorat de l'Ariana, nécessaire à la construction d'un canal d'évacuation des eaux usées..... **2412**
- Décret n° 99-2502 du 8 novembre 1999**, fixant le statut particulier aux personnels du corps de la conservation de la propriété foncière..... **2415**

Décret n° 99-2503 du 8 novembre 1999 , fixant la concordance entre l'échelonnement des grades des personnels du corps de la conservation de la propriété foncière et les niveaux de rémunération.....	2420
Nomination d'un directeur général.....	2422
Nomination d'un sous-directeur.....	2422

Ministère du Commerce

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs des affaires économiques.....	2422
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs des affaires économiques.....	2425
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'attachés d'inspection des affaires économiques.....	2425
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'attachés d'inspection des affaires économiques.....	2427
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques.....	2427
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques.....	2429
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'agents de constatation des affaires économiques.....	2430
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'agents de constatation des affaires économiques.....	2431
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de chef de laboratoire.....	2432
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de chef de laboratoire.....	2434
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens.....	2434
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens.....	2434
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de technicien.....	2437
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de technicien.....	2437
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'adjoint technique.....	2440
Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'adjoint technique.....	2442

Ministère des Finances

Décret n° 99-2478 du 1er novembre 1999 , portant statut des intermédiaires en bourse.....	2442
Nomination d'un trésorier régional.....	2450

Ministère de l'Industrie

Décret n° 99-2513 du 8 novembre 1999 , portant approbation du statut particulier du personnel de l'office des mines.....	2450
Décret n° 99-2514 du 8 novembre 1999 , portant approbation du statut particulier du personnel de l'entreprise tunisienne d'activités pétrolières.....	2450

Ministère de la Jeunesse et de l'Enfance

Nomination de commissaires régionaux.....	2451
Liste des agents à promouvoir au grade d'inspecteur de la jeunesse et des sports du 2ème degré	2451

Ministère du Transport

Arrêté du ministre du transport du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens à l'institut national de la météorologie relevant du ministère du transport.....	2451
Arrêté du ministre du transport du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens à l'institut national de la météorologie relevant du ministère du transport.....	2458

Ministère de l'Équipement et de l'Habitat

Nomination d'un directeur.....	2459
Nomination de sous-directeurs.....	2459
Nomination de chefs de service.....	2459
Cessation de fonctions d'un chef de service	2459

Avis et Communications**Ministère des Communications**

Avis aux épargnants auprès de la caisse d'épargne nationale tunisienne	2460
--	------

PREMIER MINISTRE

Décret n° 99-2488 du 8 novembre 1999, fixant le statut particulier du corps des géologues.

Le Président de la République,

Sur proposition du Premier ministre,

Vu la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989, relative aux conseils régionaux et notamment son article 42,

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant loi organique des communes, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi organique n° 95-68 du 24 juillet 1995 (article 114 nouveau),

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et des survivants dans le secteur public, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-59 du 28 juillet 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 82-1321 du 24 septembre 1982, fixant le statut particulier du cadre technique des géologues de l'Etat, tel qu'il a été modifié par le décret n° 92-663 du 7 avril 1992 et le décret n° 97-983 du 26 mai 1997,

Vu le décret n° 85-839 du 17 juin 1985, fixant le régime de l'exercice à mi-temps dans les administrations publiques, les collectivités publiques locales et les établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 90-1753 du 29 octobre 1990, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions administratives paritaires,

Vu le décret n° 93-1220 du 7 juin 1993, portant organisation de la formation continue des fonctionnaires et des ouvriers de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif, tel qu'il a été modifié par le décret n° 95-299 du 20 février 1995,

Vu le décret n° 93-1823 du 6 septembre 1993, fixant les conditions d'obtention des diplômes nationaux sanctionnant les études doctorales,

Vu le décret n° 93-2333 du 22 novembre 1993, fixant le cadre général du régime des études et les conditions d'obtention des diplômes nationaux de premier cycle et de maîtrise dans les disciplines littéraires et artistiques ainsi que dans celles des sciences humaines, sociales, fondamentales et techniques,

Vu le décret n° 94-1706 du 15 août 1994, fixant les conditions générales de l'attribution de la note professionnelle et de la note de la prime de rendement aux personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 94-2322 du 14 novembre 1994, fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la promotion au choix des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 96-519 du 25 mars 1996, portant refonte de la réglementation relative à l'équivalence des diplômes et des titres,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu l'avis des ministres, de l'agriculture des finances et de l'industrie,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

TITRE I

Dispositions générales

Article premier. – Les géologues constituent un cadre commun interdépartemental. Ils ont vocation pour occuper les emplois de nature technique et scientifique qui relèvent de leur compétence.

Ces emplois comprennent les spécialités suivantes :

- Géologie
- Hydrogéologie
- Minéralogie
- Paléontologie
- Sédimentologie
- Géophysique
- Métallogénie
- Pétrographie
- Géochimie
- Géotechnique.

Art. 2. – Le corps des géologues comprend les grades suivants :

- Géologue général
- Géologue en chef
- Géologue principal
- Géologue
- Géologue adjoint.

Art. 3. – Les agents appartenant au cadre des géologues sont répartis selon leurs grades en catégorie et sous-catégories indiquées au tableau ci-après :

Grades	Catégories	Sous-catégories
- Géologue général	A	A1
- Géologue en chef	A	A1
- Géologue principal	A	A1
- Géologue	A	A2
- Géologue adjoint	A	A3

Art. 4. – Chaque grade du corps des géologues comprend vingt cinq (25) échelons.

Toutefois, pour les deux grades ci-après, le nombre des échelons est fixé ainsi qu'il suit :

- Géologue général : seize (16) échelons,
- Géologue en chef : vingt (20) échelons.

La concordance des échelons avec les niveaux de rémunération, prévus par la grille des salaires, est fixée par décret.

Art. 5. – Les agents appartenant à l'un des grades susvisés peuvent exercer sous le régime du mi-temps conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 6. – La durée requise pour accéder aux échelons 2, 3 et 4 est d'un an. Elle est de 2 ans pour accéder aux autres échelons.

Toutefois, pour les grades de géologue général et de géologue en chef la cadence d'avancement est fixée à deux ans.

Art. 7. – Le nombre des promotions dans les différents grades est fixé par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés dans la limite des emplois à pourvoir.

Art. 8. – Les agents du corps des géologues sont soumis à un stage destiné à :

- les préparer à exercer leur emploi et à les initier aux techniques professionnelles y afférentes,
- parfaire leur formation et leurs aptitudes professionnelles.

Durant la période de stage, l'agent est encadré conformément à un programme dont l'élaboration et le suivi d'exécution sont assurés par un fonctionnaire désigné par le chef de l'administration ou son délégué à cet effet, à condition qu'il soit titulaire d'un grade égal ou supérieur au grade de l'agent stagiaire.

Le fonctionnaire encadreur doit assurer le suivi de l'exécution de tout le programme d'encadrement même au cas où certaines de ses étapes sont effectuées dans un ou plusieurs services non soumis à son autorité.

Au cas où le fonctionnaire encadreur ne peut continuer d'assumer les tâches qui lui sont confiées, avant la fin de la période de stage, le chef de l'administration ou son délégué doit désigner un remplaçant, conformément aux conditions sus-mentionnées, à condition, toutefois, que le nouvel encadreur continue le même programme élaboré par son prédécesseur sans modification aucune jusqu'à la fin du stage.

En outre, l'encadreur doit présenter des rapports périodiques une fois au moins tous les six mois sur l'évaluation des aptitudes professionnelles de l'agent stagiaire et un rapport final à la fin de la période de stage. L'agent concerné doit présenter un rapport de fin de stage comportant ses observations et son avis sur toutes les étapes du stage.

La commission administrative paritaire émet son avis sur la titularisation de l'agent stagiaire au vu du rapport final de stage annoté par le supérieur hiérarchique et accompagné du rapport de fin de stage élaboré par l'agent concerné. Le chef de l'administration ou son délégué se prononce sur la titularisation.

Le stage dure :

a) Une année :

- pour les fonctionnaires issus d'une école de formation agréée par l'administration,

- pour les fonctionnaires nommés à un grade déterminé et ayant accompli au préalable au moins deux années de services civils effectifs en qualité d'agent temporaire ou d'agent contractuel dans la même catégorie ou dans le même emploi.

b) Deux années :

- pour les fonctionnaires nommés par voie de concours externe sur épreuves, sur titres, ou sur dossiers,

- pour les fonctionnaires promus à un grade immédiatement supérieur, soit suite à un cycle de formation soit suite à un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers,

- pour les fonctionnaires promus au choix.

A l'issue de la période de stage susvisée les fonctionnaires stagiaires sont soit titularisés, soit il est mis fin à leur recrutement lorsqu'ils n'appartiennent pas à l'administration, soit reversés dans leur grade d'origine et considérés comme ne l'ayant jamais quitté.

Dans le cas où il n'est pas statué sur son cas dans un délai de quatre (4) ans à compter de son recrutement ou de sa promotion le fonctionnaire est réputé titulaire d'office.

Ne sont pas soumis à une période de stage, les fonctionnaires promus à un grade non accessible aux candidats externes.

TITRE II

Des géologues généraux

CHAPITRE I

Les attributions

Art. 9. – Les géologues généraux sont chargés des fonctions d'encadrement, de conception et de coordination ainsi que de missions d'études et de recherches ou d'inspection générale.

Ils peuvent, en outre, être chargés d'autres fonctions entrant dans les attributions des administrations ou des services dont ils relèvent.

CHAPITRE 2

La nomination

Art. 10. – Les géologues généraux sont nommés par voie de promotion parmi les géologues en chef, par décret et sur proposition du ministre exerçant le pouvoir

hiérarchique ou de tutelle administrative à l'égard des agents concernés, dans la limite des emplois à pourvoir et selon les modalités ci-après :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux géologues en chef, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures,

Les modalités d'organisation du concours interne sont fixées par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés.

c) au choix, parmi les géologues en chef justifiant de huit (8) ans d'ancienneté au moins dans ce grade et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

TITRE III

Des géologues en chef

CHAPITRE I

Les attributions

Art. 11. – Les géologues en chef sont chargés des fonctions d'encadrement, de conception et de coordination et peuvent être affectés à un service d'études et de recherches ou chargés d'une mission de contrôle ou d'inspection.

Ils peuvent, en outre, être chargés d'autres fonctions entrant dans les attributions des administrations ou des services dont ils relèvent.

CHAPITRE 2

La nomination

Art. 12. – Les géologues en chef sont nommés par voie de promotion parmi les géologues principaux titulaires, par décret et sur proposition du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés, dans la limite des emplois à pourvoir et selon les modalités ci-après :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux géologues principaux titulaires dans leur grade, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures,

Les modalités d'organisation du concours susvisé sont fixées par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés.

c) au choix, parmi les géologues principaux justifiant de huit (8) ans d'ancienneté au moins dans ce grade et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

TITRE IV

Des géologues principaux

CHAPITRE I

Les attributions

Art. 13. – Les géologues principaux sont chargés des fonctions d'encadrement, de conception et de coordination ainsi que de missions d'études et de recherches et des travaux de contrôle et d'inspection.

Ils peuvent, en outre, être chargés d'autres fonctions entrant dans les attributions des administrations ou des services dont ils relèvent.

CHAPITRE 2

La nomination

Art. 14. – Les géologues principaux sont nommés et affectés dans les différents services et administrations par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés, dans la limite des emplois à pourvoir et selon les modalités ci-après :

SECTION I

Le recrutement

Art. 15. – Les géologues principaux sont recrutés par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme des études approfondies ou d'un diplôme équivalent dans les spécialités énumérées à l'article 1er du présent décret ou titulaires d'un diplôme de formation homologué à ce niveau et âgés de trente cinq (35) ans au plus calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982 susvisé.

Les modalités d'organisation du concours externe susvisé sont fixées par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés.

SECTION II

La promotion

Art. 16. – La promotion au grade de géologue principal est attribuée aux candidats internes :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration au profit des géologues titulaires dans leur grade,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux géologues titulaires, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures,

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés.

c) au choix, dans la limite de dix pour cent (10%), parmi les géologues titulaires, justifiant de dix (10) ans d'ancienneté au moins dans ce grade, âgés de quarante (40) ans au moins et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

TITRE V

Des géologues

CHAPITRE I

Les attributions

Art. 17. – Les géologues sont chargés, sous l'autorité de leur supérieur hiérarchique, des travaux spécialisés dans les disciplines visées à l'article 1er du présent décret.

Ils participent aux études et l'exécution des travaux d'ordre technique incombant au service dont ils relèvent.

Ils peuvent, en outre, être chargés de toute autre tâche entrant dans les attributions des administrations ou des services dont ils relèvent.

CHAPITRE 2

La nomination

Art. 18. – Sous réserve des dispositions de la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989 et de la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 susvisées, les géologues sont nommés et affectés dans les différents services et administrations par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés, dans la limite des emplois à pourvoir et selon les modalités ci-après :

SECTION I

Le recrutement

Art. 19. – Les géologues sont recrutés par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux candidats ayant poursuivi le cycle d'étude dans les spécialités fixées à l'article 1er de ce décret d'une durée minimale de quatre (4) années après le baccalauréat ou les candidats dont les diplômes et les études sont jugés équivalents au cycle d'étude prévu par ce paragraphe ou titulaires d'un diplôme de formation homologué à ce niveau, âgés de trente cinq (35) ans au plus, calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982 susvisé.

Sous réserve des dispositions de la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989 et de la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 susvisées, les modalités d'organisation du concours externe susvisé sont fixées par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés.

SECTION II

La promotion

Art. 20. – La promotion au grade de géologue est attribuée aux candidats internes :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration au profit des géologues adjoints titulaires dans leur grade,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux géologues adjoints titulaires, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture des candidatures,

Sous réserve des dispositions de la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989 et de la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 susvisées, les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés,

c) au choix, dans la limite de dix pour cent (10%), parmi les géologues adjoints titulaires, justifiant de dix (10) ans d'ancienneté au moins dans ce grade, âgés de quarante (40) ans au moins et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

TITRE VI

Des géologues adjoints

CHAPITRE I

Les attributions

Art. 21. – Les géologues adjoints sont chargés d'assister les géologues dans leurs attributions et de participer, sous l'autorité de leur supérieur hiérarchique, au traitement des tâches qui leur sont confiées ou à l'exécution de travaux techniques incombant aux services dont ils relèvent.

Ils peuvent, en outre, être chargés de toute autre tâche entrant dans les attributions des administrations ou des services dont ils relèvent.

CHAPITRE 2

La nomination

Art. 22. – Sous réserve des dispositions de la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989 et de la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 susvisées, les géologues adjoints sont nommés par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés, dans la limite des emplois à pourvoir et selon les modalités ci-après.

SECTION I

Le recrutement

Art. 23. – Les géologues adjoints sont recrutés parmi les candidats externes par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux candidats ayant accomplis avec succès un cycle d'étude dans l'une des spécialités fixées à l'article 1er de ce décret d'une durée minimale de deux (2) ans après le baccalauréat ou d'un diplôme équivalent ou titulaires d'un diplôme de formation homologué à ce niveau et âgés de trente cinq (35) ans au plus calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982.

Sous réserve des dispositions de la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989 et de la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 susvisées, les modalités d'organisation du concours externe susvisé sont fixées par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés.

TITRE VII

Dispositions transitoires

Art. 24. – Les géologues divisionnaires en exercice à la date de publication du présent décret, seront dans un délai de cinq (5) ans intégrés dans le grade de géologue principal par voie de concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert dans la limite des emplois à pourvoir.

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre exerçant le pouvoir hiérarchique ou le pouvoir de tutelle administrative à l'égard des agents concernés.

Art. 25. – Jusqu'à extinction de leur grade, les géologues divisionnaires demeurent régis par les dispositions de l'article 17 du présent décret relatives aux attributions des géologues.

Les intéressés continuent à bénéficier des mêmes possibilités de promotion accordées aux géologues conformément aux dispositions de l'article 16 du présent décret.

Art. 26. – Jusqu'à son extinction, le grade de géologue divisionnaire comprend 20 échelons.

La cadence d'avancement est fixée conformément aux dispositions de l'article 6 paragraphe 1 du présent décret.

Art. 27. – Jusqu'à extinction de leur grade, les géologues divisionnaires en exercice à la date de la publication du présent décret demeurent régis par les dispositions transitoires relatives à la concordance des échelons avec les niveaux de rémunération.

Art. 28. – Après extinction du grade de géologue divisionnaire, la péréquation de la pension, prévue par l'article 37 de la loi susvisée n° 85-12 du 5 mars 1985, leur est applicable par assimilation au grade de géologue.

TITRE VIII

Dispositions finales

Art. 29. – Toutes dispositions antérieures et contraires au présent décret sont abrogées et notamment le décret n° 82-1321 du 24 septembre 1982, tel qu'il a été modifié par le décret n° 92-663 du 7 avril 1992 et le décret n° 97-983 du 26 mai 1997.

Art. 30. – Le Premier ministre, les ministres et les secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2489 du 8 novembre 1999, fixant la concordance entre l'échelonnement des grades du corps des géologues et les niveaux de rémunération.

Le Président de la République,

Sur proposition du Premier ministre,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et

des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1322 du 24 septembre 1982, fixant le classement hiérarchique et l'échelonnement indiciaire applicables aux géologues de l'Etat,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 97-2127 du 10 novembre 1997, relatif aux indemnités compensatrices instituées par le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-2488 du 8 novembre 1999, fixant le statut particulier du corps des géologues et notamment les articles 4 et 27,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – La concordance entre les échelons des grades du corps des géologues et les niveaux de rémunération, tels que prévus par le décret susvisé n° 97-1832 du 16 septembre 1997, est fixée conformément au tableau suivant :

Catégorie	Sous-catégorie	Grade	Echelon	Niveau de rémunération correspondant
A	A1	Géologue général	1	10
			2	11
			3	12
			4	13
			5	14
			6	15
			7	16
			8	17
			9	18
			10	19
			11	20
			12	21
			13	22
			14	23
			15	24
			16	25
		Géologue en chef	1	6
			2	7
			3	8
			4	9
			5	10
			6	11
			7	12
			8	13
			9	14

Catégorie	Sous-catégorie	Grade	Echelon	Niveau de rémunération correspondant
			10	15
			11	16
			12	17
			13	18
			14	19
			15	20
			16	21
			17	22
			18	23
			19	24
			20	25
	A1	Géologue principal	de 1	de 1
	A2	Géologue	à	à
	A3	Géologue adjoint	25	25

Art. 2. – Les agents reclassés dans la grille des salaires seront rangés à l'échelon correspondant à leur niveau de rémunération conformément au tableau de concordance prévu à l'article 1er du présent décret.

Art. 3. - Sous réserve des dispositions de l'article 2 du décret susvisé n° 97-2127 du 10 novembre 1997, l'indemnité compensatrice, instituée par le décret susvisé n° 97-1832 du 16 septembre 1997 au profit des agents reclassés dans la grille des salaires, cesse définitivement d'être servie lorsque l'agent concerné atteint l'échelon fixé au tableau suivant :

Grade	Echelon prévu pour la cessation de service de l'indemnité compensatrice	Niveau de rémunération prévu pour la cessation de service de l'indemnité compensatrice
Géologue général	3	12
Géologue en chef	5	10
Géologue principal	10	10
Géologue	11	11
Géologue adjoint	12	12

Art. 4. – A titre transitoire et jusqu'à extinction du grade de géologue divisionnaire conformément aux dispositions de l'article 27 du décret susvisé n° 99-2488 du 9 novembre 1999, fixant le statut particulier du corps des géologues, la concordance entre les échelons du grade de géologue divisionnaire et les niveaux de rémunération est fixée conformément aux indications du tableau ci-après :

Catégorie	Sous-catégorie	Grade	Echelon	Niveau de rémunération correspondant
A	A2	Géologue divisionnaire	1	6
			2	7
			3	8
			4	9
			5	10
			6	11
			7	12
			8	13
			9	14
			10	15
			11	16
			12	17
			13	18
			14	19
			15	20
			16	21
			17	22
			18	23
			19	24
			20	25

Art. 5. – Sous réserve des dispositions de l'article 2 du décret susvisé n° 97-2127 du 10 novembre 1997, l'indemnité compensatrice servie aux géologues divisionnaires cesse définitivement d'être servie lorsque l'agent concerné atteint le 7ème échelon de son grade correspondant au 12ème niveau de rémunération de la sous-catégorie A2 de la catégorie A.

Art. 6. – Sont abrogées, toutes dispositions antérieures et contraires à ce décret et notamment le décret n° 82-1322 du 24 septembre 1982, fixant le classement hiérarchique et l'échelonnement indiciaire applicables aux géologues de l'Etat.

Art. 7. - Le Premier ministre, les ministres et les secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2490 du 8 novembre 1999, modifiant le décret n° 78-963 du 7 novembre 1978, relatif au statut du cadre commun des médecins vétérinaires.

Le Président de la République,

Sur proposition du Premier ministre,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 78-963 du 7 novembre 1978, portant statut du cadre commun des médecins vétérinaires,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu l'avis du ministre de l'intérieur,

Vu l'avis du ministre de l'agriculture,

Vu l'avis du ministre de la santé publique,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Les dispositions de l'article 10 du décret susvisé n° 78-963 du 7 novembre 1978, relatif au statut du cadre commun des médecins vétérinaires sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Article 10 (nouveau) – Le grade de médecin vétérinaire spécialiste principal comprend vingt et un (21) échelons.

Le grade de médecin vétérinaire spécialiste comprend vingt cinq (25) échelons.

Le grade de médecin vétérinaire principal comprend vingt et un (21) échelons.

Le grade de médecin vétérinaire comprend vingt cinq (25) échelons.

La durée requise pour l'accès d'un échelon à l'échelon supérieur est fixée à deux (2) ans pour tous les grades.

La concordance entre les échelons des grades du cadre commun des médecins vétérinaires et les niveaux de rémunération prévus par la grille des salaires, tel que fixés par le décret susvisé n° 97-1832 du 16 septembre 1997 est fixée par décret.

Art. 2. – Le Premier ministre, les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2491 du 8 novembre 1999, fixant la concordance entre l'échelonnement des grades du cadre commun des médecins vétérinaires et les niveaux de rémunération.

Le Président de la République,

Sur proposition du Premier ministre,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 78-963 du 7 novembre 1978, fixant le statut du cadre commun des médecins vétérinaires tel qu'il a été modifié par le décret n° 99-2490 du 8 novembre 1999,

Vu le décret n° 78-964 du 7 novembre 1978, relatif au classement hiérarchique et à l'échelonnement indiciaire applicables aux médecins vétérinaires exerçant à plein temps,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 97-2127 du 10 novembre 1997, relatif aux indemnités compensatrices instituées par le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu l'avis du ministre de l'intérieur,

Vu l'avis du ministre de l'agriculture,

Vu l'avis du ministre de la santé publique,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – La concordance entre les échelons des grades du cadre commun des médecins vétérinaires et les niveaux de rémunération, tels que prévus par le décret susvisé n° 97-1832 du 16 septembre 1997, est fixée conformément aux indications suivantes :

Catégorie	Sous-catégorie	Grades	Echelon	Niveau de rémunération correspondant
A	A1	Médecin vétérinaire spécialiste principal	1	5
			2	6
			3	7
			4	8
			5	9
			6	10
			7	11
			8	12
			9	13
			10	14
			11	15
			12	16
			13	17
			14	18
			15	19
			16	20
			17	21
			18	22
			19	23
			20	24
			21	25
A	A1	Médecin vétérinaire principal	1	5
			2	6
			3	7
			4	8
			5	9
			6	10
			7	11
			8	12
			9	13
			10	14
			11	15
			12	16
			13	17
			14	18
			15	19
			16	20
			17	21
			18	22
			19	23
			20	24
			21	25
A	A1	Médecin vétérinaire spécialiste	de	de
A	A1	Médecin vétérinaire	1	1
			à	à
			25	25

Art. 2. – Les agents reclassés dans la grille des salaires seront rangés à l'échelon correspondant à leur niveau de rémunération conformément au tableau de concordance prévu à l'article 1er du présent décret.

Art. 3. - Sous réserve des dispositions de l'article 2 du décret susvisé n° 97-2127 du 10 novembre 1997, l'indemnité compensatrice, instituée par le décret susvisé n° 97-1832 du 16 septembre 1997 au profit des agents reclassés dans la grille des salaires, cesse définitivement d'être servie lorsque l'agent concerné atteint l'échelon fixé au tableau suivant :

Grade	Echelon prévu pour la cessation de service de l'indemnité compensatrice	Niveau de rémunération prévu pour la cessation de service de l'indemnité compensatrice
Médecin vétérinaire spécialiste principal	6	10
Médecin vétérinaire principal	5	9
Médecin vétérinaire spécialiste	9	9
Médecin vétérinaire	8	8

Art. 4. – Toutes dispositions antérieures et contraires à ce décret sont abrogées et notamment le décret n° 78-964 du 7 novembre 1978, relatif au classement hiérarchique et à l'échelonnement indiciaire applicables aux médecins vétérinaires exerçant à plein temps.

Art. 5. – Le Premier ministre, les ministres de l'intérieur, de l'agriculture, de la santé publique et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2479 du 3 novembre 1999.

Monsieur Taoufik Labidi, conseiller des services publics, est chargé des fonctions de chef de service d'administration centrale à la direction générale de contrôle des dépenses au Premier ministère.

Par décret n° 99-2480 du 3 novembre 1999.

Monsieur Hatem Ben Kedim, conseiller des services publics, est chargé des fonctions de chef de service d'administration centrale à la direction générale de contrôle des dépenses au Premier ministère.

Par décret n° 99-2481 du 3 novembre 1999.

Monsieur Mohamed Bouaziz, conseiller des services publics, est chargé des fonctions de chef de service d'administration centrale à la direction générale de contrôle des dépenses au Premier ministère.

Par décret n° 99-2482 du 3 novembre 1999.

Monsieur Adel Ghozzi, conseiller des services publics, est chargé des fonctions de chef de service d'administration centrale à la direction générale de contrôle des dépenses au Premier ministère.

Par décret n° 99-2483 du 3 novembre 1999.

Monsieur Chiheb Labidi, conseiller des services publics, est chargé des fonctions de chef de service d'administration centrale à la direction générale de contrôle des dépenses au Premier ministère.

Par décret n° 99-2492 du 3 novembre 1999.

Monsieur Manaï Youssef, gestionnaire de documents et archives, est chargé des fonctions de chef de service du personnel au secrétariat général à l'école nationale d'administration.

Arrêté du Premier ministre du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'ingénieurs principaux appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques.

Le Premier ministre,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 99-819 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps des ingénieurs des administrations publiques,

Arrête :

Article premier. - Le concours externe sur épreuves pour le recrutement d'ingénieurs principaux appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques est ouvert par arrêté du Premier ministre aux candidats inscrits au tableau de l'ordre des ingénieurs titulaires du diplôme national d'ingénieur ou d'un diplôme équivalent et âgés de 35 ans au plus.

L'âge maximum est apprécié à compter du premier jour d'inscription dans un bureau de l'emploi pour les concours ouverts durant les cinq années qui suivent cette inscription.

A défaut d'inscription du candidats dans un bureau de l'emploi, l'âge maximum est apprécié le 1er janvier de l'année d'ouverture du concours.

Art. 2. - L'arrêté portant ouverture du concours fixe :

- le nombre de postes mis en concours et les spécialités exigées le cas échéant,
- la date de clôture et la liste d'inscription des candidatures

- la date et le lieu du déroulement des épreuves
- le lieu et l'adresse où les dossiers de candidature doivent être déposés ou adressés par lettre recommandée.

Art. 3. - Les épreuves du concours sont appréciées par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Le président du jury peut constituer des sous-commissions pour faire passer aux candidats l'épreuve orale.

Art. 4. - Les candidats au concours susvisé doivent déposer ou adresser par lettre recommandée un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

A/ Lors du dépôt de la candidature :

- une demande de candidature.
- une photocopie de la carte d'identité nationale.
- une photocopie du diplôme accompagnée, pour les diplômes étrangers, d'une copie de l'attestation d'équivalence.
- une photocopie de l'attestation d'inscription au tableau de l'ordre des ingénieurs.

Il n'est pas nécessaire que la signature soit légalisée et que les photocopies de ces pièces soient certifiées conformes aux originaux.

Le candidat qui a dépassé l'âge légal, doit joindre aux pièces sus-énumérées une attestation justifiant l'accomplissement par l'intéressé des services civils effectifs ou l'inscription dans un bureau de l'emploi.

B/ Après l'admission au concours et avant l'affectation.

Les candidats déclarés doivent compléter leurs dossiers des pièces suivantes :

- * un extrait du casier judiciaire (l'original) datant de moins d'un an,

- * un extrait de l'acte de naissance datant de moins d'un an,

* un certificat médical (l'original) datant de moins de trois mois attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique et mentale nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sur tout le territoire de la République,

* une photocopie certifiée conforme à l'original du diplôme,

* une attestation d'inscription de l'intéressé au tableau de l'ordre des ingénieurs.

Art. 5. - Toute candidature parvenue après la clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste ou la date d'enregistrement au bureau d'ordre centrale faisant foi.

Art. 6. - La liste des candidats admis définitivement à participer au concours est arrêtée par le Premier ministre.

Art. 7. - Le concours externe comporte une épreuve orale consistant en un exposé portant sur un sujet tiré au sort du programme annexé au présent arrêté.

Au cas où le candidat désire changer de sujet, la note qui lui sera attribuée doit être divisée par deux.

La durée fixée pour le déroulement de l'épreuve orale est définie ainsi qu'il suit :

Epreuve orale	Durée
* préparation :	30 minutes
* exposé :	15 minutes
* discussion	15 minutes

Art. 8. - L'épreuve orale se déroulera indifféremment en langue arabe ou en langue française selon le choix du candidat.

Art. 9. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée de l'épreuve orale, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 10. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun, toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat et l'interdiction de participer pendant cinq (05) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du Premier ministre sur proposition du jury de l'examen.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 11. - Il est attribué à l'épreuve orale une note exprimée en chiffres variant de zéro (0) à vingt (20).

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de dix (10) points au moins.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 12. - Le jury du concours procède au classement des candidats par ordre de mérite et propose deux listes des candidats pouvant être admis définitivement :

A/ La liste principale.

B/ La liste complémentaire : cette liste est établie dans la limite de 50% au maximum du nombre des candidats inscrits sur la liste principale, elle permet, le cas échéant, à l'administration de remplacer les candidats inscrits sur la liste principale et qui n'ont pas rejoint leur poste d'affectation.

Art. 13. - La liste principale et la liste complémentaire des candidats admis au concours externe pour le recrutement d'ingénieurs principaux appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques sont arrêtées définitivement par le Premier ministre.

Art. 14. - L'administration proclame la liste principale et invite les candidats admis à rejoindre leur poste d'affectation.

Au terme, d'un délai maximum d'un mois après la date de proclamation de la liste principale, l'administration doit mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception les candidats défaillants en les invitant à rejoindre leur poste dans un délai maximum de 15 jours, faute de quoi ils sont radiés de la liste principale des candidats admis au concours et remplacés par ceux inscrits par ordre de mérite sur la liste complémentaire.

Le recours à la liste complémentaire prend fin dans un délai maximum de six (6) mois après la proclamation de la liste principale.

Art. 15. - Les candidats déclarés admis seront avisés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration.

Art. 16. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

ANNEXE

Programme du concours externe pour le recrutement d'ingénieurs principaux

I - Connaissances techniques

- 1- architecture des ordinateurs et leur fonctionnement
 - nouvelles architectures,
 - la mémoire centrale
 - structure et fonctionnement des processeurs
- 2- les systèmes d'exploitation :
 - les différents systèmes d'exploitation
 - l'administration des systèmes
- 3- les méthodologies :
 - les méthodologies d'analyses et de conception de systèmes d'information
 - les méthodologies de conduite de projets
- 4 - Génie logiciel
 - cycle de vie d'un logiciel
 - ateliers de génie logiciel
- 5- Les systèmes de gestion de bases de données (SGBD) et les outils de développement
 - les différents SGBD
 - les outils de développement et leur évolution
- 6- Analyse et conception des systèmes d'information
- 7- architecture des systèmes d'information :
 - architecture répartie
 - architecture client /serveur
 - informatique de groupe (messagerie, visioconférence, partage d'applications à distance)
 - internet, intranet, extranet (définition, architecture, services, concept HTML, outils de conception et de développement de site Web)

8- traitement des connaissances :

- bases de connaissances,
- systèmes d'aide à la décision
- intelligence artificielle

9- informatique documentaire

10 - les réseaux :

- l'architecture OSI
- l'architecture des réseaux locaux
- l'architecture des réseaux hauts débits
- communication entre systèmes hétérogènes
- l'évolution des équipements réseaux
- l'administration de réseaux

11 - la sécurité :

- la sécurité d'un système d'information
- la sécurité d'un réseau
- Internet et la sécurité (problèmes et solutions)

12 - la démarche assurance - qualité informatique et les normes de qualité

II - Culture générale

1 - la constitution du 1er juin 1959 telle qu'elle a été révisée,

- le Président de la République
- le pouvoir législatif
- le pouvoir judiciaire
- les autorités régionales

2- le statut général des personnels de l'Etat des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif

3- le statut particulier au corps des ingénieurs des administrations publiques

4- la société de l'information et de la communication (SIC)

- définition
- défis et enjeux de la SIC (culturels, sociaux, financiers...)
- internet, commerce électronique, EDI, GED, le multimédia et la réalité virtuelle, visioconférence...

5- la planification et la réalisation de projets informatiques :

- études d'opportunité
- schéma directeur stratégique et opérationnel
- plans d'actions
- cahiers des charges.

Arrêté du Premier ministre du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'ingénieurs principaux en informatique appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques.

Le Premier ministre,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 99-819 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps des ingénieurs des administrations publiques,

Vu l'arrêté du Premier ministre du 14 août 1999, fixant le nombre et les postes à pourvoir au titre de l'année 1999, au premier ministère (secrétariat d'Etat à l'informatique),

Vu l'arrêté du Premier ministre du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'ingénieurs principaux en informatique des administrations publiques,

Arrête :

Article premier. - Un concours externe sur épreuves pour le recrutement de quatre (04) ingénieurs principaux en informatique est ouvert au Premier ministère (secrétariat d'Etat à l'informatique).

Art. 2. - Les épreuves du concours se dérouleront à Tunis le 21 décembre 1999 et jours suivants.

Art. 3. - La liste des candidatures sera clôturée le 25 novembre 1999.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Premier Ministre
Hamed Karoui

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté du ministre de l'intérieur du 3 novembre 1999, relatif au transfert du siège de la commune de Ksibet El Médiouni gouvernorat de Monastir.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant promulgation de la loi organique des communes, ensemble des textes qui l'ont complétée ou modifiée et notamment la loi organique n° 95-68 du 24 juillet 1995 et en particulier son article 5,

Vu le décret du 6 mars 1958, portant création de la commune de Ksibet El Médiouni,

Vu la délibération du conseil municipal de Ksibet El Médiouni en date du 18 septembre 1999,

Arrête :

Article premier. - La commune de Ksibet El Médiouni est autorisée à transférer son siège sis à la rue El Bassatine au nouveau siège situé à l'avenue Habib Bourguiba.

Art. 2. - Le président de la commune de Ksibet El Médiouni est chargé de l'exécution du présent arrêté dès sa publication au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 3 novembre 1999.

Le Ministre de l'Intérieur
Ali Chaouch

Vu
Le Premier Ministre
Hamed Karoui

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2468 du 1er novembre 1999.

Monsieur Zouhaier Dhaouadi est chargé des fonctions de consul général de la République Tunisienne à Dusseldorf.

Par du décret n° 99-2469 du 1er novembre 1999.

Monsieur Abderrazak Ben Frej est chargé des fonctions de consul de la République Tunisienne à Milan.

Par décret n° 99-2470 du 1er novembre 1999.

Monsieur Abedrraouf Anane est chargé des fonctions de consul de la République Tunisienne à Rome.

MINISTERE DE L'EDUCATION

Décret n° 99-2493 du 8 novembre 1999, modifiant et complétant le décret n° 73-114 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire général du ministère de l'éducation.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'éducation,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 91-65 du 29 juillet 1991, relative au système éducatif,

Vu le décret n° 73-114 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire général du ministère de l'éducation nationale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-2167 du 27 septembre 1999,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de bases des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Sont abrogées, les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 7, les paragraphes 4 et 5 de l'article 10, les paragraphes B et C de l'article 16 et les dispositions des paragraphes B et C de l'article 19 du décret n° 73-114 du 17 mars 1973 susvisé.

Art. 2. – Sont ajoutés au décret n° 73-114 du 17 mars 1973 susvisé, les deux articles 7 (bis) et 16 (bis) suivants :

Article 7 (bis) – La promotion au grade de professeur d'enseignement secondaire est attribuée aux candidats internes après avoir passé avec succès un concours interne sur dossiers ouvert :

- aux professeurs d'enseignement secondaire du 1er cycle titulaires dans leur grade justifiant de huit (08) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture des candidatures et ayant une note pédagogique égale au moins à douze (12) sur vingt (20),

- aux professeurs d'enseignement secondaire du 1er cycle titulaires dans leur grade justifiant de six (06) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture des candidatures et ayant une note pédagogique égale au moins à treize (13) sur vingt,

- aux professeurs d'enseignement secondaire du 1er cycle titulaires dans leur grade qui ont obtenu entre temps la maîtrise ou des titres ou diplômes admis en équivalence.

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Les postes mis en concours sont ouverts chaque année dans la limite de 20% des effectifs des professeurs d'enseignement secondaire du 1er cycle justifiant des conditions ci-dessus indiquées.

La promotion au grade de professeur de l'enseignement secondaire s'effectue dans la limite de 20% du nombre des candidats au concours.

Article 16 (bis) – La promotion au grade de professeur d'enseignement artistique est attribuée aux candidats internes après avoir passé avec succès un concours interne sur dossier ouvert :

- aux professeurs d'enseignement artistique du 1er cycle titulaires dans leur grade justifiant de huit (08) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture des candidatures et ayant une note pédagogique égale au moins à douze (12) sur vingt (20),

- aux professeurs d'enseignement artistique du 1er cycle titulaires dans leur grade justifiant de six (06) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture des candidatures et ayant une note pédagogique égale au moins à treize (13) sur vingt (20),

- aux professeurs d'enseignement artistique du 1er cycle titulaires dans leur grade qui ont obtenu entre temps la maîtrise ou des titres ou diplômes admis en équivalence.

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Les postes mis en concours sont ouverts chaque année dans la limite de 20% des effectifs des professeurs d'enseignement artistique du 1er cycle justifiant des conditions ci-dessus indiquées.

La promotion au grade de professeur d'enseignement artistique s'effectue dans la limite de 20% du nombre des candidats au concours.

Art. 3. – Une nouvelle numérotation est attribuée aux deux articles 7 (bis) et 16 (bis) créés par le décret n° 98-2113 du 28 octobre 1998, ils deviennent : article 7 (troisièmement) et article 16 (troisièmement).

Art. 4. – Les maîtres d'enseignement secondaire régis par les dispositions du décret n° 73-114 du 17 mars 1973 susvisé sont intégrés dans le grade de professeur d'enseignement secondaire du 1er cycle. Les maîtres d'enseignement artistique régis par les dispositions du décret susvisé sont intégrés dans le grade de professeur d'enseignement artistique du 1er cycle dans la limite des postes à pourvoir et dans une période limite de cinq (5) ans à partir de septembre 1999 et jusqu'à extinction de leur grade, et ce, après leur inscription selon leur mérite sur une liste d'aptitude en se basant sur l'ancienneté dans le grade et la dernière note pédagogique obtenue.

Art. 5. – Les ministres de l'éducation et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2494 du 8 novembre 1999, modifiant et complétant le décret n° 73-112 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel du ministère de l'éducation.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'éducation,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 91-65 du 29 juillet 1991, relative au système éducatif,

Vu le décret n° 73-112 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel du ministère de l'éducation nationale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-2169 du 27 septembre 1999,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Sont abrogées, les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 4, les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 10, du décret n° 73-112 du 17 mars 1973 susvisé.

Art. 2. – Est ajouté au décret n° 73-112 du 17 mars 1973, l'article 4 (bis) suivant :

Article 4 (bis) – La promotion au grade de professeur d'enseignement secondaire technique est attribuée aux candidats internes après avoir passé avec succès un concours interne sur dossiers ouvert :

- aux professeurs d'enseignement technique du 1er cycle titulaires dans leur grade justifiant de huit (08) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture des candidatures et ayant une note pédagogique égale au moins à douze (12) sur vingt (20),

- aux professeurs d'enseignement technique du 1er cycle titulaires dans leur grade justifiant de six (06) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture des candidatures et ayant une note pédagogique égale au moins à treize (13) sur vingt,

- aux professeurs d'enseignement technique du 1er cycle titulaires dans leur grade qui ont obtenu entre temps la maîtrise ou des titres ou diplômes admis en équivalence.

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Les postes mis en concours sont ouverts chaque année dans la limite de 20% des effectifs des professeurs d'enseignement technique du 1er cycle justifiant des conditions ci-dessus indiquées.

La promotion au grade de professeur de l'enseignement technique s'effectue dans la limite de 20% du nombre des candidats au concours.

Art. 3. – Une nouvelle numérotation est attribuée à l'article 4 (bis) créé par le décret n° 98-2112 du 28 octobre 1998, il devient : l'article 4 (troisièmement).

Art. 4. – Les maîtres d'enseignement technique régis par les dispositions du décret n° 73-112 du 17 mars 1973 susvisé sont intégrés dans le grade de professeur d'enseignement technique du 1er cycle dans la limite des postes à pourvoir et dans une période limite de cinq (5) ans à partir de septembre 1999 et jusqu'à extinction de leur grade, et ce, après leur inscription selon leur mérite sur une liste d'aptitude en se basant sur l'ancienneté dans le grade et la dernière note pédagogique obtenue.

Art. 5. – Les ministres de l'éducation et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2495 du 8 novembre 1999, portant création des gardes de professeur principal hors classe de l'enseignement et professeur hors classe de l'enseignement du ministère de l'éducation.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'éducation,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 85-12 du 5 mars 1985, portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et des survivants dans le secteur public, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-74 du 18 novembre 1997,

Vu la loi n° 91-65 du 29 juillet 1991 relative au système éducatif,

Vu le décret n° 73-112 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel du ministère de l'éducation nationale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-2169 du 27 septembre 1999,

Vu le décret n° 73-114 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire général du ministère de l'éducation nationale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-2167 du 27 septembre 1999,

Vu le décret n° 73-123 du 17 mars 1973, relatif aux emplois fonctionnels des établissements d'enseignement secondaire général, secondaire technique et professionnel, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 98-1357 du 30 juin 1998,

Vu le décret n° 80-1136 du 15 septembre 1980, portant création du grade de professeur principal de l'enseignement secondaire, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-2165 du 27 septembre 1999,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 98-1872 du 28 septembre 1998,

Vu le décret n° 90-1753 du 29 octobre 1990, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions administratives paritaires,

Vu le décret n° 96-519 du 25 mars 1996, portant refonte de la réglementation relative à l'équivalence des diplômes et des titres,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

TITRE I

Dispositions générales

Article premier. – Sont créés par le présent décret, les deux grades suivants :

- professeur principal hors classe de l'enseignement
- professeur hors classe de l'enseignement

Art. 2. – Les grades visés à l'article premier du présent décret sont répartis selon les catégories indiquées au tableau ci-après :

Grades	Catégories	Sous-catégories
Professeur principal hors classe de l'enseignement	A	A1
Professeur hors classe de l'enseignement	A	A2

Art. 3. – Les agents appartenant aux grades sus-indiqués sont répartis selon leur garde en catégories et sous-catégories visées à l'article 2 ci-dessus.

Chacun des deux grades comprend vingt (20) échelons.

La concordance entre les échelons et les niveaux de rémunération, prévus par la grille de salaires visée par le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997 susvisé, est fixée par décret.

Art. 4. – Est fixée à deux (2) ans, la cadence d'avancement pour les professeurs principaux hors classe de l'enseignement et les professeurs hors classe de l'enseignement.

Art. 5. – Le nombre de promotions aux différents grades est fixé, au titre de chaque année, par arrêté du ministre de l'éducation.

Art. 6. – Les enseignants nommés dans le grade de professeur principal hors classe de l'enseignement ou au grade de professeur hors classe de l'enseignement sont confirmés à compter de la date de leur nomination.

TITRE II

Des professeurs principaux hors classe de l'enseignement

Chapitre I

Les attributions

Art. 7. – Les professeurs principaux hors classe de l'enseignement assurent un enseignement dans les écoles préparatoires et les lycées secondaires

Ils doivent en outre et notamment :

- participer aux conseils de classe et d'orientation et au déroulement des examens,
- participer aux réunions à caractère pédagogique,
- participer aux cercles de formation pour améliorer le rendement pédagogique,
- participer aux opérations d'évaluation sous contrôle du corps de l'inspection pédagogique,
- participer à l'apprentissage de l'utilisation des moyens de communication modernes,
- participer aux travaux des groupes d'études et de recherches pédagogiques organisés au sein de leur établissement, ils peuvent être chargés d'apporter une assistance pédagogique et d'encadrer les enseignants, et ce, après consultation du corps de l'inspection pédagogique.

Chapitre II

La nomination

Art. 8. – Les professeurs principaux hors classe de l'enseignement sont nommés par arrêté du ministre de l'éducation par voie de promotion après avoir passé avec succès un concours interne sur dossier, et ce, parmi :

- les professeurs principaux de l'enseignement assurant un enseignement et justifiant de dix (10) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture de la liste des candidatures et ayant obtenu à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique égale au moins à treize (13) sur vingt (20).

- les professeurs principaux de l'enseignement assurant un enseignement et justifiant de huit (8) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture de la liste des candidatures et ayant obtenu à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique égale au moins à quatorze (14) sur vingt (20).

- les professeurs principaux de l'enseignement chargés d'un travail administratif ou d'un emploi fonctionnel et justifiant de dix (10) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture de la liste des candidatures et ayant au moins treize (13) sur vingt (20) de moyenne arithmétique de la dernière note pédagogique et note administrative.

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Le nombre de postes mis en concours est ouvert chaque année dans la limite de 10% du nombre total des professeurs principaux de l'enseignement secondaire remplissant les conditions susvisées.

La promotion au grade de professeur principal hors classe de l'enseignement s'effectue dans la limite de 10% du nombre des candidats au concours

L'effectif des professeurs principaux hors classe de l'enseignement ne peut excéder 40% des effectifs des professeurs principaux de l'enseignement.

Titre III

Des professeurs hors classe de l'enseignement

Chapitre I

Les attributions

Art. 9. – Les professeurs hors classe de l'enseignement assurent un enseignement dans les écoles préparatoires et les lycées secondaires, ils doivent en outre et notamment :

- participer aux conseils de classes et d'orientation et au déroulement des examens,
- participer aux réunions à caractère pédagogique,
- participer aux cercles de formation pour améliorer le rendement pédagogique,
- participer aux travaux d'évaluation sous contrôle du corps de l'inspection pédagogique,
- participer à l'apprentissage de l'utilisation des moyens de communication modernes,
- participer aux travaux des groupes d'études et de recherches pédagogiques organisés au sein de leur établissement, ils peuvent être aussi appelés à apporter une assistance pédagogique et un encadrement aux enseignants, et ce, après consultation du corps de l'inspection pédagogique.

Chapitre II

La nomination

Art. 10. – Les professeurs hors classe de l'enseignement sont nommés par arrêté du ministre de l'éducation par voie de promotion après avoir passé un concours interne sur dossiers, et ce, parmi :

- les professeurs de l'enseignement secondaire, les professeurs de l'enseignement secondaire technique et les professeurs de l'enseignement artistique titulaires dans leur grade, assurant un enseignement et ayant le diplôme de fin d'études du premier cycle de l'enseignement supérieur ou un diplôme équivalent et justifiant de neuf (09) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture de la liste des candidatures et ayant à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique égale au moins à douze (12) sur vingt (20).

- les professeurs de l'enseignement secondaire, les professeurs de l'enseignement secondaire technique et les professeurs de l'enseignement artistique titulaires dans leur grade chargés d'un travail administratif ou d'un emploi fonctionnel, ayant le diplôme de fin d'études du premier cycle de l'enseignement supérieur ou un diplôme équivalent et justifiant de neuf (9) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture des candidatures et ayant une moyenne arithmétique de la dernière note pédagogique et note administrative égale au moins à douze (12) sur vingt (20).

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Les postes mis en concours sont ouverts chaque année dans la limite de 20% des effectifs des professeurs de l'enseignement secondaire, des professeurs de l'enseignement secondaire technique et des professeurs de l'enseignement artistique qui remplissent les conditions susvisées. La promotion au grade de professeur hors classe de l'enseignement s'effectue dans la limite de 20% du nombre des candidats au concours.

Art. 11. – L'horaire hebdomadaire dû par les professeurs principaux hors classe de l'enseignement et les professeurs hors classe de l'enseignement est fixé à dix huit (18) heures.

Art. 12. – Le présent décret prend effet à partir du 15 septembre 2000.

Art. 13. – Le ministre de l'éducation est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2496 du 8 novembre 1999, portant modification du décret n° 80-1136 du 15 septembre 1980, portant création du grade de professeur principal de l'enseignement secondaire.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'éducation,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 91-65 du 29 juillet 1991, relative au système éducatif,

Vu le décret n° 73-112 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel du ministère de l'éducation nationale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-2169 du 27 septembre 1999,

Vu le décret n° 73-114 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire général du ministère de l'éducation nationale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-2167 du 27 septembre 1999,

Vu le décret n° 73-123 du 17 mars 1973, relatif aux emplois fonctionnels des établissements d'enseignement secondaire général, secondaire technique et professionnel, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 98-1357 du 30 juin 1998,

Vu le décret n° 80-1136 du 15 septembre 1980, portant création du grade de professeur principal de l'enseignement secondaire, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-2165 du 27 septembre 1999,

Vu le décret n° 88-188 du 11 février 1988, réglant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 98-1872 du 28 septembre 1998,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-2495 du 8 novembre 1999, portant création des grades de professeur principal hors classe de l'enseignement et professeur hors classe de l'enseignement du ministère de l'éducation,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Sont modifiées, les dispositions de l'article 5 du décret n° 80-1136 du 15 septembre 1980 comme suit :

Art. 5. (nouveau) – Les professeurs principaux de l'enseignement secondaire sont nommés par arrêté du ministre de l'éducation par voie de promotion après avoir suivi avec succès un concours interne sur dossier, et ce, parmi :

- les professeurs hors classe de l'enseignement titulaires dans leur grade, assurant un enseignement et ayant la maîtrise ou des titres ou diplômes admis en équivalence et justifiant de huit (8) années d'ancienneté depuis leur nomination dans le grade de professeur de l'enseignement secondaire ou de professeur de l'enseignement secondaire technique ou de professeur de l'enseignement artistique à la date de clôture de la liste des candidatures et ayant à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique égale au moins à douze (12) sur vingt (20).

- les professeurs de l'enseignement secondaire, les professeurs de l'enseignement secondaire technique et les professeurs de l'enseignement artistique titulaires dans leur grade, assurant un enseignement et ayant la maîtrise ou des titres ou des diplômes admis en équivalence et justifiant de huit (8) années d'ancienneté dans leur grade à la date de

clôture des candidatures et ayant à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique égale au moins à douze (12) sur vingt (20).

- les professeurs hors classe de l'enseignement titulaires dans leur grade, assurant un enseignement, ayant la maîtrise ou des titres ou des diplômes admis en équivalence, et justifiant de six (06) années d'ancienneté depuis leur nomination dans le grade de professeur de l'enseignement secondaire ou de professeur de l'enseignement secondaire technique ou de professeur de l'enseignement artistique à la date de clôture des candidatures et ayant à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique égale au moins à treize (13) sur vingt (20).

- les professeurs de l'enseignement secondaire et les professeurs de l'enseignement secondaire technique et les professeurs de l'enseignement artistique titulaires dans leur grade et assurant un enseignement et ayant la maîtrise ou des titres ou des diplômes admis en équivalence et justifiant de six (6) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture de la liste des candidatures et ayant à la dernière inspection pédagogique une note pédagogique égale au moins à treize (13) sur vingt (20).

- les professeurs hors classe de l'enseignement titulaires dans leur grade, chargés d'un travail administratif ou d'un emploi fonctionnel et ayant la maîtrise ou des titres ou des diplômes admis en équivalence, justifiant de huit (8) années d'ancienneté depuis leur nomination dans le grade de professeur de l'enseignement secondaire ou de professeur de l'enseignement secondaire technique ou de professeur de l'enseignement artistique à la date de clôture des candidatures et ayant une moyenne arithmétique de la dernière note pédagogique et note administrative égale au moins à douze (12) sur vingt (20).

- les professeurs de l'enseignement secondaire, les professeurs de l'enseignement secondaire technique et les professeurs de l'enseignement artistique titulaires dans leur grade et chargés d'un travail administratif ou d'un emploi fonctionnel ayant la maîtrise ou des titres ou des diplômes admis en équivalence et justifiant de huit (8) années d'ancienneté dans leur grade à la date de clôture des candidatures et ayant une moyenne arithmétique de la dernière note pédagogique et note administrative égale au moins à douze (12) sur vingt (20).

Les modalités d'organisation du concours interne susvisé sont fixées par arrêté du ministre de l'éducation.

Les postes mis en concours sont ouverts chaque année dans la limite de 20% de l'ensemble de l'effectif des professeurs hors classe de l'enseignement, des professeurs de l'enseignement secondaire, des professeurs de l'enseignement secondaire technique et des professeurs de l'enseignement artistique titulaires d'une maîtrise et justifiant des conditions susvisées.

La promotion au grade de professeur principal de l'enseignement secondaire s'effectue dans la limite de 20% des candidats au concours.

L'effectif des professeurs principaux de l'enseignement secondaire ne peut excéder 40% de l'effectif des professeurs de l'enseignement secondaire, des professeurs de l'enseignement secondaire technique et des professeurs de l'enseignement artistique.

Art. 2. – Les ministres de l'éducation et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 99-2484 du 5 novembre 1999, portant changement de la vocation d'une parcelle de terre agricole et modification des limites des zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Nabeul.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 90-45 du 23 avril 1990 et par la loi n° 96-104 du 25 novembre 1996,

Vu la loi n° 94-122 du 28 novembre 1994, portant promulgation du code de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme,

Vu le décret n° 84-386 du 7 avril 1984, portant composition et modalités de fonctionnement des commissions techniques consultatives régionales des terres agricoles, tel que modifié par le décret n° 93-2600 du 20 décembre 1993 et par le décret n° 98-2256 du 16 novembre 1998,

Vu le décret n° 86-104 du 16 janvier 1986, fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Nabeul,

Vu l'avis de la commission technique consultative régionale des terres agricoles du gouvernorat de Nabeul consigné dans les procès-verbaux de ses réunions du 18 mars 1999 et du 12 juin 1999,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Est changée, la vocation de la parcelle de terre classée dans les zones de sauvegarde, sise à Bordj Hfaiedh, délégation de Nabeul, d'une superficie de 2 ha 69 ares 45 ça, faisant partie des deux titres fonciers n° 522290 Nabeul et n° 522291 Nabeul, telle qu'elle est indiquée sur le plan annexé au présent décret, et ce, pour l'implantation d'une unité de traitement de sables.

Sont modifiées, en conséquence et conformément au plan susvisé, les limites des zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Nabeul, telles qu'elles sont fixées par le décret susvisé n° 86-104 du 16 janvier 1986.

Art. 2. – Les plans d'aménagement urbain doivent prendre en considération les dispositions prévues par le présent décret.

Art. 3. – Les ministres de l'intérieur et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 5 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2471 du 1er novembre 1999.

Monsieur Abdelkefi Belhassen est nommé professeur de l'enseignement supérieur agricole à l'école supérieure d'agriculture de Mograne à compter du 10 mars 1999.

Par décret n° 99-2472 du 1er novembre 1999.

Monsieur Brahim Chermiti est nommé professeur de l'enseignement supérieur agricole à l'école supérieure d'horticulture et d'élevage de Chott-Mariem à compter du 7 avril 1999.

Arrêté du ministre de l'agriculture du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours interne sur dossiers pour la promotion au grade d'ingénieur en chef appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 99-819 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps commun des ingénieurs des administrations publiques,

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture du 23 juin 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur dossiers pour la promotion au grade d'ingénieur en chef appartenant au corps commun des ingénieurs des administrations publiques,

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère de l'agriculture le 25 décembre 1999 et jours suivants un concours interne sur dossiers pour la promotion au grade d'ingénieur en chef.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à huit (08).

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 25 novembre 1999.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre de l'Agriculture

Sadok Rabeh

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 99-2477 du 1er novembre 1999.

Madame Ben Salah Nejia, professeur hospitalo-universitaire en pharmacie à l'hôpital Mongi Slim de La Marsa, est maintenue en activité pour une période d'une année à compter du 1er février 2000.

NOMINATIONS

Par arrêté du ministre de la santé publique du 3 novembre 1999.

Madame Sarra Kannoun épouse Jaraya est nommée membre représentant le ministère des affaires sociales au conseil d'administration de l'hôpital Habib Thameur de Tunis en remplacement de Monsieur Raouf Ben Ammar.

Par arrêté du ministre de la santé publique du 3 novembre 1999.

Monsieur Omar Othmane est nommé membre représentant le ministère des affaires sociales au comité national d'éthique médicale, en remplacement du docteur Raouf Ben Ammar.

Par arrêté du ministre de la santé publique du 3 novembre 1999.

Sont nommés membres au conseil d'administration de l'institut Mohamed Kassab d'orthopédie de Kassar Saïd :

- Docteur Mongi Douik : président du comité médical
- Docteur Catherine Dziri : médecin chef de service
- Docteur Taïeb Litaïem : médecin chef de service
- Docteur Hichem Bahri : médecin chef de service
- Docteur Omar Zouari : représentant des médecins – maître de conférences agrégés et des médecins des hôpitaux exerçant au sein de l'institut.
- Docteur Samir Daghfous : représentant des médecins – assistant hospitalo-universitaire exerçant au sein de l'institut.
- Monsieur Mohamed Salah Sellami : représentant du corps paramédical exerçant au sein de l'institut.

Par arrêté du ministre de la santé publique du 3 novembre 1999.

Sont nommés membres au conseil scientifique de l'agence nationale de contrôle sanitaire et environnemental des produits :

- Docteur Ahmed Ghatass : représentant du ministère de l'intérieur.
- Docteur Omar Othmane : représentant du ministère des affaires sociales.

- Monsieur Moheddine Kallel : représentant du ministère des finances.

- Monsieur Mohamed El Habib Chelbi Belkahia : représentant du ministère de l'enseignement supérieur.

- Docteur Khaled Zarrouk : représentant du ministère de la santé publique.

- Madame Amel Jerad Fantar : représentante du ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire

- Monsieur Abdelaziz Farhat : représentant du ministère du commerce

- Madame Souad Ben Jemâa : représentante du ministère de l'industrie

- Monsieur Malek Ezzrelli : représentant du ministère de l'agriculture

- Monsieur Moheddine Abdellaoui : représentant du secrétaire d'Etat de la recherche scientifique et de la technologie.

- Monsieur Omar Chibani : représentant de l'institut national de la normalisation et de la propriété industrielle.

Par arrêté du ministre de la santé publique du 5 novembre 1999.

Monsieur Ridha Gharbi est nommé membre représentant des usagers au conseil d'administration de l'institut national de neurologie de Tunis en remplacement de monsieur Moncef Dhaou.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Décret n° 99-2497 du 8 novembre 1999, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche durant la période 1999-2001 et octroi de la première tranche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités qui exercent légalement une autre activité privée lucrative bénéficiaires de cette indemnité.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 89-70 du 28 juillet 1989, relative à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, ensemble les textes qui l'ont modifiée et notamment la loi n° 97-21 du 22 mars 1997,

Vu le décret n° 85-980 du 11 août 1985, fixant la liste des éléments permanents de la rémunération des agents de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif soumis à retenue pour la retraite,

Vu le décret n° 85-1405 du 8 novembre 1985, portant institution d'une indemnité d'encadrement et de recherche au profit du corps de l'enseignement supérieur, ensemble les textes qui l'ont modifié et notamment le décret n° 94-63 du 10 janvier 1994,

Vu le décret n° 93-1825 du 6 septembre 1993, fixant le statut particulier au corps des enseignants chercheurs des universités, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété et notamment le décret n° 99-1803 du 23 août 1999,

Vu le décret n° 96-2008 du 23 octobre 1996, portant majoration de l'indemnité d'encadrement et de recherche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités qui exercent légalement une autre activité privée lucrative et fixation de l'augmentation globale des salaires durant la période 1996-1998 au profit des agents bénéficiaires de cette indemnité,

Vu le décret n° 97-932 du 19 mai 1997, portant majoration de l'indemnité d'encadrement et de recherche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités qui exercent légalement une autre activité privée lucrative à compter du 1er mai 1997,

Vu le décret n° 98-1438 du 13 juillet 1998, portant majoration de l'indemnité d'encadrement et de recherche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités qui exercent légalement une autre activité privée lucrative à compter du 1er mai 1998,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Le montant de l'augmentation globale, accordée durant la période 1999-2001 au profit du corps des enseignants chercheurs des universités qui exercent légalement une activité privée lucrative, bénéficiaires de l'indemnité d'encadrement et de recherche, est fixé comme suit :

En dinars

Grades	Montant global de la majoration durant la période 1999-2001
Professeur de l'enseignement supérieur et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	102,5
Maître de conférences et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	85
Maître assistant et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	72,5
Assistant et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	62,5

Art. 2. – La première tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche, prévue par l'article premier susvisé, est octroyée à compter du 1er mai 1999 conformément aux indications du tableau ci-après :

En dinars

Grades	Montant mensuel de la majoration à compter du 1er mai 1999
Professeur de l'enseignement supérieur et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	34
Maître de conférences et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	28
Maître assistant et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	24
Assistant et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	20

Art. 3. – Les ministres de l'enseignement supérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2498 du 8 novembre 1999, portant fixation de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche durant la période 1999-2001 et octroi de la première tranche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités bénéficiaires de cette indemnité.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'enseignement supérieur,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 89-70 du 28 juillet 1989, relative à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, ensemble les textes qui l'ont modifiée et notamment la loi n° 97-21 du 22 mars 1997,

Vu le décret n° 85-980 du 11 août 1985, fixant la liste des éléments permanents de la rémunération des agents de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif soumis à retenue pour la retraite,

Vu le décret n° 85-1405 du 8 novembre 1985, portant institution d'une indemnité d'encadrement et de recherche au profit du corps de l'enseignement supérieur, ensemble les textes qui l'ont modifié et notamment le décret n° 94-63 du 10 janvier 1994,

Vu le décret n° 93-1825 du 6 septembre 1993, fixant le statut particulier au corps des enseignants chercheurs des universités, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété et notamment le décret n° 99-1803 du 23 août 1999,

Vu le décret n° 96-2007 du 23 octobre 1996, portant majoration de l'indemnité d'encadrement et de recherche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités et fixation de l'augmentation globale des salaires durant la période 1996-1998 au profit des agents bénéficiaires de cette indemnité,

Vu le décret n° 97-933 du 19 mai 1997, portant majoration de l'indemnité d'encadrement et de recherche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités à compter du 1er mai 1997,

Vu le décret n° 98-1437 du 13 juillet 1998, portant majoration de l'indemnité d'encadrement et de recherche au profit du corps des enseignants chercheurs des universités à compter du 1er mai 1998,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Le montant de l'augmentation globale, accordée durant la période 1999-2001 au profit du corps des enseignants chercheurs des universités bénéficiaires de l'indemnité d'encadrement et de recherche, est fixé comme suit :

En dinars	
Grades	Montant global de la majoration durant la période 1999-2001
Professeur de l'enseignement supérieur et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	205
Maître de conférences et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	170
Maître assistant et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	145
Assistant et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	125

Art. 2. – La première tranche de l'augmentation globale des taux de l'indemnité d'encadrement et de recherche, prévue par l'article premier susvisé, est octroyée à compter du 1er mai 1999 conformément aux indications du tableau ci-après :

En dinars	
Grades	Montant mensuel de la majoration à compter du 1er mai 1999
Professeur de l'enseignement supérieur et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	68
Maître de conférences et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	56
Maître assistant et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	48
Assistant et grades équivalents dans l'enseignement ou la recherche	41

Art. 3. – Les ministres de l'enseignement supérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2473 du 1er novembre 1999.

Monsieur Ennaceur Ben Hadj Braïek, maître de conférences, est chargé des fonctions de directeur de l'institut supérieur des études technologiques à Radès.

Par décret n° 99-2474 du 1er novembre 1999.

Monsieur Abdelwaheb Dogui, professeur de l'enseignement supérieur, est chargé des fonctions de directeur de l'institut supérieur des études technologiques à Sousse.

Par décret n° 99-2499 du 3 novembre 1999.

Monsieur Mohamed Helali, professeur principal de l'enseignement secondaire, est chargé des fonctions de secrétaire principal d'université pour exercer les fonctions de sous-directeur de la gestion pédagogique à l'université des sciences des techniques et de médecine de Tunis.

Par décret n° 99-2500 du 3 novembre 1999.

Monsieur Mabrouk Chamkhi, professeur principal de l'enseignement secondaire, est chargé des fonctions de secrétaire d'institut à l'institut supérieur de formation des maîtres le Kef.

En application des dispositions de l'article 21 (nouveau) du décret n° 91-1871 du 7 décembre 1991, relatif à l'organisation administrative et financière des instituts supérieurs de formation des maîtres et au régime de la formation auxdits instituts tel qu'il a été modifié par le décret n° 95-1321 du 24 juillet 1995, l'intéressé bénéficie des avantages accordés à un chef de service d'administration centrale.

Par décret n° 99-2501 du 3 novembre 1999.

Monsieur Mokhtar Toukabri, analyste, est chargé des fonctions de chef de service de la scolarité et des examens au secrétariat général de l'institut national de sciences appliquées et de technologie.

MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES

Décret n° 99-2475 du 1er novembre 1999, portant expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle de terre, sise à Jaâfar, gouvernorat de l'Ariana, nécessaire à la construction d'un canal d'évacuation des eaux usées.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu la loi n° 76-85 du 11 août 1976, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu l'avis des ministres de l'intérieur et de l'environnement et de l'aménagement du territoire,

Décète :

Article premier. – Est expropriée pour cause d'utilité publique, au profit de l'Etat, en vue d'être incorporée au domaine public hydraulique, pour être mise à la disposition du ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire (l'office national de l'assainissement), une parcelle de terre, sise à Jaâfar, gouvernorat de l'Ariana et nécessaire à la construction d'un canal d'évacuation des eaux usées, entourée d'un liséré rouge sur le plan annexé au présent décret, et indiquée au tableau si-après :

N° de la parcelle sur le plan	N° du titre foncier	Superficie totale de l'immeuble	Superficie expropriée	Noms des propriétaires
1	85907	12h 18a 00ça	0h 05a 20ça	1 – Aïcha Bent El Ouni Belghith El Ariani 2 – El Ferjeni 3 – Habiba 4 – Fattouma, enfants de El Hédi Ben Gouider Ben Salah Belghith 5 – Ahmed Ben Mohamed Ben El Hadj Ali Ben Abbes 6 – Najet Bent Belgacem Ben Romdhane 7 – Zohra Bent Ettahar El Mennaï 8 – Mohamed Ben Salem Ben Ali Ben Jrad 9 – Mohamed Ben Emhamed Ben Ali Jrad 10 – Hsen 11 – Ettijeni, enfants de Mohamed El Bellouni 12 – Mohamed Raouf Ben Ali Bou Derbela 13 – Jamila Bent Ali Ben Omar Bel Hadj Hsen 14 – Hsen Ben El Jilani Ben Boubaker El Amri 15 – Habib Ben El Hattab Ben Mohamed El Merieh 16 – Hsen Ben Mohamed Ben Salah Ben Romdhane 17 – Habiba Bent Habib Mfarraj 18 – Mohamed Ali 19 – Ammar, les deux derniers enfants de Salah Ben Mohamed El Awadi 20 – Abdelaziz Ben Mohamed Ben Saâd 21 – Mehrez Ben Ahmed Ben Amar Sebta 22 – Bochra Bent Hamza Ben Ali 23 – Ettahar Ben Mohamed Ben Ali Ejilasi 24 – Nouredine Ben Ali Ben Ahmed Ettijeni Bouzraâ 25 – Mohamed Ridha Ben El Hadj Sghayer Ben Lellouna 26 – Ali Ben Massaoud Ben Allala Essalami 27 – Mohsen Ben Youssef Ben Salah Nasri 28 – Zina Bent Saâd Slimen 29 – Mohamed Ben Romdhane Ettrabelsi 30 – Ahmed Ben Ali Ben Mahmoud El Belloumi 31 – Mohamed Mohsen Ben Mahmoud Ben Mohamed Ennajar 32 – Essâida Bent Ettahar Chouk 33 – Radhwan Ben Mohamed El Khazen Echerif 34 – Mounira Bent Mokhtar Ben Ali El Andolsi 35 – Mohsen Ben Youssef Ben Salah Ennasri 36 – Fatma Bent Abdallah Ben Ahmed El Fahl 37 – Radhia Bent Eddaghbeji El Ouni 38 – Slimen Ben Boubaker Ben Mohamed Ellifa 39 – Nedja Bent Hamza Ennafti 40 – Hmida Ben Hsouna Ben Ayed Krifi 41 – Mohamed Ben Ali Ben Mohamed Belloumi 42 – Besma Bent El Hédi

N° de la parcelle sur le plan	N° du titre foncier	Superficie totale de l'immeuble	Superficie expropriée	Noms des propriétaires
				Ben Massaoud Yahyaoui 43 – Abderrahim Ben Ali Ben El Hadj Ettaieb Mhamdi 44 – Tawfik Ben Aziz Ben Othmen Debboussi 45 – Mohamed Kamel Ben Mohamed Ben Sassi 46 – El Hechmi Ben Mohamed Ben Salah Ben Salem 47 – Abdallah Ben Mabrouk Ben Hsen El Joudi 48 – Boujemâa El Jemaï Ben Mohamed Mechi 49 – Kamel Ben Sâad Ben Mohamed Mechi 50 – El Mouldi Ben Salah Ben Awadi Hammadi 51 – El Hédi Ben Emhamed Ben Mohamed Ben Othmen 52 – Melika Bent Hammouda Ben Oun Essliti 53 – Moussa Ben Ali Ben El Kileni Ben Salem 54 – Mohamed Ben El Khdhiri Ben Sâad El Hamdi 55 – Amel Bent Mohamed El Hédi Ben Echedly El Harchani 56 – Essahbi Ben Hasnaoui Ben Mohamed Gharbi 57 – Mohamed Ben Othmen El Boughanmi 58 – Mabrouka Bent Salem El Hidri 59 – El Arbi 60 – Mahmoud, enfants de Ettaieb Ben Hemdène 61 – El Mouldi Ben Mohamed Talhi Errezgi El Hafsi 62 – Mohamed Ennacer Ben Ali Ben Mohamed Ebrahim 63 – Mohamed El Béchir Ben Mohamed Ben Othmen Essai 64 – Meriem Bent Belgacem Bellil 65 – Rkaya Bent El Hattab Ben Mohamed El Merieh 66 – Hsine 67 – Hsen 68 – Zouhaier 69 – Mohamed 70 – Souad 71 – Youssef, enfants de Gouider Ben El Hédi Ben Gouider Belghith 72 – Mouldi Ben Mohamed Ben Rabeh Chaâbani 73 – Hsine Ben Hsen Ben Dhrif Abidi 74 – Imed Ben Aâroussi Ben Mohamed Tabibi 75 – Akila Bent Taher Ben Mohamed Roudh 76 – Abdallah Ben Ibrahim Ben Sghaier Echeieb 77 – Noura Bent Abdelkader Ben Mohamed Ben Fatteh 78 – Zina Bent Mohamed Elloumi 79 – Aïda Bent Mouldi Ben Arbi Rezgui 80 – Sadok Ben Hédi Ben Abdallah Arbi 82 – Abdelkarim Ben Hédi Ben Abdallah Hajaji 83 – Ibrahim Ben Hédi Ben Abdallah Hjayji 84 – Abdallah Ben Romdhane Ben Ali Ben Khalfallah 85 – Boujemâa Ben Hédi Ben Abdallah Hjayji 86 – Arbi Ben Massoud Ben Salem Yaâkoubi

Art. 2. – Sont également expropriés, tous les droits mobiliers et immobiliers qui grèvent ou pourraient grever ladite parcelle.

Art. 3. – Cette expropriation est déclarée urgente.

Art. 4. – Les ministres de l'intérieur, des domaines de l'Etat et des affaires foncières et de l'environnement et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 1er novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2502 du 8 novembre 1999, fixant le statut particulier aux personnels du corps de la conservation de la propriété foncière.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 91-61 du 22 juillet 1991, relative à la conservation de la propriété foncière,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 85-839 du 17 juin 1985, fixant le régime de l'exercice à mi-temps dans les administrations publiques, les collectivités locales et les établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 85-1216 du 5 octobre 1985, fixant les conditions d'intégration du personnel ouvrier dans les cadres des fonctionnaires,

Vu le décret n° 90-1753 du 29 octobre 1990, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions administratives paritaires,

Vu le décret n° 93-872 du 19 avril 1993, fixant le statut particulier aux agents de la conservation de la propriété foncière, tel qu'il a été modifié par le décret n° 95-903 du 15 mai 1995 et le décret n° 97-1649 du 25 août 1997,

Vu le décret n° 93-1220 du 7 juin 1993, portant organisation de la formation continue des fonctionnaires et des ouvriers de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, tel qu'il a été modifié par le décret n° 95-299 du 20 février 1995,

Vu le décret n° 94-1397 du 20 juin 1994, fixant la classification nationale des emplois ainsi que les conditions d'homologation des certificats et diplômes de formation professionnelle initiale et continue,

Vu le décret n° 94-1706 du 15 août 1994, fixant les conditions générales de l'attribution de la note professionnelle et de la note de prime de rendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 94-2322 du 14 novembre 1994, fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la promotion au choix des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 96-519 du 25 mars 1996, portant refonte la réglementation relative à l'équivalence des diplômes et des titres,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-12 du 4 janvier 1999, portant définition des catégories auxquelles appartiennent les différents grades des fonctionnaires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Titre I

Dispositions générales

Article premier. – Le corps des agents de la conservation de la propriété foncière comprend les grades suivants :

- inspecteur général de la propriété foncière
- inspecteur en chef de la propriété foncière
- inspecteur central de la propriété foncière,
- inspecteur de la propriété foncière
- attaché d'inspection de la propriété foncière
- contrôleur de la propriété foncière
- agent de constatation de la propriété foncière
- préposé de la propriété foncière.

Art. 2. – Les agents appartenant à l'un des grades susvisés peuvent exercer sous le régime du mi-temps conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 3. – Les grades visés à l'article premier du présent décret sont répartis selon les catégories indiquées au tableau ci-après :

Grades	Catégories	Sous – catégories
inspecteur général de la propriété foncière	A	A1
inspecteur en chef de la propriété foncière	A	A1
inspecteur central de la propriété foncière	A	A1
inspecteur de la propriété foncière	A	A2
attaché d'inspection de la propriété foncière	A	A3
contrôleur de la propriété foncière	B	
agent de constatation de la propriété foncière	C	
préposé de la propriété foncière	D	

Art. 4. – Les agents appartenant au corps de la conservation de la propriété foncière sont répartis selon leurs grades en catégories et sous-catégories visées à l'article 3 ci-dessus.

Chaque grade du corps des agents de la conservation de la propriété foncière comprend vingt cinq (25) échelons.

Toutefois, pour les deux grades ci-après, le nombre des échelons est fixé ainsi qu'il suit :

- inspecteur général de la propriété foncière : seize (16) échelons,

- inspecteur en chef de la propriété foncière : vingt (20) échelons.

La concordance des échelons avec les niveaux de rémunération, prévu par la grille des salaires, est fixée par décret.

Art. 5. – La durée requise pour accéder aux échelons 2, 3 et 4 est d'un (1) an, elle est de deux (2) ans pour accéder aux autres échelons.

Toutefois, pour les grades d'inspecteur général et d'inspecteur en chef de la propriété foncière, la cadence d'avancement est fixée à deux (2) ans.

Art. 6. – Le nombre des promotions dans les différents grades est fixé au titre de chaque année par arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir.

Art. 7. – Les agents du corps de la conservation de la propriété foncière sont soumis à un stage destiné à :

- les préparer à exercer leur emploi et à les initier aux techniques professionnelles y afférentes,

- parfaire leur formation et leurs aptitudes professionnelles.

Durant la période de stage, l'agent est encadré conformément à un programme dont l'élaboration et le suivi d'exécution sont assurés par un fonctionnaire désigné par le chef de l'administration à cet effet, à condition qu'il soit titulaire d'un grade égal ou supérieur au grade de l'agent stagiaire.

Le fonctionnaire encadreur doit assurer le suivi de l'exécution de tout le programme d'encadrement même au cas où certaines de ses étapes sont effectuées dans un ou plusieurs services non soumis à son autorité.

Au cas où le fonctionnaire encadreur ne peut continuer d'assumer les tâches qui lui sont confiées, avant la fin de la période de stage, le chef de l'administration doit désigner un remplaçant, conformément aux conditions sus-mentionnées,

à condition, toutefois, que le nouvel encadreur continue le même programme élaboré par son prédécesseur sans aucune modification jusqu'à la fin du stage.

En outre, l'encadreur doit présenter des rapports périodiques une fois au moins tous les six mois sur l'évaluation des aptitudes professionnelles de l'agent stagiaire et un rapport final à la fin de la période de stage.

L'agent concerné doit présenter un rapport de fin de stage comportant ses observations et son avis sur toutes les étapes du stage.

La commission administrative paritaire émet son avis sur la titularisation de l'agent stagiaire au vu du rapport final de stage annoté par le supérieur hiérarchique et accompagné du rapport de fin de stage élaboré par l'agent concerné. Le chef de l'administration se prononce sur la titularisation.

Le stage dure :

a) une année :

- pour les fonctionnaires issus d'un école de formation agréée par l'administration,

- pour les fonctionnaires nommés à un grade déterminé et ayant accompli au préalable au moins deux (2) années de services civils effectifs en qualité d'agent temporaire ou d'agent contractuel dans la même catégorie ou dans le même emploi.

b) deux années :

- pour les fonctionnaires nommés par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers,

- pour les fonctionnaires promus à un grade immédiatement supérieur, soit suite à un cycle de formation, soit suite à un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers.

- pour les fonctionnaires promus au choix.

A l'issue de la période de stage susvisée, les fonctionnaires stagiaires sont soit titularisés, soit il est mis fin à leur recrutement lorsqu'ils n'appartiennent pas à l'administration, soit reversés dans leur grade d'origine et considérés comme ne l'ayant jamais quitté.

Dans le cas où il n'est pas statué sur son cas dans un délai de quatre (4) ans à compter de son recrutement ou de sa promotion, le fonctionnaire est réputé titularisé d'office.

Titre II

Des inspecteurs généraux de la propriété foncière

Chapitre premier

Les attributions

Art. 8. – Les inspecteurs généraux de la propriété foncière sont chargés, sous l'autorité du conservateur de la propriété foncière, des fonctions de conception, d'encadrement et de coordination.

Ils peuvent, en outre, être chargés de missions d'études et de recherches ou d'inspection générale aussi que de toutes autres fonctions relevant des attributions de la conservation de la propriété foncière.

Chapitre II

La nomination

Art. 9. – Les inspecteurs généraux de la propriété foncière sont nommés par voie de promotion parmi les inspecteurs en chef de la propriété foncière titulaires dans leur grade par décret et sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir selon les modalités ci-après :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux inspecteurs en chef de la propriété foncière, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours interne susvisé.

c) au choix, parmi les inspecteurs en chef de la propriété foncière justifiant de huit (8) ans d'ancienneté au moins dans ce grade et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

Titre III

Des inspecteurs en chef de la propriété foncière

Chapitre premier

Les attributions

Art. 10. – Les inspecteurs en chef de la propriété foncière sont chargés, sous l'autorité du conservateur de la propriété foncière ou de leurs chefs hiérarchiques, des fonctions de conception, d'encadrement et de coordination.

Ils peuvent, en outre, être chargés, de missions d'études et de recherches, de contrôle ou d'inspection aussi que toutes autres fonctions relevant des attributions de la conservation de la propriété foncière.

Chapitre II

La nomination

Art. 11. – Les inspecteurs en chef de la propriété foncière sont nommés par voie de promotion parmi les inspecteurs centraux de la propriété foncière titulaires dans leur grade par décret et sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir selon les modalités ci-après :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux inspecteurs centraux de la propriété foncière, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours interne susvisé.

c) au choix, parmi les inspecteurs centraux de la propriété foncière justifiant de huit (8) ans d'ancienneté au moins dans ce grade et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

Titre IV

Des inspecteurs centraux de la propriété foncière

Chapitre premier

Les attributions

Art. 12. – Les inspecteurs centraux de la propriété foncière sont chargés, sous l'autorité de leurs chefs hiérarchiques, d'assurer les tâches d'administration, d'encadrement, de conception, de coordination ainsi que des missions d'études et de recherches ainsi que des travaux de contrôle et d'inspection.

Ils peuvent, en outre, être chargés de toutes autres fonctions relevant des attributions de la conservation de la propriété foncière.

Chapitre II

La nomination

Art. 13. – Les inspecteurs centraux de la propriété foncière sont nommés par arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir selon les modalités fixées aux sections suivantes :

Section I

Le recrutement

Art. 14. – Les inspecteurs centraux de la propriété foncière sont recrutés parmi les candidats externes :

a) par voie de nomination directe, parmi les élèves issus d'une école de formation instituée ou agréée par l'administration à cet effet et dont la scolarité a été jugée satisfaisante conformément au statut de ladite école,

b) par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme d'études approfondies en droit ou en sciences économiques ou d'un diplôme équivalent à caractère juridique ou économique ou d'un diplôme de formation homologué au niveau demandé pour la participation à ce concours et âgés de trente cinq (35) ans au plus calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, susvisé, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours externe susvisé.

Section II

La promotion

Art. 15. – La promotion au grade d'inspecteur central de la propriété foncière est attribuée aux candidats internes :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration au profit des inspecteurs de la propriété foncière titulaires dans leur grade,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux inspecteurs de la propriété foncière titulaires dans leur grade, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours interne susvisé.

c) au choix, dans la limite de dix pour cent (10%), parmi les inspecteurs de la propriété foncière titulaires justifiant de dix (10) ans d'ancienneté au moins dans ce grade, âgés de quarante ans au moins et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

Titre V

Des inspecteurs de la propriété foncière

Chapitre premier

Les attributions

Art. 16. – Les inspecteurs de la propriété foncière sont chargés, sous l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques, de toutes missions relevant des attributions de la conservation de la propriété foncière et notamment de coordonner, de contrôler et de vérifier les travaux assurés par les agents relevant de leur autorité.

Chapitre II

La nomination

Art. 17. – Les inspecteurs de la propriété foncière sont nommés par arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir selon les modalités fixées aux sections suivantes :

Section I

Le recrutement

Art. 18. – Les inspecteurs de la propriété foncière sont recrutés parmi les candidats externes :

a) par voie de nomination directe, parmi les élèves issus d'une école de formation instituée ou agréée par l'administration à cet effet et dont la scolarité a été jugée satisfaisante conformément au statut de ladite école.

b) par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme de maîtrise en droit ou en sciences économiques ou d'un diplôme équivalent à caractère juridique ou économique ou d'un diplôme de formation homologué au niveau demandé pour la participation à ce concours et âgés de trente cinq (35) ans au plus calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, susvisé, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours externe susvisé.

Section II

La promotion

Art. 19. – La promotion au grade d'inspecteur de la propriété foncière est attribuée aux candidats internes :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration au profit des attachés d'inspection de la propriété foncière titulaires dans leur grade,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux attachés d'inspection de la propriété foncière titulaires dans leur grade, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours interne susvisé.

c) au choix, dans la limite de dix pour cent (10%), parmi les attachés d'inspection de la propriété foncière titulaires justifiant de dix (10) ans d'ancienneté au moins dans ce grade, âgés de quarante ans au moins et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

Titre VI

Des attachés d'inspection de la propriété foncière

Chapitre premier

Les attributions

Art. 20. – Les attachés d'inspection de la propriété foncière sont chargés, sous l'autorité de leur supérieur hiérarchique d'assister les inspecteurs de la propriété foncière et d'assurer l'exécution de l'ensemble des tâches qui incombent aux services dont ils relèvent.

Chapitre II

La nomination

Art. 21. – Les attachés d'inspection de la propriété foncière sont nommés par arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir selon les modalités fixées aux sections suivantes :

Section I

Le recrutement

Art. 22. – Les attachés d'inspection de la propriété foncière sont recrutés parmi les candidats externes :

a) par voie de nomination directe, parmi les élèves issus d'une école de formation instituée ou agréée par l'administration à cet effet et dont la scolarité a été jugée satisfaisante conformément au statut de ladite école.

b) par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux candidats âgés de trente cinq (35) ans au plus calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, tel que complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992 et titulaires :

1) du diplôme d'études universitaires du premier cycle ou d'un diplôme équivalent,

2) ou d'un diplôme de formation homologué au niveau prévu au paragraphe premier susvisé.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours externe susvisé.

Section II

La promotion

Art. 23. – La promotion au grade d'attaché d'inspection de la propriété foncière est attribuée aux candidats internes :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration au profit des contrôleurs de la propriété foncière titulaires dans leur grade,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux contrôleurs de la propriété foncière titulaires dans leur grade, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours interne susvisé.

c) au choix, dans la limite de dix pour cent (10%), parmi les contrôleurs de la propriété foncière titulaires dans leur grade justifiant de dix (10) ans d'ancienneté au moins dans ce grade, âgés de quarante (40) ans au moins et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

Titre VII

Des contrôleurs de la propriété foncière

Chapitre premier

Les attributions

Art. 24. – Les contrôleurs de la propriété foncière sont chargés, sous l'autorité de leur supérieur hiérarchique d'assister les attachés d'inspection de la propriété foncière et de participer à l'exécution des tâches qui incombent au service dont ils relèvent.

Ils peuvent, en outre, être chargés de tous travaux de bureautique.

Chapitre II

La nomination

Art. 25. – Les contrôleurs de la propriété foncière sont nommés par arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir selon les modalités fixées aux sections suivantes :

Section I

Le recrutement

Art. 26. – Les contrôleurs de la propriété foncière sont recrutés parmi les candidats externes :

a) par voie de nomination directe, parmi les élèves issus d'une école de formation instituée ou agréée par l'administration à cet effet et dont la scolarité a été jugée satisfaisante conformément au statut de ladite école.

b) par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux candidats âgés de trente cinq (35) ans au plus calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, tel que complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992 et titulaires :

1) du diplôme du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent,

2) ou d'un diplôme de formation homologué au niveau prévu au paragraphe premier susvisé.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours externe susvisé.

Section II

La promotion

Art. 27. – La promotion au grade de contrôleur de la propriété foncière est attribuée aux candidats internes :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration au profit des agents de constatation de la propriété foncière titulaires dans leur grade,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux agents de constatation de la propriété foncière titulaires dans leur grade, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours interne susvisé.

c) au choix, dans la limite de dix pour cent (10%), parmi les agents de constatation de la propriété foncière titulaires dans leur grade justifiant de dix (10) ans au moins d'ancienneté dans ce grade, âgés de quarante (40) ans au moins et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

Titre VIII

Des agents de constatation de la propriété foncière

Chapitre premier

Les attributions

Art. 28. – Les agents de constatation de la propriété foncière sont chargés, sous l'autorité de leurs supérieurs hiérarchiques, d'assister les attachés d'inspection et les contrôleurs de la propriété foncière dans les tâches qui leurs sont confiées. Ils assurent, notamment les travaux de bureautique.

Chapitre II

La nomination

Art. 29. – Les agents de constatation de la propriété foncière sont nommés par arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir selon les modalités fixées aux sections suivantes :

Section I

Le recrutement

Art. 30. – Les agents de constatation de la propriété foncière sont recrutés parmi les candidats externes :

a) par voie de nomination directe, parmi les élèves issus d'une école de formation instituée ou agréée par l'administration à cet effet et dont la scolarité a été jugée satisfaisante conformément au statut de ladite école.

b) par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers, ouvert aux candidats âgés de trente cinq (35) ans au plus calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août susvisé :

1) – qui ont poursuivi avec succès le cycle de l'enseignement primaire et ont poursuivi la sixième année de l'enseignement secondaire,

- ou qui sont titulaires du diplôme de fin d'études de l'enseignement de base et ayant poursuivi la troisième année de l'enseignement secondaire,

2) ou qui sont titulaires d'un diplôme de formation homologué au niveau prévu au paragraphe premier susvisé.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours externe susvisé.

Section II

La promotion

Art. 31. – La promotion au grade d'agent de constatation de la propriété foncière est attribuée aux candidats internes :

a) après avoir suivi avec succès un cycle de formation organisé par l'administration au profit des préposés de la propriété foncière titulaires dans leur grade,

b) après avoir passé avec succès un concours interne sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux préposés de la propriété foncière titulaires dans leur grade, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture de la liste des candidatures.

Un arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières fixe les modalités d'organisation du concours interne susvisé.

c) au choix, dans la limite de dix pour cent (10%), parmi les préposés de la propriété foncière titulaires dans leur grade justifiant de dix (10) ans d'ancienneté au moins dans ce grade, âgés de quarante (40) ans au moins et inscrits par ordre de mérite sur une liste d'aptitude.

Titre IX

Des préposés de la propriété foncière

Chapitre premier

Les attributions

Art. 32. – Les préposés de la propriété foncière sont chargés des travaux suivants :

- veiller à assurer le meilleur accueil aux usagers de l'administration,

- orienter les usagers et les accompagner, le cas échéant, aux bureaux des fonctionnaires et des agents concernés au sein de l'administration,

- assurer les tâches de liaison et de transfert des documents et des dossiers administratifs entre les différents bureaux et services à la demande des fonctionnaires et agents exerçant dans l'administration,

Ils peuvent, en outre, être chargés de toute autre tâche entrant dans les attributions des services dont ils relèvent.

Le préposé de la propriété foncière doit être présentable et doit être astreint au port de l'uniforme choisi par l'administration lors de l'exercice de ses fonctions.

Chapitre II

La nomination et le recrutement

Art. 33. – Les préposés de la propriété foncière sont nommés par arrêté du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières dans la limite des emplois à pourvoir et sont recrutés par voie de concours externe sur épreuves, sur titres ou sur dossiers ouvert aux candidats âgés de trente cinq (35) ans au plus calculés conformément aux dispositions du décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, tel que modifié par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992 :

- 1) – qui ont poursuivi avec succès le cycle de l'enseignement primaire et trois (3) années au moins de l'enseignement secondaire,

- ou qui sont titulaires du diplôme de fin d'études de l'enseignement de base au moins,

- 2) ou sont titulaires d'un diplôme de formation homologué au niveau prévu au paragraphe premier susvisé.

Titre X

Dispositions finales

Art. 34. – Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment les dispositions du décret n° 93-872 du 19 avril 1993, portant statut particulier des agents de la conservation de la propriété foncière, tel qu'il a été modifié par le décret n° 95-903 du 15 mai 1995 et le décret n° 97-1649 du 25 août 1997.

Art. 35. – Les ministres des domaines de l'Etat et des affaires foncières et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 99-2503 du 8 novembre 1999, fixant la concordance entre l'échelonnement des grades des personnels du corps de la conservation de la propriété foncière et les niveaux de rémunération.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu la loi n° 91-61 du 22 juillet 1991, relative à la conservation de la propriété foncière,

Vu le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 97-2127 du 10 novembre 1997, relatif aux indemnités compensatrices instituées par le décret n° 97-1832 du 16 septembre 1997, fixant le traitement de base des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 99-2502 du 8 novembre 1999, fixant le statut particulier aux personnels du corps de la conservation de la propriété foncière et notamment son article 4,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. - La concordance entre les échelons des grades des personnels du corps de la conservation de la propriété foncière et les niveaux de rémunération tels que prévus par le décret susvisé n° 97-1832 du 16 septembre 1997, est fixée conformément au tableau suivant :

Catégorie	Sous-catégorie	Grade	Echelon	Niveau de rémunération correspondant
A	A1	Inspecteur général de la propriété foncière	1	10
			2	11
			3	12
			4	13
			5	14
			6	15
			7	16
			8	17
			9	18
			10	19
			11	20
			12	21
			13	22
			14	23
			15	24
			16	25
A	A1	Inspecteur en chef de la propriété foncière	1	6
			2	7
			3	8
			4	9
			5	10
			6	11
			7	12
			8	13
			9	14
			10	15
			11	16
			12	17
			13	18
			14	19
			15	20
			16	21
			17	22
			18	23
			19	24
			20	25
A	A1	Inspecteur central de la propriété foncière	de 1	de 1
	A2	Inspecteur de la propriété foncière		
	A3	Attaché d'inspection de la propriété foncière		
B	-	Contrôleur de la propriété foncière	à	à
C	-	Agent de constatation de la propriété foncière	25	25
D	-	Préposé de la propriété foncière		

Art. 2. – Les agents reclassés dans la grille des salaires seront rangés à l'échelon correspondant à leur niveau de rémunération conformément au tableau de concordance prévu à l'article 1er du présent décret.

Art. 3. - Sous réserve des dispositions de l'article 2 du décret n° 97-2127 du 10 novembre 1997 susvisé, l'indemnité compensatrice, instituée par le décret susvisé n° 97-1832 du 16 septembre 1997 au profit des agents reclassés dans la grille des salaires, cesse définitivement d'être servie lorsque l'agent concerné atteint l'échelon fixé au tableau suivant :

Grades	Echelon prévu pour la cessation de bénéfice de l'indemnité compensatrice	Niveau de rémunération prévu pour la cessation de bénéfice de l'indemnité compensatrice
Inspecteur général de la propriété foncière	3	12
Inspecteur en chef de la propriété foncière	5	10
Inspecteur central de la propriété foncière	10	10
Inspecteur de la propriété central	11	11
Attaché d'inspection de la propriété foncière	12	12
Contrôleur de la propriété foncière	13	13
Agent de constatation de la propriété foncière	12	12
Préposé de la propriété foncière	10	10

Art. 4. - Sous réserve des dispositions de l'article 6 du décret n° 97-2127 du 10 novembre 1997 susvisé, l'indemnité compensant les contributions au régime de retraite, prévue par le décret susvisé n° 97-2127 du 10 novembre 1997, cesse définitivement d'être servie lorsque l'agent concerné atteint l'échelon fixé au tableau suivant :

Grades	Echelon prévu pour la cessation de bénéfice de l'indemnité compensant les contributions au régime de retraite	Niveau de rémunération prévu pour la cessation de bénéfice de l'indemnité compensant les contributions au régime de retraite
Agent de constatation de la propriété foncière	5	5
Préposé de la propriété foncière	9	9

Art. 5. – Toutes les dispositions antérieures et contraires à ce décret sont abrogées et notamment le décret n° 93-873 du 19 avril 1993, fixant le classement hiérarchique et l'échelonnement indiciaire applicables aux personnels de la conservation de la propriété foncière.

Art. 6. – Les ministres des domaines de l'Etat et des affaires foncières et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 8 novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2476 du 1er novembre 1999.

Monsieur Zouhaïer Ben Amor, contrôleur en chef des domaines de l'Etat et des affaires foncières, est chargé des fonctions de directeur général des services communs, au ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières.

Par décret n° 99-2504 du 3 novembre 1999.

Monsieur Moncef Chebil, analyste principal, est chargé des fonctions de sous-directeur du recensement des meubles et des équipements à la direction générale du des biens publics au ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières.

MINISTERE DU COMMERCE

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs des affaires économiques.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 87-103 du 24 janvier 1987, fixant le statut particulier au corps des agents des affaires économiques, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-1434 du 21 juin 1999,

Arrête :

Article premier. - Le concours externe sur épreuves pour le recrutement dans le grade d'inspecteur des affaires économiques est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. - Le concours externe pour le recrutement d'inspecteurs des affaires économiques est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de la maîtrise ou d'un diplôme équivalent, ou d'un diplôme de formation homologué au niveau précité et n'ayant pas dépassé l'âge de 35 ans.

L'âge maximum est apprécié à compter du premier jour d'inscription dans un bureau de l'emploi pour les concours ouverts durant les cinq années qui suivent cette inscription.

A défaut d'inscription du candidat dans un bureau d'emploi, l'âge maximum est apprécié le 1er janvier de l'année d'ouverture du concours.

Art. 3. - Le concours externe susvisé est ouvert par arrêté du ministre du commerce. Cet arrêté fixe :

- le nombre d'emplois mis en concours et leur répartition éventuelle selon les différents postes d'affectation,
- la date de clôture de la liste d'inscription,
- la date et le lieu du déroulement de l'épreuve d'admissibilité,
- le lieu et l'adresse où les dossiers de candidatures doivent être déposés ou adressés par lettre recommandée.

Art. 4. - Les candidats au concours susvisé doivent déposer ou adresser par lettre recommandée un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

- 1) Une demande de candidature,
- 2) Une photocopie de la carte d'identité nationale,
- 3) Une photocopie du diplôme, accompagnée en ce qui concerne les diplômes étrangers d'une attestation d'équivalence.

Il n'est pas nécessaire que la signature soit légalisée et que les photocopies de ces pièces soient certifiées conformes aux originaux.

Le candidat qui a dépassé l'âge légal doit joindre aux pièces sus-énumérées une attestation justifiant l'accomplissement par l'intéressé des services civils effectifs ou l'inscription au bureau de l'emploi.

Art. 5. - Toute candidature parvenue après la clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste ou la date d'enregistrement au bureau d'ordre central faisant foi.

Art. 6. - La liste des candidats admis définitivement à concourir est arrêtée par le ministre du commerce.

Art. 7. - Les candidats déclarés admissibles doivent compléter leurs dossiers des pièces suivantes :

- 1) un extrait du casier judiciaire délivré depuis un (01) an au maximum,
- 2) un extrait de l'acte de naissance délivré depuis un (01) an au maximum,
- 3) un certificat médical délivré depuis trois (03) mois au maximum, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique et mentale nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sur tout le territoire de la République.
- 4) Une photocopie certifiée conforme à l'original du diplôme.

Tout candidat qui ne produit pas les pièces précitées ne doit pas être autorisé à subir les épreuves d'admission.

Art. 8. - Le concours externe susvisé comporte les épreuves suivantes :

- une (01) épreuve d'admissibilité.
- trois (03) épreuves pour l'admission.

Ces épreuves se déroulent ainsi qu'il suit :

I - Epreuve d'admissibilité :

* Une épreuve portant sur l'administration tunisienne :

- durée : 3 heures.
- coefficient : 1.

Cette épreuve a lieu obligatoirement en langue arabe en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération les pages dépassant le nombre maximum précité.

Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration du lieu et de la date du déroulement des épreuves d'admission.

II - Epreuves d'admission :

1 - Une épreuve portant sur l'organisation politique en Tunisie.

- durée : 2 heures.
- coefficient : 1.

2 - Une épreuve portant sur les sciences économiques.

- durée : 2 heures.
- coefficient : 1.

3 - Une épreuve portant sur la législation financière et commerciale.

- durée : 2 heures.
- coefficient : 1.

Ces épreuves ont lieu en langue arabe ou en langue française selon le choix du candidat.

Chacune des épreuves écrites est rédigée en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération les pages dépassant le nombre maximum précité.

Le programme des épreuves est fixé en annexe ci-jointe.

Art. 9. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 10. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun, toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves qu'il a subies et l'interdiction de participer pendant cinq (5) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre du commerce.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 11. - Les épreuves du concours sont appréciées par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Art. 12. - Les épreuves sont soumises à une double correction.

Il est attribué à chacune des épreuves une note variant de 0 à 20.

La note définitive est égale à la moyenne arithmétique de ces deux (2) notes.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées par les deux correcteurs est supérieur à quatre (4) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs pour une nouvelle correction, la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Art. 13. - Toute note inférieure à six sur vingt (6/20) est éliminatoire.

Art. 14. - Nul ne peut être déclaré admis à participer aux épreuves d'admission s'il n'a obtenu dix (10) points au moins à l'épreuve d'admissibilité.

Art. 15. - Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de quarante (40) points au moins à l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 16. - Le jury du concours procède au classement des candidats par ordre de mérite et propose deux listes des candidats pouvant être admis définitivement :

A/ La liste principale.

B/ La liste complémentaire : cette liste est établie dans la limite de 50% au maximum du nombre des candidats inscrits sur la liste principale, elle permet, le cas échéant, à l'administration de remplacer les candidats inscrits sur la liste principale et qui n'ont pas rejoint leur poste d'affectation.

Art. 17. - La liste principale et la liste complémentaire des candidats admis au concours externe pour le recrutement d'inspecteurs des affaires économiques sont arrêtées définitivement par le ministre du commerce.

Art. 18. - L'administration proclame la liste principale et invite les candidats admis à rejoindre leur poste d'affectation.

Au terme d'un délai maximum d'un mois après la date de proclamation de la liste principale, l'administration doit mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception les candidats défaillants en les invitant à rejoindre leur poste dans un délai maximum de 15 jours, faute de quoi ils sont radiés de la liste principale des candidats admis au concours et remplacés par ceux inscrits par ordre de mérite sur la liste complémentaire.

Le recours à la liste complémentaire prend fin dans un délai maximum de six (06) mois après la proclamation de la liste principale.

Art. 19. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

ANNEXE

Programme du concours externe sur épreuves pour le recrutement des inspecteurs des affaires économiques

I - L'épreuve d'admissibilité :

* Epreuve portant sur l'administration tunisienne

- organisation de l'administration centrale
- les gouvernorats
- les conseils de gouvernorat
- les collectivités locales
- les établissements publics et leurs attributions
- les entreprises publiques et leurs attributions
- la situation réglementaire des agents publics
- les contrats administratifs et les marchés publics
- le contrôle de l'administration
- les conseils consultatifs dans l'administration
- l'expropriation pour cause d'utilité publique
- la juridiction administrative.

II - Les épreuves d'admission :

A) Organisation politique de la Tunisie

- le pouvoir législatif
- le pouvoir exécutif
- le pouvoir judiciaire
- les structures constitutionnelles
- les partis
- les associations
- les libertés publiques
- les différents régimes politiques
- les organisations mondiales
- les régimes électoraux
- le régime électoral en Tunisie.

B) Sciences économiques

- les plans de développement économique
- les ressources de la Tunisie
- la situation démographique
- le produit national
- les principaux régimes économiques
- l'organisation économique en Tunisie
- les relations économiques internationales.

C) Législation financière et commerciale

- la loi organique du budget
- le code de la comptabilité publique
- exécution et contrôle des dépenses publiques - le droit commercial
- la loi de la concurrence et des prix
- la loi de la protection du consommateur
- la loi de vente avec facilité de paiement.

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs des affaires économiques.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 87-103 du 24 janvier 1987, fixant le statut particulier au corps des agents des affaires économiques, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-1434 du 21 juin 1999,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs des affaires économiques,

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère du commerce le 26 décembre 1999 et jours suivants, un concours externe sur épreuves pour le recrutement des inspecteurs des affaires économiques

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à treize (13) postes.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 26 novembre 1999.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'attachés d'inspection des affaires économiques.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 87-103 du 24 janvier 1987, fixant le statut particulier au corps des agents des affaires économiques, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-1434 du 21 juin 1999,

Arrête :

Article premier. - Le concours externe sur épreuves pour le recrutement dans le grade d'attachés d'inspection des affaires économiques est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. - Le concours externe pour le recrutement d'attachés d'inspections des affaires économiques est ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'études universitaires du premier cycle ou d'un diplôme équivalent, ou d'un diplôme de formation homologué au niveau précité et n'ayant pas dépassé l'âge de 35 ans.

L'âge maximum est apprécié à compter du premier jour d'inscription dans un bureau de l'emploi pour les concours ouverts durant les cinq années qui suivent cette inscription.

A défaut d'inscription du candidat dans un bureau d'emploi, l'âge maximum est apprécié le 1er janvier de l'année d'ouverture du concours.

Art. 3. - Le concours externe susvisé est ouvert par arrêté du ministre du commerce. Cet arrêté fixe :

- le nombre d'emplois mis en concours et leur répartition éventuelle selon les différents postes d'affectation,
- la date de clôture de la liste d'inscription,
- la date et le lieu du déroulement de l'épreuve d'admissibilité,
- le lieu et l'adresse où les dossiers de candidatures doivent être déposés au adressés par lettre recommandée.

Art. 4. - Les candidats au concours susvisé doivent déposer ou adresser par lettre recommandée un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

- 1) Une demande de candidature,
- 2) Une photocopie de la carte d'identité nationale,
- 3) Une photocopie du diplôme, accompagnée en ce qui concerne les diplômes étrangers d'une attestation d'équivalence.

Il n'est pas nécessaire que la signature soit légalisée et que les photocopies de ces pièces soient certifiées conformes aux originaux.

Le candidat qui a dépassé l'âge légal doit joindre aux pièces sus-énumérées une attestation justifiant l'accomplissement par l'intéressé de services civils effectifs ou l'inscription au bureau de l'emploi.

Art. 5. - Toute candidature parvenue après la clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste ou la date d'enregistrement au bureau d'ordre central faisant foi.

Art. 6. - La liste des candidats admis définitivement à concourir est arrêtée par le ministre du commerce.

Art. 7. - Les candidats déclarés admissibles doivent compléter leurs dossiers des pièces suivantes :

- 1) un extrait du casier judiciaire délivré depuis un (01) an au maximum,
- 2) un extrait de l'acte de naissance délivré depuis un (01) an au maximum,
- 3) un certificat médical délivré depuis trois (03) mois au maximum, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique et mentale nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sur tout le territoire de la République.
- 4) Une photocopie certifiée conforme à l'original du diplôme.

Tout candidat qui ne produit pas les pièces précitées ne doit pas être autorisé à subir les épreuves d'admission.

Art. 8. - Le concours externe susvisé comporte les épreuves suivantes :

- une (01) épreuve d'admissibilité.
- trois (03) épreuves pour l'admission.

Ces épreuves se déroulent ainsi qu'il suit :

I - Epreuve d'admissibilité :

* Une épreuve portant sur l'administration tunisienne :

- durée : 3 heures.
- coefficient : 1.

Cette épreuve a lieu obligatoirement en langue arabe en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération, les pages dépassant le nombre maximum précité.

Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration du lieu et de la date du déroulement des épreuves d'admission.

II - Epreuves d'admission :

1 - Une épreuve portant sur l'organisation politique en Tunisie.

- durée : 2 heures.
- coefficient : 1.

2 - Une épreuve portant sur les sciences économiques.

- durée : 2 heures.
- coefficient : 1.

3 - Une épreuve portant sur la législation financière et commerciale.

- durée : 2 heures.
- coefficient : 1.

Ces épreuves ont lieu en langue arabe ou en langue française selon le choix du candidat.

Chacune des épreuves écrites est rédigée en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération les pages dépassant le nombre maximum précité.

Le programme des épreuves est fixé en annexe ci-jointe.

Art. 9. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 10. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun, toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves qu'il a subies et l'interdiction de participer pendant cinq (5) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre du commerce.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examinateur qui l'a constatée.

Art. 11. - Les épreuves du concours sont appréciées par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Art. 12. - Les épreuves sont soumises à une double correction.

Il est attribué à chacune des épreuves une note variant de 0 à 20.

La note définitive est égale à la moyenne arithmétique de ces deux (2) notes.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées par les deux correcteurs est supérieur à quatre (4) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs pour une nouvelle correction, la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Art. 13. - Toute note inférieure à six sur vingt (6/20) est éliminatoire.

Art. 14. - Nul ne peut être déclaré admis à participer aux épreuves d'admission s'il n'a obtenu dix (10) points au moins à l'épreuve d'admissibilité.

Art. 15. - Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de quarante (40) points au moins à l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 16. - Le jury du concours procède au classement des candidats par ordre de mérite et propose deux listes des candidats pouvant être admis définitivement :

A/ La liste principale.

B/ La liste complémentaire : cette liste est établie dans la limite de 50% au maximum du nombre des candidats inscrits sur la liste principale, elle permet, le cas échéant, à l'administration de remplacer les candidats inscrits sur la liste principale et qui n'ont pas rejoint leur poste d'affectation.

Art. 17. - La liste principale et la liste complémentaire des candidats admis au concours externe pour le recrutement d'attachés d'inspection des affaires économiques sont arrêtées définitivement par le ministre du commerce.

Art. 18. - L'administration proclame la liste principale et invite les candidats admis à rejoindre leur poste d'affectation.

Au terme d'un délai maximum d'un mois après la date de proclamation de la liste principale, l'administration doit mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception les candidats défaillants en les invitant à rejoindre leur poste dans un délai maximum de 15 jours, faute de quoi ils sont radiés de la liste principale des candidats admis au concours et remplacés par ceux inscrits par ordre de mérite sur la liste complémentaire.

Le recours à la liste complémentaire prend fin dans un délai maximum de six (06) mois après la proclamation de la liste principale.

Art. 19. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

ANNEXE

Programme du concours externe sur épreuves pour le recrutement des attachés d'inspection des affaires économiques

I - L'épreuve d'admissibilité :

* Epreuve portant sur l'administration tunisienne

- organisation de l'administration centrale
- les gouvernorats
- les conseils de gouvernorat
- les collectivités locales
- les établissements publics et leurs attributions
- les entreprises publiques et leurs attributions
- la situation réglementaire des agents publics
- les contrats administratifs et les marchés publics
- le contrôle de l'administration
- les conseils consultatifs dans l'administration
- l'expropriation pour cause d'utilité publique
- la juridiction administrative.

II - Les épreuves d'admission :

A) Organisation politique en Tunisie

- le pouvoir législatif
- le pouvoir exécutif
- le pouvoir judiciaire
- les structures constitutionnelles
- les partis
- les associations
- les libertés publiques
- les différents régimes politiques
- les organisations mondiales
- les régimes électoraux
- le régime électoral en Tunisie.

B) Sciences économiques

- les plans de développement économique
- les ressources de la Tunisie
- la situation démographique
- le produit national
- les principaux régimes économiques
- l'organisation économique en Tunisie
- les relations économiques internationales.

C) Législation financière et commerciale

- la loi organique du budget
- le code de la comptabilité publique
- exécution et contrôle des dépenses publiques le droit commercial
- la loi de la concurrence et des prix
- la loi de la protection du consommateur
- la loi de vente avec facilité de paiement.

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'attachés d'inspection des affaires économiques.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 87-103 du 24 janvier 1987, fixant le statut particulier au corps des agents des affaires économiques, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-1434 du 21 juin 1999,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'attachés d'inspection des affaires économiques,

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère du commerce le 26 décembre 1999 et jours suivants, un concours externe sur épreuves pour le recrutement des attachés d'inspection des affaires économiques.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à treize (13) postes.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 26 novembre 1999.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 87-103 du 24 janvier 1987, fixant le statut particulier au corps des agents des affaires économiques ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-1434 du 21 juin 1999,

Arrête :

Article premier. - Le concours externe sur épreuves pour le recrutement dans le grade de contrôleur des affaires économiques est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. - Le concours externe pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de baccalauréat ou d'un diplôme équivalent, ou d'un diplôme de formation homologué au niveau précité et n'ayant pas dépassé l'âge de 35 ans.

L'âge maximum est apprécié à compter du premier jour d'inscription dans un bureau de l'emploi pour les concours ouverts durant les cinq années qui suivent cette inscription.

A défaut d'inscription du candidat dans un bureau d'emploi, l'âge maximum est apprécié le 1er janvier de l'année d'ouverture du concours.

Art. 3. - Le concours externe susvisé est ouvert par arrêté du ministre du commerce.

Cet arrêté fixe :

- le nombre d'emplois mis en concours et leur répartition éventuelle selon les différents postes d'affectation,
- la date de clôture de la liste d'inscription,
- la date et le lieu du déroulement de l'épreuve d'admissibilité,
- le lieu et l'adresse où les dossiers de candidatures doivent être déposés ou adressés par lettre recommandée.

Art. 4. - Les candidats au concours susvisé doivent déposer ou adresser par lettre recommandée un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

- 1) Une demande de candidature,
- 2) Une photocopie de la carte d'identité nationale,
- 3) Une photocopie du diplôme, accompagnée en ce qui concerne les diplômes étrangers d'une attestation d'équivalence.

Il n'est pas nécessaire que la signature soit légalisée et que les photocopies de ces pièces soient certifiées conformes aux originaux.

Le candidat qui a dépassé l'âge légal doit joindre aux pièces sus-énumérées une attestation justifiant l'accomplissement par l'intéressé des services civils effectifs ou l'inscription dans un bureau de l'emploi.

Art. 5. - Toute candidature parvenue après la clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste ou la date d'enregistrement au bureau d'ordre central faisant foi.

Art. 6. - La liste des candidats admis définitivement à concourir est arrêtée par le ministre du commerce.

Art. 7. - Les candidats déclarés admissibles doivent compléter leurs dossiers des pièces suivantes :

- 1) un extrait du casier judiciaire délivré depuis un (01) an au maximum,
- 2) un extrait de l'acte de naissance délivré depuis un (01) an au maximum,
- 3) un certificat médical délivré depuis trois (03) mois au maximum, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique et mentale nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sur tout le territoire de la République.
- 4) Une photocopie certifiée conforme à l'original du diplôme.

Tout candidat qui ne produit pas les pièces précitées ne doit pas être autorisé à subir les épreuves d'admission.

Art. 8. - Le concours externe susvisé comporte les épreuves suivantes :

- une (01) épreuve d'admissibilité.
- deux (02) épreuves pour l'admission.

Ces épreuves se déroulent ainsi qu'il suit :

I - Epreuve d'admissibilité :

* Une épreuve portant sur l'administration tunisienne :

- durée : 3 heures.
- coefficient : 1.

Cette épreuve a lieu obligatoirement en langue arabe en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération, les pages dépassant le nombre maximum précité.

Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration du lieu et de la date du déroulement des épreuves d'admission.

II - Epreuves d'admission :

1 - Une épreuve portant sur l'organisation politique en Tunisie.

- durée : 2 heures.
- coefficient : 1.

2 - Une épreuve de culture générale.

- durée : 2 heures.
- coefficient : 1.

Ces épreuves ont lieu en langue arabe ou en langue française selon le choix du candidat.

Chacune des épreuves écrites est rédigée en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération les pages dépassant le nombre maximum précité.

Le programme des épreuves est fixé en annexe ci-jointe.

Art. 9. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 10. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun, toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves qu'il a subies et l'interdiction de participer pendant cinq (5) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction est prononcée par arrêté du ministre du commerce.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 11. - Les épreuves du concours sont appréciées par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Art. 12. - Les épreuves sont soumises à une double correction.

Il est attribué à chacune des épreuves une note variant de 0 à 20.

La note définitive est égale à la moyenne arithmétique de ces deux (2) notes.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées par les deux correcteurs est supérieur à quatre (4) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs pour une nouvelle correction, la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Art. 13. - Toute note inférieure à six sur vingt (6/20) est éliminatoire.

Art. 14. - Nul ne peut être déclaré admis à participer aux épreuves d'admission s'il n'a obtenu dix (10) points au moins à l'épreuve d'admissibilité.

Art. 15. - Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de trente (30) points au moins à l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 16. - Le jury du concours procède au classement des candidats par ordre de mérite et propose deux listes des candidats pouvant être admis définitivement :

A/ La liste principale.

B/ La liste complémentaire : cette liste est établie dans la limite de 50% au maximum du nombre des candidats inscrits sur la liste principale, elle permet, le cas échéant, à l'administration de remplacer les candidats inscrits sur la liste principale et qui n'ont pas rejoint leur poste d'affectation.

Art. 17. - La liste principale et la liste complémentaire des candidats admis au concours externe pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques sont arrêtées définitivement par le ministre du commerce.

Art. 18. - L'administration proclame la liste principale et invite les candidats admis à rejoindre leur poste d'affectation.

Au terme du délai maximum d'un mois après la date de proclamation de la liste principale, l'administration doit mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception les candidats défaillants en les invitant à rejoindre leur poste dans un délai maximum de 15 jours, faute de quoi ils sont radiés de la liste principale des candidats admis au concours et remplacés par ceux inscrits par ordre de mérite sur la liste complémentaire.

Le recours à la liste complémentaire prend fin dans un délai maximum de six (06) mois après la proclamation de la liste principale.

Art. 19. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

ANNEXE

Programme du concours externe sur épreuves pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques

I - L'épreuve d'admissibilité :

* Epreuve portant sur l'administration tunisienne

- organisation et attributions du ministère du commerce
- attributions du gouvernorat
- attributions de la commune
- la statut particulier au corps des agents des affaires économiques.

II - Les épreuves d'admission :

A) Organisation politique en Tunisie

- la constitution
- le pouvoir législatif
- le pouvoir exécutif
- le pouvoir judiciaire

B) Culture générale.

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 87-103 du 24 janvier 1987, fixant le statut particulier au corps des agents des affaires économiques, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-1434 du 21 juin 1999,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques,

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère du commerce le 26 décembre 1999 et jours suivants, un concours externe sur épreuves pour le recrutement de contrôleurs des affaires économiques.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à treize (13) postes.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 26 novembre 1999.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'agents de constatation des affaires économiques.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe, tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 87-103 du 24 janvier 1987, fixant le statut particulier au corps des agents des affaires économiques, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-1434 du 21 juin 1999,

Arrête :

Article premier. - Le concours externe sur épreuves pour le recrutement dans le grade d'agent de constatation des affaires économiques est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. - Le concours externe pour le recrutement des agents de constatation des affaires économiques est ouvert aux candidats qui ont poursuivi avec succès le cycle de l'enseignement primaire et ont poursuivi la sixième année de l'enseignement secondaire, ou qui sont titulaires du diplôme de fin d'études de l'enseignement de base et ayant poursuivi la troisième année de l'enseignement secondaire, ou qui sont titulaires d'un diplôme de formation homologué au niveau précité et n'ayant pas dépassé l'âge de 35 ans.

L'âge maximum est apprécié à compter du premier jour d'inscription dans un bureau de l'emploi pour les concours ouverts durant les cinq années qui suivent cette inscription.

A défaut d'inscription du candidat dans un bureau d'emploi, l'âge maximum est apprécié le 1er janvier de l'année d'ouverture du concours.

Art. 3. - Le concours externe susvisé est ouvert par arrêté du ministre du commerce.

Cet arrêté fixe :

- le nombre d'emplois mis en concours et leur répartition éventuelle selon les différents postes d'affectation,
- la date de clôture de la liste d'inscription,
- la date et le lieu du déroulement de l'épreuve d'admissibilité,
- le lieu et l'adresse où les dossiers de candidatures doivent être déposés ou adressés par lettre recommandée.

Art. 4. - Les candidats au concours susvisé doivent déposer ou adresser par lettre recommandée un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

- 1) Une demande de candidature,
- 2) Une photocopie de la carte d'identité nationale,
- 3) Une photocopie du diplôme, accompagnée en ce qui concerne les diplômes étrangers d'une attestation d'équivalence.

Il n'est pas nécessaire que la signature soit légalisée et que les photocopies de ces pièces soient certifiées conformes aux originaux.

Le candidat qui a dépassé l'âge légal doit joindre aux pièces sus-énumérées une attestation justifiant l'accomplissement par l'intéressé des services civils effectifs ou l'inscription dans un bureau de l'emploi.

Art. 5. - Toute candidature parvenue après la clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste ou la date d'enregistrement au bureau d'ordre central faisant foi.

Art. 6. - La liste des candidats admis définitivement à concourir est arrêtée par le ministre du commerce.

Art. 7. - Les candidats déclarés admissibles doivent compléter leurs dossiers des pièces suivantes :

- 1) un extrait du casier judiciaire délivré depuis un (01) an au maximum,
- 2) un extrait de l'acte de naissance délivré depuis un (01) an au maximum,
- 3) un certificat médical délivré depuis trois (03) mois au maximum, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique et mentale nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sur tout le territoire de la République.
- 4) Une photocopie certifiée conforme à l'original du diplôme.

Tout candidat qui ne produit pas les pièces précitées ne doit pas être autorisé à subir les épreuves d'admission.

Art. 8. - Le concours externe susvisé comporte les épreuves suivantes :

- une (01) épreuve d'admissibilité.
 - deux (02) épreuves pour l'admission.
- Ces épreuves se déroulent ainsi qu'il suit :

I - Epreuve d'admissibilité :

- * Une épreuve portant sur l'administration tunisienne :
- durée : 3 heures.
- coefficient : 1.

Cette épreuve a lieu obligatoirement en langue arabe en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération, les pages dépassant le nombre maximum précité.

Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration du lieu et de la date du déroulement des épreuves d'admission.

II - Epreuves d'admission :

- 1 - Une épreuve portant sur l'organisation politique en Tunisie.
 - durée : 2 heures.
 - coefficient : 1.
- 2 - Une épreuve de culture générale.
 - durée : 2 heures.
 - coefficient : 1.

Ces épreuves ont lieu en langue arabe ou en langue française selon le choix du candidat.

Chacune des épreuves écrites est rédigée en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération, les pages dépassant le nombre maximum précité.

Le programme des épreuves est fixé en annexe ci-jointe.

Art. 9. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 10. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun, toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves qu'il a subies et l'interdiction de participer pendant cinq (5) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre du commerce.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 11. - Les épreuves du concours sont appréciées par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Art. 12. - Les épreuves sont soumises à une double correction.

Il est attribué à chacune des épreuves une note variant de 0 à 20.

La note définitive est égale à la moyenne arithmétique de ces deux (2) notes.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées par les deux correcteurs est supérieur à quatre (4) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs pour une nouvelle correction, la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Art. 13. - Toute note inférieure à six sur vingt (6/20) est éliminatoire.

Art. 14. - Nul ne peut être déclaré admis à participer aux épreuves d'admission s'il n'a obtenu dix (10) points au moins à l'épreuve d'admissibilité.

Art. 15. - Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de trente (30) points au moins à l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 16. - Le jury du concours procède au classement des candidats par ordre de mérite et propose deux listes des candidats pouvant être admis définitivement :

A/ La liste principale.

B/ La liste complémentaire : cette liste est établie dans la limite de 50% au maximum du nombre des candidats inscrits sur la liste principale, elle permet, le cas échéant, à l'administration de remplacer les candidats inscrits sur la liste principale et qui n'ont pas rejoint leur poste d'affectation.

Art. 17. - La liste principale et la liste complémentaire des candidats admis au concours externe pour le recrutement d'agents de constatation des affaires économiques sont arrêtées définitivement par le ministre du commerce.

Art. 18. - L'administration proclame la liste principale et invite les candidats admis à rejoindre leur poste d'affectation.

Au terme d'un délai maximum d'un mois après la date de proclamation de la liste principale, l'administration doit mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception les candidats défaillants en les invitant à rejoindre leur poste dans un délai maximum de 15 jours, faute de quoi ils sont radiés de la liste principale des candidats admis au concours et remplacés par ceux inscrits par ordre de mérite sur la liste complémentaire.

Le recours à la liste complémentaire prend fin dans un délai maximum de six (06) mois après la proclamation de la liste principale.

Art. 19. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

ANNEXE

Programme du concours externe sur épreuves pour le recrutement des agents de constatation des affaires économiques

I - L'épreuve d'admissibilité :

* Epreuve portant sur l'administration tunisienne

- organisation et attributions du ministère du commerce

- attributions du gouvernorat

- attributions de la commune

- le statut particulier au corps des agents des affaires économiques.

II - Les épreuves d'admission :

A) Organisation politique en Tunisie

- la constitution

- le pouvoir législatif

- le pouvoir exécutif

- le pouvoir judiciaire

B) Culture générale.

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'agents de constatation des affaires économiques.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 87-103 du 24 janvier 1987, fixant le statut particulier au corps des agents des affaires économiques ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 99-1434 du 21 juin 1999,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement d'agents de constatation des affaires économiques,

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère du commerce, le 26 décembre 1999 et jours suivants, un concours externe sur épreuves pour le recrutement d'agents de constatation des affaires économiques.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à treize (13) postes.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 26 novembre 1999.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de chef de laboratoire.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 73-492 du 20 octobre 1973, fixant le statut particulier des personnels des cadres communs de laboratoire, tel que modifié par le décret n° 96-2377 du 13 décembre 1996,

Arrête :

Article premier. - Le concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de chef de laboratoire est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. - Le concours interne susvisé est ouvert par arrêté du ministre du commerce.

Cet arrêté fixe :

- le nombre d'emplois mis en concours.
- la date de clôture de la liste d'inscription.
- la date du déroulement du concours.

Art. 3. - Le concours susvisé est supervisé par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Le jury est chargé principalement de :

- proposer la liste des candidats autorisés à concourir.
- superviser le déroulement des épreuves et leur correction.
- classer les candidats par ordre de mérite.
- proposer les candidats susceptibles d'être admis.

Art. 4. - Le concours susvisé est ouvert aux chefs de travaux de laboratoire titulaires, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture des candidatures.

Art. 5. - Les candidats au concours susvisé doivent adresser leurs demandes de candidature par la voie hiérarchique au ministère du commerce accompagnées des pièces suivantes :

1) Une attestation certifiant que le dossier administratif du candidat contient toutes les pièces justifiant que l'intéressé remplit les conditions légales requises pour l'accès à la fonction publique.

2) Un relevé détaillé, avec pièces justificatives des services civils ou, le cas échéant, des services militaires accomplis par l'intéressé, ce relevé doit être certifié par le chef de l'administration ou son représentant.

3) Une ampliation dûment certifiée conforme à l'acte portant nomination du candidat dans son grade actuel.

4) Une ampliation dûment certifiée conforme à l'acte fixant la dernière situation administrative de l'intéressé.

Ces demandes doivent être obligatoirement enregistrées au bureau d'ordre de l'administration d'origine.

Art. 6. - Est rejetée, toute candidature enregistrée au bureau d'ordre après la clôture du registre d'inscription.

Art. 7. - La liste des candidats admis à concourir est arrêtée par le ministre du commerce sur proposition du jury du concours.

Art. 8. - Le concours interne sur épreuves comporte deux épreuves écrites pour l'admissibilité et une épreuve orale pour l'admission.

A - Epreuves écrites :

- une épreuve technique.

- une épreuve concernant l'organisation administrative de la République tunisienne.

B - L'épreuve orale :

Une question portant sur un sujet tiré du programme de l'épreuve technique annexé au présent arrêté suivie d'une discussion avec les membres du jury. Le choix du sujet doit se faire par tirage au sort.

Au cas où le candidat voudrait changer de sujet, la note qui lui sera attribuée doit être divisée par deux.

Le programme des épreuves écrites et orale est fixé en annexe ci-jointe.

La durée et les coefficients appliqués à chacune des épreuves sont définis ainsi qu'il suit :

Nature de l'épreuve	Durée	Coefficient
A) épreuves écrites		
1 - épreuve technique	3 heures	(3)
2 - épreuve concernant l'organisation administrative de la République Tunisienne	2 heures	(1)
B) épreuve orale		(03)
- préparation	15 minutes	
- exposé	15 minutes	
- discussion	15 minutes	

Art. 9. - Les épreuves sont indifféremment rédigées en langue arabe ou en langue française au choix du candidat.

Néanmoins, les candidats ayant opté pour la rédaction des épreuves en langue française sont tenus de rédiger au moins une des épreuves prévues à l'article 8 du présent

arrêté en langue arabe. Le jury du concours constatera dans le procès-verbal de ses délibérations l'annulation de l'ensemble des épreuves de tout candidat qui n'aura pas respecté les dispositions du présent article.

Chacune des épreuves écrites est rédigée en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération, les pages dépassant le nombre maximum précité.

Art. 10. - Les épreuves écrites sont soumises à une double correction.

Ils est attribué à chacune des épreuves une note variant de zéro (0) à (20), la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées par les deux correcteurs est supérieur à quatre (04) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs pour une nouvelle correction, la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernière notes.

Art. 11. - Toute note inférieure à six sur vingt (6/20) est éliminatoire

Art. 12. - Nul ne peut être déclaré admis à participer à l'épreuve orale s'il n'a obtenu quarante (40) points au moins aux épreuves écrites.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de soixante dix (70) points au minimum pour l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus ancien dans le grade et si cette ancienneté est la même, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 13. - Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration du lieu et de la date du déroulement de l'épreuve orale.

Art. 14. - Le président du jury peut constituer des sous-commissions pour faire passer aux candidats admissibles l'épreuve orale.

Art. 15. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves écrites et orale, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 16. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun, toute fraude ou tentative de fraude dument constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves subies par l'intéressé et l'interdiction de participer pendant cinq (05) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre du commerce.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 17. - La liste des candidats admis définitivement au concours susvisé est arrêtée par le ministre du commerce.

Art. 18. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

ANNEXE

Programme du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de chef de laboratoire

I - L'épreuve de l'organisation administrative :

A- L'organisation administrative de la Tunisie

- * la centralisation, la décentralisation, la déconcentration

- * l'administration locale et les collectivités locales

- * les établissements publics et les groupements professionnels.

B- Budget de l'Etat

- * définition

- * préparation et vote du budget

- * contrôle administratif, politique et judiciaire du budget

C - Les marchés de l'Etat

- * les textes réglementaires

- * préparation d'un marché

- * exécution d'un marché et sa régularisation définitive.

D - Le statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif.

E - Le statut particulier des personnels des cadres communs de laboratoire.

F - Organisation et attributions du ministère du commerce.

2 - Epreuves technique

I - Chimie fondamentale

- la notion de l'atome et d la molécule (mise en évidence et définition)

- la réaction chimique (équilibre d'une équation chimique)

- l'hydrogène

- l'oxygène

- les gaze rares

- les métaux et oxydes des métaux

- les sels minéraux

- les acides minéraux (sulfurique, nitrique...)

- les réaction d'oxydo - réduction

- hydrocarbures et hydrocarbures aromatiques

- fonctions chimiques de l'alcool, de l'aldéhyde, du cétone et de l'acide carboxylique

II - Chimie analytique

1- analyse des eaux :

- détermination de l'alcalinité

- détermination de l'indice phénol

- dosage du cobalt, nickel, cuivre, zinc, cadmium et plomb

- dosage de l'azote ammoniacal

- dosages des nitrates

2- Analyse des agents de surface et produits d'entretien

- agents de surface : détermination de l'alcalinité libre ou l'acidité libre (méthode titrimétrique)

- analyse de la poudre à laver :

- * détermination de la masse volumique apparente

* dosage de l'oxygène actif (méthode titrimétrique)

- analyse des savons

* dosages des chlorures (méthode titrimétrique et potentiométrique)

3 - Analyse des laits et produits laitiers

- détermination de l'acidité titrable

- détermination de la densité du lait

- détermination de la matière sèche

- détermination des cendres

- détermination de la teneur en matière grasse du lait

- détermination du sodium, du potassium et du calcium dans le lait

- dosage de l'acide lactique

4 - Analyse des conserves et semi-conserves

- détermination de l'acidité titrable

- détermination de la teneur en résidu sec insoluble dans l'eau

- détermination des impuretés minérales

- détermination des cendres insolubles dans l'acide chlorhydrique

- dosage de l'éthanol

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de chef de laboratoire.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 73-492 du 20 octobre 1973, fixant le statut particulier des personnels des cadres communs de laboratoire, tel que modifié par le décret n° 96-2377 du 13 décembre 1996,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour la promotion au grade de chef de laboratoire.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère du commerce, le 27 décembre 1999 et jours suivants, un concours externe sur épreuves pour la promotion au grade de chef de laboratoire.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à six (06) postes.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 27 novembre 1999.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe, tel qu'il a été modifiée par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps technique commun des administrations publiques.

Arrête :

Article premier. - Le concours externe sur épreuves pour le recrutement pour le recrutement de techniciens est ouvert par arrêté du ministre du commerce aux candidats âgés de trente cinq (35) ans au plus et titulaires :

1) du diplôme de technicien supérieur délivré par les instituts supérieurs des études technologiques ou par l'institut national des sciences appliquées et de technologie ou d'un diplôme admis en équivalence,

2) ou d'un diplôme de formation homologué au niveau prévu au paragraphe premier susvisé,

3) ou d'un diplôme scientifique à caractère technique du premier cycle de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme admis en équivalence.

L'âge maximum est apprécié à compter du 1er jour d'inscription dans un bureau de l'emploi pour les concours ouverts durant les cinq années qui suivent cette inscription

A défaut d'inscription du candidat dans un bureau de l'emploi, l'âge maximum est apprécié le 1er janvier de l'année d'ouverture du concours.

Art. 2. - L'arrêté portant ouverture du concours fixe :

- le nombre des postes mis en concours et les spécialités exigées le cas échéant

- la date de clôture de la liste d'inscription au concours,

- la date et le lieu du déroulement des épreuves

- 1 lieu et l'adresse où les dossiers de candidatures doivent être déposés ou adressés par lettre recommandée.

Art. 3. - Les candidats au concours susvisé doivent déposer ou adresser par lettre recommandée un dossier de candidature comprenant les pièces suivantes :

A - lors du dépôt de la candidature

1) une demande de candidature

2) une photocopie de la carte d'identité nationale

3) une photocopie du diplôme, accompagnée en ce qui concerne les diplômes étrangers d'une attestation d'équivalence.

Il n'est pas nécessaire que la signature soit légalisée et que les photocopies de ces pièces soient certifiées conformes aux originaux.

Le candidat qui a dépassé l'âge légal, doit joindre aux pièces sus-énumérées, une attestation justifiant l'accomplissement par l'intéressé des services civils effectifs ou l'inscription au bureau de l'emploi.

B - Après l'admissibilité au concours et avant l'affectation au poste de travail, le candidat doit compléter son dossier des pièces essentielles nécessaires et notamment :

1) un extrait du casier judiciaire (l'original) délivré depuis un (01) an au maximum

2) un extrait de l'acte de naissance délivré depuis un (01) an au maximum

3) un certificat médical délivré depuis trois (03) mois au maximum, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique et mentale nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sur tout le territoire de la République.

4) une photocopie certifiée conforme à l'original du diplôme.

Art. 4. - Toute candidature parvenue après la clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste ou la date d'enregistrement au bureau d'ordre central faisant foi.

Art. 5. - La liste des candidats admis à concourir est arrêtée définitivement par le ministre du commerce.

Art. 6. - Le concours susvisé comporte des épreuves écrites pour l'admissibilité et une épreuve orale pour l'admission :

A - épreuves écrites

- une épreuve technique

- une épreuve concernant l'organisation de la République Tunisienne

B - L'épreuve orale :

Une question portant sur un sujet tiré du programme de l'épreuve technique annexé au présent arrêté suivie d'une discussion avec les membres du jury, le choix du sujet doit se faire par tirage au sort.

Au cas où le candidat voudrait changer de sujet, la note qui lui sera attribuée doit être divisée par deux.

Le programme détaillé des épreuves écrites et orale est fixé en annexe ci-jointe.

La durée et les coefficients appliqués à chacune des épreuves sont définis ainsi qu'il suit :

Natures des épreuves	Durée	Coefficients
A) épreuves écrites		
1 - épreuve technique	3 heures	(3)
2 - épreuve concernant l'organisation administrative de la République Tunisienne	2 heures	(1)
B) épreuve orale		(03)
- préparation	15 mn	
- exposé	15 mn	
- discussion	15 mn	

Art. 7. - Les épreuves sont indifféremment rédigées en langue arabe ou en langue française aux choix du candidats.

Néanmoins, les candidats ayant opté pour la rédaction des épreuves en langue française sont tenus de rédiger au moins une des épreuves prévues à l'article six (06) du présent arrêté en langue arabe.

Le jury du concours constatera dans le procès-verbal de ses délibérations l'annulation de l'ensemble des épreuves de tout candidats qui n'aura pas respecté les dispositions du présent article.

Chacune des épreuves écrites est rédigée en quatre (04) pages au maximum, ne sont par prises en considération les pages dépassant le nombre maximum précité.

Art. 8. - Les épreuves du concours sont appréciées par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Art. 9. - Les épreuves écrites sont soumises à une double correction.

Il est attribué à chacun des épreuves une note variant de zéro (0) à (20), la note définitive est égale à la moyenne arithmétique de ces deux (02) notes.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées par les deux correcteurs est supérieur à quatre (04) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs pour une nouvelle correction, la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Art. 10. - Toute note inférieure à six sur vingt (6/20) est éliminatoire

Art. 11. - Nul ne peut être déclaré admis à participer à l'épreuve orale s'il n'a obtenu quarante (40) points au moins aux épreuves écrites.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de soixante dix (70) points au moins pour l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 12. - Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration, du lieu et la date du déroulement de l'épreuve orale.

Art. 13. - Le président du jury peut constituer des sous-commissions pour faire passer, aux candidats admissibles, l'épreuve orale.

Art. 14. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves écrites et orale, ni de livres ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 15. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun toute fraude ou tentative de fraude dument constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves subies par l'intéressé et l'interdiction de participer pendant cinq (05) ans à tout concours ou examen administratif ultérieur.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre du commerce.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 16. - Le jury du concours procède au classement des candidats par ordre de mérite et proposer deux listes des candidats pouvant être admis définitivement :

A) la liste principale

B) la liste complémentaire : cette liste est établie dans la limite de 50% au maximum du nombre des candidats inscrits sur la liste principale, elle permet, le cas échéant, à l'administration de remplacer les candidats inscrits sur la liste principale et qui n'ont pas rejoint leur poste d'affectation.

Art. 17. - La liste principale et la liste complémentaire des candidats admis définitivement au concours externe sont arrêtées définitivement par le ministre du commerce.

Art. 18. - L'administration proclame la liste principale et invite les candidats admis à rejoindre leur poste d'affectation.

Au terme du délai maximum d'un mois après la date de proclamation de la liste principale, l'administration doit mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception les candidats défailants en les invitant à rejoindre leur poste dans un délai maximum de quinze (15) jours, faute de quoi, ils sont radiés de la liste principale des candidats admis au concours et remplacés par ceux inscrits par ordre de mérite sur la liste complémentaire.

Le recours à la liste complémentaire prend fin dans un délai maximum de six (06) mois après la proclamation de la liste principale.

Art. 19. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

ANNEXE

Programme des épreuves du concours externe pour le recrutement de techniciens

I - Epreuve de l'organisation administrative :

1 - Organisation administrative de la Tunisie

la centralisation, la décentralisation, la déconcentration

- l'administration locale et les collectivités locales

- les établissements publics et les groupements professionnels.

2 - Le budget de l'Etat

* définition

* préparation et vote du budget

* contrôle administratif, politique et judiciaire du budget

3 - Le statut particulier au corps technique des administrations publiques

4 - Organisation et attributions du ministère du commerce

II - Epreuves technique

Chapitre I

Agro-alimentaire

- chimie et biochimie des produits alimentaires et leur transformation

- microbiologie alimentaire et industrielle

- physique des aliments, mécanique des fluides thermodynamique appliquée, mécanique et résistance des matériaux

- génie biochimique (enzymologie, cinétique microbienne, fermentation)

- génie alimentaire (opérations unitaires mécaniques, transfert de matière et de chaleur froid procédés industriels, séchage, absorption, cristallisation, lyophilisation...)

- qualité en industries alimentaires (normes, hygiènes analyses, toxicologie, nutrition...)

- gestion des entreprises, stratégie industrielle et management, droit

- technologie alimentaire : lait et produits laitiers, produits gras, sucre et dérivés, boissons, etc...

- agronomie générale et appliquée

Chapitre II

Technologie alimentaire

- biochimie alimentaire

- microbiologie alimentaire et hygiène

- froid - séchage - distillation

- technologie des boissons et jus

- technologies des sucres

- œnologie

- conserves alimentaires

- technologie des céréales

- technologies du lait

- maîtrise et assurance de la qualité

Chapitre III

Métallurgie

- physique des métaux (fonte, acier)

- alliages

- mise en forme des métaux

- déformation thermique des métaux

- traitement thermique des métaux

Chapitre IV

Mécanique

Notions de cinématique :

Cinématique d'un corps solide-translation, relation, mouvement hélicoïdal, composition des vitesses et des accélérations, vitesse de glissement

Notions de dynamique :

Généralités sur le mouvement d'un corps solide autour d'un point fixe

Technologie :

Etudes des engrenages :

Train de roues dentées, mouvements différentiels

Les liaisons, principe et procédés, organes d'assemblage élémentaire

immobilisation relative de deux pièces de machine

Organes des transmissions mécaniques

Embrayages

freins

transmission du mouvement circulaire

Organes de variation de vitesse

organes de transmission avec transformation de mouvement

Matériaux :

Différents matériaux, sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux, produits sidérurgiques, métaux et alliages non ferreux, le bois, les matières premières industrielles d'origine organique ou minérale.

Machines-outils à métaux (les tours, les fraiseuses, les perceuses, raboteuses et étaux-limeurs, les aléseuses, machines à scier les métaux, machines de coupe, machine à meuler et rectifier)

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 93-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps technique des administrations publiques,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère du commerce, le 27 décembre 1999 et jours suivants, un concours externe sur épreuves pour le recrutement de huit (08) techniciens dans les spécialités suivantes :

- Agro-alimentaire : 04.
- Technologie-alimentaire : 02.
- Mécanique : 02.

Art. 2. - La date du clôture de la liste des candidatures est fixée au 27 novembre 1999

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de technicien.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 93-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps technique des administrations publiques,

Arrête :

Article premier. - Le concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de technicien est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. - Le concours interne susvisé est ouvert par arrêté du ministre du commerce.

Cet arrêté fixe :

- Le nombre d'emplois mis en concours.
- La date de clôture de la liste d'inscription.
- La date du déroulement du concours.

Art. 3. - Le concours susvisé est supervisé par un jury dont la composition est fixée par arrêté du premier ministre

Le jury est chargé principalement de :

- Proposer la liste des candidats autorisés à concourir
- Superviser le déroulement des épreuves et leur correction
- Classer les candidats par ordre de mérite
- Proposer les candidats susceptible d'être admis.

Art. 4. - Le concours susvisé est ouvert aux adjoints techniques titulaires, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture des candidatures.

Art. 5. - Les candidats au concours susvisé doivent adresser leurs demandes de candidature par la voie hiérarchique au ministère du commerce accompagnées des pièces suivantes, tout en spécifiant la spécialité et éventuellement l'option choisie :

1) Une attestation certifiant que le dossier administratif du candidat contient toutes les pièces justifiant que l'intéressé remplit les conditions légales requises pour l'accès à la fonction publique

2) Un relevé détaillé, avec pièces justificatives des services civils ou, le cas échéant, des services militaires accomplis par l'intéressé, ce relevé doit être certifié par le chef de l'administration ou son représentant

3) Une ampliation dûment certifiée conforme à l'acte portant nomination du candidat dans son grade actuel

4) Une ampliation dûment certifiée conforme à l'acte fixant la dernière situation administrative de l'intéressé.

Ces demandes doivent être obligatoirement enregistrées au bureau d'ordre de l'administration d'origine.

Art. 6. - Est rejetée, toute candidature enregistrée au bureau d'ordre après la clôture du registre d'inscription.

Art. 7. - La liste des candidats admis à concourir est arrêtée par le ministre du commerce sur proposition du jury du concours.

Art. 8. - Le concours interne sur épreuves comporte deux épreuves écrites pour l'admissibilité et une épreuve orale pour l'admission.

A - Epreuves écrites :

- Une épreuve technique

- Une épreuve concernant l'organisation administrative de la République Tunisienne.

B - L'épreuve orale :

Une question portant sur un sujet tiré du programme de l'épreuve technique annexé au présent arrêté suivie d'une discussion avec les membres du jury. Le choix du sujet doit se faire par tirage au sort.

Au cas où le candidat voudrait changer de sujet, la note qui lui sera attribuée doit être divisée par deux.

Le programme des épreuves écrites et orale est fixé en annexe ci-jointe.

La durée et les coefficients appliqués à chacune des épreuves sont définis ainsi qu'il suit :

Nature de l'épreuve	Durée	Coefficient
A) épreuves écrites		
1) épreuve technique	3heures	(3)
2 - épreuve concernant l'organisation administrative de la République Tunisienne	2heures	(1)
B) épreuve orale :		(03)
- préparation	15 mn	
- exposé	15 mn	
- discussion	15 mn	

Art. 9. - Les épreuves sont indifféremment rédigées en langues arabe ou en langue française au choix du candidat.

Néanmoins, les candidats ayant opté pour la rédaction des épreuves en langue française sont tenus de rédiger au moins une des épreuves prévues à l'article 8 du présent arrêté en langue arabe. Le jury du concours constatera dans le procès-verbal de ses délibérations l'annulation de l'ensemble des épreuves de tout candidat qui n'aura pas respecté les dispositions du présent article.

Chacune des épreuves écrites est rédigée en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération les pages dépassant le nombre maximum précité.

Art. 10. - Les épreuves écrites sont soumises à une double correction.

Il est attribué à chacune des épreuves une note variant de zéro (0) à vingt (20), la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées par les deux correcteurs est supérieur à quatre (04) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs pour une nouvelle correction, la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Art. 11. - Toute note inférieure à six sur vingt (6/20) est éliminatoire.

Art. 12. - Nul ne peut être déclaré admis à participer à l'épreuve orale s'il n'a obtenu quarante (40) points au moins aux épreuves écrites.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de soixante dix (70) points au minimum pour l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus ancien dans le grade et si cette ancienneté est la même, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 13. - Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration, du lieu et de la date du déroulement de l'épreuve orale.

Art. 14. - Le président du jury peut constituer des sous-commissions pour faire passer aux candidats admissibles, l'épreuve orale.

Art. 15. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves écrites et orale, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 16. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun, toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves subies par l'intéressé et l'interdiction de participer pendant cinq (05) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre de commerce.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 17. - La liste des candidats admis définitivement au concours susvisé est arrêtée par le ministre du commerce.

Art. 18. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce
Mondher Zenaïdi

Vu
Le Premier Ministre
Hamed Karoui

ANNEXE

Programme du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de technicien

I) Epreuve de l'organisation administrative :

A) Organisation administrative de la Tunisie :

- La centralisation, la décentralisation, la déconcentration

- L'administration locale et les collectivités locales

- Les établissements publics et les groupements professionnels

B) Le budget de l'Etat :

- Définition

- Préparation et vote du budget

- Contrôle administratif, politique et judiciaire du budget

C) Le statut particulier au corps technique des administrations publiques

D) Organisation et attribution du ministère du commerce

II) Epreuve technique :

CHAPITRE I

Electricité, électrique, électronique

A - Option électricité :

1 - Notions générales sur la production et la consommation de l'énergie électrique rappel des lois d'Ohm et de Kirchhoff en courant alternatif monophasé

2 - Notion de puissance et d'énergie en courant alternatif monophasé

- Puissance et énergie actives

- Puissance et énergie réactives

- Puissance apparente

3 - Courant triphasé

- Production de courant alternatif triphasé

- Montage en étoile et en triangle

- Puissance active, réactive apparente

4 - Machines à courant alternatif

- Transformateurs

- Moteurs asynchrones

5 - Lignes de transport d'énergie

- Structure des réseaux

- Eléments constitutifs des lignes de transport et de distribution

- Conditions économiques et conditions mécaniques de construction des lignes

B - Option : électrique - électronique

- Les composants électriques

- Les transformateurs (théorique)

- Les circuits étoile-triangle

- Les moteurs à courant continu

- Les moteurs synchrones

- les composants électroniques

- Régularisation automatique

- Théories des antennes

- Les amplificateurs BF et HF

- Techniques de télévision

- Les haut-parleurs

- Calculateurs

CHAPITRE II

Chimie

A - Option chimie générale :

1 - L'atome et l'édifice chimique :

- Notions générales et structure de la matière

- Structure de l'atome

- Classification périodique

2 - Les réactions chimiques d'oxydo réduction

3 - Les solutions aqueuses

- Les indicateurs colorés et leur emploi

- Les réactions acide + base

4 - Réactions avec catalyseurs : principe, exemples

B) option chimie minérales :

- L'hydrogène

- L'oxygène

- Le chlore et l'acide chlorydrique

- l'aluminium et l'alumine

- Le fer et les oxydes de fer

- Action des acides chlorhydriques et sulfuriques sur l'aluminium

- Le cuivre et le fer

C) Option chimie organique :

- Le méthane et l'éthane - l'éthylène

- L'acétylène

- L'alcool éthylique

- Le Benzène

D) Option chimie industrielle :

- Synthèse de l'acide sulfurique

- fabrication des dérivés des phosphates : notions générales

- Préparation des savons

- Préparation du javel

CHAPITRE III

Métallurgie

- Physique des métaux (fonte, acier)

- Alliages

- Mise en forme des métaux

- Déformation thermique des métaux

- Traitement thermique des métaux

CHAPITRE IV

Mécanique

Notions de cinématique :

Cinématique d'un corps solide-translation, relation, mouvement hélicoïdal composition des vitesses et des accélérations, vitesse de glissement

Notions de dynamique :

Généralités sur le mouvement d'un corps solide autour d'un point fixe

Technologie :

Etudes des engrenages :

Train de roues dentées, mouvements différentiels

Les liaisons, principe et procédés, organes d'assemblage élémentaire

immobilisation relative de deux pièces de machine

Organes des transmissions mécaniques

Embrayages

freins

transmission du mouvements circulaire

Organes de variation de vitesse
organes de transmission avec transformation de mouvement matériaux

Différents matériaux, sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux, produits sidérurgiques, métaux et alliages non ferreux, le bois, les matières premières industrielles d'origine organique ou minérale

Machines-outils à métaux (les tours, les fraiseuses, les perceuses, raboteuses et étaux-limeurs, les aléseuses, machines à scier les métaux, machines de coupe, machine à meuler et rectifier)

CHAPITRE V

Statistique et économie appliqué

- Généralités - distribution statistique à 1 caractère
- Distribution statistique à 2 caractères
- Courbes de régression
- Rapport de corrélation
- Droits de moindres carrés
- Coefficients de corrélation linéaire
- les indices statistiques
- Les séries chronologiques
- Calcul des probabilités
- Lois de probabilités théoriques à un variable
- Ajustement d'une distribution observée à une distribution théorique
- Les lois dérivées d'une loi normale
- Théorie de l'estimation
- les tests (test CHI 2)
- Théorie de sondage
- Statistiques clémographiques
- Statistiques sociales
- Statistiques industrielles
- Economie appliquée

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de technicien.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 93-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps technique des administrations publiques,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de technicien,

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère du commerce, le 27 décembre 1999 et jours suivants, un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade de technicien.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à treize (13) postes.

Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 27 novembre 1999

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'adjoint technique.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 93-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps technique des administrations publiques,

Arrête :

Article premier. - Le concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'adjoint technique est organisé conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2. - Le concours interne susvisé est ouvert par arrêté du ministre du commerce.

Cet arrêté fixe :

- Le nombre d'emplois mis en concours.
- La date de clôture de la liste d'inscription.
- La date du déroulement du concours.

Art. 3. - Le concours susvisé est supervisé par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Le jury est chargé principalement de :

- Proposer la liste des candidats autorisés à concourir
- Superviser le déroulement des épreuves et leur correction
- Classer les candidats susceptibles d'être admis

Art. 4. - Le concours susvisé est ouvert aux agents techniques titulaires dans leur grade, justifiant d'au moins cinq (5) ans d'ancienneté dans ce grade à la date de clôture des candidatures.

Art. 5. - Les candidats au concours susvisé doivent adresser leurs demandes de candidature par la voie hiérarchique au ministère du commerce accompagnées des pièces suivantes tout en spécifiant la spécialité et éventuellement l'option choisie :

1) Une attestation certifiant que le dossier administratif du candidat contient toutes les pièces justifiant que l'intéressé remplit les conditions légales requises pour l'accès à la fonction publique.

2) Un relevé détaillé, avec pièces justificatives des services civils ou, le cas échéant, des services militaires accomplis par l'intéressé, ce relevé doit être certifié par le chef de l'administration ou son représentant.

3) Une ampliation dûment certifiée conforme à l'acte portant nomination du candidat dans son grade actuel.

4) Une ampliation dûment certifiée conforme à l'acte fixant la dernière situation administrative de l'intéressé.

Ces demandes doivent être obligatoirement enregistrées au bureau d'ordre de l'administration d'origine.

Art. 6. - Est rejetée, toute candidature enregistrée au bureau d'ordre après la clôture du registre d'inscription.

Art. 7. - La liste des candidats admis à concourir est arrêtée par le ministre du commerce sur proposition du jury du concours.

Art. 8. - Le concours interne sur épreuves comporte deux épreuves écrites pour l'admissibilité et une épreuve orale pour l'admission.

A - Epreuves écrites :

- Une épreuve technique

- Une épreuve concernant l'organisation administrative de la République Tunisienne.

B - L'épreuve orale :

Une question portant sur un sujet tiré du programme de l'épreuve technique annexé au présent arrêté suivie d'une discussion avec les membres du jury. Le choix du sujet doit se faire par tirage au sort.

Au cas où le candidat voudrait changer de sujet, la note qui lui sera attribuée doit être divisée par deux.

Le programme des épreuves écrites et orale est fixé en annexe ci-jointe.

La durée et les coefficients appliqués à chacune des épreuves sont définis ainsi qu'il suit :

Nature de l'épreuve	Durée	Coefficient
A) épreuves écrites		
1) épreuve technique	3 heures	(3)
2 - épreuve concernant l'organisation administrative de la République Tunisienne	2 heures	(1)
B) épreuve orale :		(03)
- préparation	15 mn	
- exposé	15 mn	
- discussion	15 mn	

Art. 9. - Les épreuves sont indifféremment rédigées en langues arabe ou en langue française au choix du candidat.

Néanmoins, les candidats ayant opté pour la rédaction des épreuves en langue française sont tenus de rédiger au moins une des épreuves prévues à l'article 8 du présent arrêté en langue arabe. Le jury du concours constatera dans le procès-verbal de ses délibérations l'annulation de l'ensemble des épreuves de tout candidat qui n'aura pas respecté les dispositions du présent article.

Chacune des épreuves écrites est rédigée en quatre (04) pages au maximum, ne sont pas prises en considération les pages dépassant le nombre maximum précité.

Art. 10. - Les épreuves écrites sont soumises à une double correction.

Il est attribué à chacune des épreuves une note variant de zéro (0) à vingt (20), la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées par les deux correcteurs est supérieur à quatre (04) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs pour une nouvelle correction, la note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Art. 11. - Toute note inférieure à six sur vingt (6/20) est éliminatoire.

Art. 12. - Nul ne peut être déclaré admis à participer à l'épreuve orale s'il n'a obtenu quarante (40) points au moins aux épreuves écrites.

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de soixante dix (70) points au minimum pour l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus ancien dans le grade et si cette ancienneté est la même, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 13. - Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration, du lieu et de la date du déroulement de l'épreuve orale.

Art. 14. - Le président du jury peut constituer des sous-commissions pour faire passer aux candidats admissibles l'épreuve orale.

Art. 15. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves écrites et orale, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 16. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun, toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves subies par l'intéressé et l'interdiction de participer pendant cinq (05) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre de commerce.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineurs qui l'a constatée.

Art. 17. - La liste des candidats admis définitivement au concours susvisé est arrêtée par le ministre du commerce.

Art. 18. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce

Mondher Zenaïdi

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

ANNEXE

Programme des épreuves du concours interne pour la promotion au grade d'adjoint technique

I) Epreuve de l'organisation administrative:

- 1 - Organisation administrative de la Tunisie :
 - La centralisation, la décentralisation, la déconcentration
 - L'administration locale et les collectivités locales
 - Les établissements publics et les groupements professionnels
- 2) Le budget de l'Etat :
 - Définition
 - Préparation et vote du budget
 - Contrôle administratif, politique et judiciaire du budget
- 3 - Le statut particulier au corps technique des administrations publiques
- 4 - Organisation et attribution du ministère du commerce

II) Epreuve technique :

CHAPITRE I

Métallurgie

- Physique des métaux (fronte, acier)
- Alliages
- Mise en forme des métaux
- Déformation thermique des métaux
- Traitement thermique des métaux

CHAPITRE II

Chimie

- Notions de cinématique :
- Cinématique d'un corps solide-translation, relation, mouvement hélicoïdal composition des vitesses et des accélérations, vitesse de glissement
- Notions de dynamique :
- Généralités sur le mouvement d'un corps solide autour d'un point fixe
- Technologie :
- Etudes des engrenages :
- Train de roues dentées, mouvements différentiels
- Les liaisons, principe et procédés, organes d'assemblage élémentaire
- immobilisation relative de deux pièces de machine
- Organes des transmissions mécaniques
- Embrayages
- freins
- transmission du mouvements circulaire
- Organes de variation de vitesse
- Organes de transmission avec transformation de mouvement
- Matériaux :
- Différents matériaux, sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux, produits sidérurgiques, métaux et alliages non ferreux, le bois, les matières premières industrielles d'origine organique ou minérale.

Machines-outils à métaux (les tours, les fraiseuses, les perceuses, raboteuses et étaux-limeurs, les aléseuses, machines à scier les métaux, machines de coupe, machine à meuler et rectifier).

Arrêté du ministre du commerce du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'adjoint technique.

Le ministre du commerce,

Vu la loi n° 93-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques à caractère administratif ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, fixant le statut particulier au corps technique des administrations publiques,

Vu l'arrêté du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'adjoint technique,

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, au ministère du commerce, le 27 décembre 1999 et jours suivants, un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'adjoint technique.

Art. 2. - Le nombre de postes à pourvoir est fixé à un (01) poste.

Art. 3. - La date du clôture de la liste des candidatures est fixée au 27 novembre 1999

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Commerce
Mondher Zenaïdi

Vu
Le Premier Ministre
Hamed Karoui

MINISTERE DES FINANCES

Décret n° 99-2478 du 1er novembre 1999, portant statut des intermédiaires en bourse.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des finances,

Vu la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier et notamment son article 58,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

CHAPITRE I

De l'agrément des intermédiaires en bourse

Section 1

Des conditions d'agrément

Article premier. - Les personnes physiques désirant exercer l'activité d'intermédiaire en bourse doivent :

- 1 - avoir la nationalité tunisienne,
- 2 - avoir leur résidence en Tunisie,

- 3 – jouir de leurs droits civiques et politiques,
- 4 – être aptes physiquement et mentalement à accomplir leurs activités,
- 5 – avoir une maîtrise ou un diplôme équivalent,
- 6 – avoir une expérience professionnelle de 5 ans, au moins, dans le domaine de l'intermédiaire boursière,
- 7 – subir avec succès, un test d'aptitude professionnelle organisé par un organisme choisi par le conseil du marché financier et sous le contrôle de ce dernier,

8 – s'engager à s'adonner, indépendamment des activités spécifiées à l'article 56 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, à l'activité de négociation et d'enregistrement en bourse de valeurs mobilières et produits financiers,

9 – justifier de l'existence de moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de l'activité d'intermédiaire en bourse et dont la teneur est déterminée par une décision générale du conseil du marché financier.

Art. 2. – Les activités de contrepartie, de tenue de marché, et de garantie de bonne fin d'émissions ne peuvent être exercées que par des intermédiaires en bourse sociétés anonymes spécialisées.

Art. 3. – Les sociétés anonymes désirant exercer l'activité d'intermédiaire en bourse doivent :

- 1 – avoir la nationalité tunisienne,
- 2 – avoir obligatoirement pour objet, indépendamment des activités prévues à l'article 56 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, la négociation et l'enregistrement en bourse de valeurs mobilières et produits financiers,
- 3 – justifier de l'existence de moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de l'activité d'intermédiaire en bourse et dont la teneur est déterminée par une décision générale du conseil du marché financier,
- 4 – avoir un capital minimum libéré de :
 - 1 000 000D, si la société demande à être agréée pour l'exercice des activités de négociation et d'enregistrement en bourse de valeurs mobilières et produits financiers, de conseil financier, de démarchage financier, de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières et de portage d'actions,
 - 3 000 000D, si la société demande à être agréée, outre les activités ci-dessus citées, pour l'exercice des activités de contrepartie, de tenue de marché de garantie de bonne fin d'émissions ou de l'une de ces activités.

En outre, le président directeur général, ou le directeur général de la société anonyme intermédiaire en bourse, doit jouir de ses droits civiques et politiques et justifier d'une expérience professionnelle de trois ans au moins dans le domaine de l'intermédiaire boursière.

Art. 4. – Aucun intermédiaire en bourse ne peut participer directement ou indirectement au capital d'une société anonyme intermédiaire en bourse pour plus de 30% du capital.

Est considérée participation indirecte au sens du présent article, la participation revenant à une filiale, au conjoint et aux enfants mineurs.

Art. 5. – Nul ne peut être président directeur général ou directeur général ou salarié, simultanément de deux établissements d'intermédiation en bourse.

Nul ne peut être, simultanément, d'une société anonyme intermédiaire en bourse et d'une banque ou un autre établissement financier régi par la loi n° 67-51 du 7 décembre 1967 réglementant la profession bancaire telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

Art. 6. – Nul ne peut être intermédiaire en bourse personne physique ou dirigeant, à quelque titre que ce soit, d'une société anonyme intermédiaire en bourse :

- s'il a fait l'objet d'une condamnation pour faux en écriture, pour vol, pour abus de confiance, pour escroquerie, pour extorsion de fonds ou valeurs, pour soustraction commise par dépositaire public, pour émission de chèque sans provision, pour recel de choses obtenus à l'aide de ces infractions et pour infraction à la réglementation des changes,
- s'il a fait l'objet d'une condamnation pour un délit intentionnel et pour laquelle il n'a pas été réhabilité,
- s'il tombe sous le coup d'un jugement définitif de faillite,
- s'il a été administrateur ou gérant de sociétés déclarées en faillite et que cette faillite lui a été étendue personnellement ou s'il a été condamné en vertu des articles 288 et 289 du code pénal relatifs à la banqueroute.

Section 2

De la procédure d'agrément

Art. 7. – L'agrément des intermédiaires en bourse comporte un agrément de principe et un agrément définitif délivrés par le conseil du marché financier. Toutefois, le démarrage effectif des opérations de négociation et d'enregistrement en bourse de valeurs mobilières et produits financiers demeure subordonné à des autorisations d'accès à leur système accordées, respectivement, par la banque des valeurs mobilières de Tunis et la société interprofessionnelle de dépôt, de compensation et de règlement.

Art. 8. – Le requérant de l'agrément de principe adresse, sous pli de recommandé avec accusé de réception, au conseil du marché financier, ou dépose auprès de son bureau d'ordre contre récépissé, un dossier d'agrément.

Les pièces de ce dossier sont déterminées par une décision générale du conseil du marché financier.

Art. 9. – A la réception du dossier d'agrément de principe, les services du conseil du marché financier l'instruisent dans un délai ne dépassant pas trois mois. Au cours de ce même délai, l'avis de l'association des intermédiaires en bourse est requis et il est réputé favorable en cas de silence de plus d'un mois.

Le conseil du marché financier peut exiger du requérant tout renseignement ou document complémentaire pour l'instruction du dossier. Dans ce cas, le délai de 3 mois est suspendu jusqu'à la réception par le conseil du marché financier du renseignement ou document demandé.

Art. 10. – Dans le cas où le conseil du marché financier se prononce favorablement, il notifie au requérant une décision d'agrément de principe.

En cas de refus, le conseil du marché financier notifie au requérant une décision motivée.

Dans le cas où le conseil du marché financier estime devoir limiter l'agrément de principe à certaines des activités demandées par le requérant, notamment en raison de ses moyens financiers et techniques et des garanties présentées, la décision qu'il lui notifie est motivée.

Art. 11. – En même temps que l'agrément de principe, le conseil du marché financier notifie au requérant la liste des pièces du dossier qu'il doit présenter en vue de l'obtention de l'agrément définitif.

Les pièces de ce dossier sont déterminées par une décision générale du conseil du marché financier.

Art. 12. – Le requérant, sous peine de caducité de l'agrément de principe et dans un délai de 6 mois de la notification de celui-ci, doit adresser sous pli recommandé avec accusé de réception au conseil du marché financier, ou déposer auprès de son bureau d'ordre contre récépissé, le dossier exigé pour l'obtention de l'agrément définitif.

Toutefois, ce délai peut être prorogé de 3 mois, par le conseil du marché financier, à la demande du bénéficiaire de l'agrément de principe, avant l'expiration du délai de 6 mois.

Art. 13. – A la réception du dossier exigé pour l'obtention de l'agrément définitif, les services du conseil du marché financier l'instruisent dans un délai ne dépassant pas 2 mois.

Le conseil du marché financier peut exiger du requérant tout renseignement ou document complémentaire pour l'instruction du dossier. Dans ce cas, ce délai est suspendu jusqu'à la réception par le conseil du marché financier du renseignement ou document demandé.

Au cours de ce même délai, les services du conseil du marché financier s'assurent de la fonctionnalité des locaux et des moyens humains et techniques requis.

Art. 14. – Dans le cas où le conseil du marché financier se prononce favorablement, il notifie au requérant un agrément définitif.

En cas de refus de l'agrément définitif, le conseil du marché financier notifie au requérant une décision motivée.

Dans le cas où le conseil du marché financier estime devoir limiter l'agrément définitif à certaines des activités prévues dans l'agrément de principe, la décision qu'il notifie au requérant est motivée.

Art. 15. – L'agrément de l'intermédiaire en bourse est personnel, intransmissible et incessible.

Art. 16. – L'intermédiaire en bourse définitivement agréé ne peut, sous peine de retrait de l'agrément, commencer l'exercice effectif des activités pour lesquelles il a été agréé qu'après avoir fourni au conseil du marché financier les justificatifs de sa participation au capital de la bourse des valeurs immobilières de Tunis et de la société interprofessionnelle de dépôt, de compensation et de règlement, de son adhésion au fonds de garantie de marché, au fonds de garantis clientèle, et à l'association des intermédiaires en bourse.

Il doit, en outre, déposer auprès du conseil du marché financier, en vue de leur approbation, les modèles des documents destinés aux tiers qu'il envisage d'utiliser dans l'exercice de ses activités.

Art. 17. – L'agrément définitif d'un intermédiaire en bourse fait l'objet d'un avis publié au bulletin officiel du conseil du marché financier et au bulletin de la bourse des valeurs mobilières de Tunis, et ce, à la diligence de l'intéressé.

Section 3

De la modification de l'agrément

Art. 18. – Tout projet d'extension ou de restriction des activités objet de l'agrément délivré donne lieu à une demande de modification de l'agrément qui doit être adressée au conseil du marché financier ou déposée auprès de son bureau d'ordre dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus.

Art. 19. – Les pièces du dossier adressé ou déposé à l'appui de la demande de modification de l'agrément sont déterminées par une décision générale du conseil du marché financier.

Art. 20. – L'instruction de la demande de modification de l'agrément et la suite à lui donner se font dans les conditions prévues aux articles 9, 10, 11, 12, 13 et 14 ci-dessus.

Section 4

De la cessation d'activité, de la suspension et du retrait d'agrément

Art. 21. – L'intermédiaire en bourse qui désire cesser ses activités provisoirement ou définitivement doit en faire la demande au conseil du marché financier.

Cette demande mentionne notamment les motifs de la cessation d'activité, son caractère définitif ou provisoire et les mesures envisagées pour l'apurement de la situation vis-à-vis de la clientèle et du marché.

Elle doit être accompagnée de justificatifs attestant que l'intéressé est en règle vis-à-vis du fonds de garantie clientèle, du fonds de garantie de marché, de l'association des intermédiaires en bourse, de la bourse des valeurs mobilières de Tunis, de la société interprofessionnelle de dépôt, de compensation et de règlement et des autres intermédiaires en bourse.

Après examen de la demande et des justificatifs, le conseil du marché financier notifie sa décision d'accord ou de refus à l'intéressé dans un délai ne dépassant pas deux mois.

En cas de décision d'accord, les intérêts de la clientèle sont réglés conformément à l'article 24 du présent décret.

L'intermédiaire en bourse, société anonyme, qui décide sa dissolution anticipée ne peut clôturer sa liquidation effective que s'il justifie auprès du conseil du marché financier qu'il a terminé toutes les opérations qui sont de nature à préserver les intérêts de la clientèle et du marché. Dans ce cas, et jusqu'à la clôture de la liquidation, l'intermédiaire en bourse demeure soumis au contrôle du conseil du marché financier.

Art. 22. – Le conseil du marché financier peut par décision motivée, après avis de l'association des intermédiaires en bourse, suspendre l'agrément d'un intermédiaire en bourse conformément à l'article 57 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, lorsque l'intéressé ne remplit plus l'une des conditions auxquelles l'agrément est subordonné. Dans ce cas l'intéressé est préalablement entendu par le collège du conseil du marché financier.

Art. 23. – Indépendamment des cas de retrait de l'agrément prévus par l'article 42 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, le conseil du marché financier peut, après avis de l'association des intermédiaires en bourse, retirer l'agrément d'un intermédiaire en bourse conformément à l'article 57 de ladite loi :

1 – lorsque l'intéressé n'a pas fait usage de son agrément définitif dans un délai de 12 mois à compter de son obtention ou lorsqu'il n'exerce plus son activité depuis 6 mois au moins sans accord préalable du conseil du marché financier,

2 – lorsque les causes d'une mesure de suspension d'agrément n'ont pas été levées 6 mois après son prononcé,

3 – lorsque l'intéressé continue à être en situation de non conformité au regard de l'une des règles prudentielles au-delà d'une période de 4 mois,

4 – lorsque l'intermédiaire en bourse ne répond plus aux conditions visées aux n° 1, 2, 3, 4, et 9 de l'article 1er ci-dessus, pour les personnes physiques, et à celles visées à l'article 3 pour les sociétés anonymes.

Art. 24. – En cas d'interdiction totale ou partielle d'activité, de suspension ou de retrait d'agrément, suite à une décision disciplinaire ou par application des articles 22 et 23 ci-dessus, et en cas de faillite, d'incapacité, de décès ou de dissolution d'un intermédiaire en bourse, le collègue du conseil du marché financier désigne pour la sauvegarde des intérêts de la clientèle et du marché, et après avis de l'association des intermédiaires en bourse, un intermédiaire en bourse qui sera chargé d'assurer l'expédition des affaires courantes.

L'intermédiaire en bourse ainsi désigné rend compte de sa mission au conseil du marché financier de la manière que celui-ci lui détermine.

Art. 25. – En cas de fusion par absorption entre deux ou plusieurs intermédiaires en bourse, l'agrément du ou des intermédiaires en bourse absorbés est éteint de plein droit dès l'accomplissement des formalités juridiques de l'opération d'absorption.

En cas de transformation d'un établissement d'intermédiation exploité par une personne physique, agréée en qualité d'intermédiaire en bourse, en une société anonyme, l'agrément accordé à la personne physique est éteint de plein droit dès l'obtention de l'agrément définitif par la société.

Section 5

Des cartes professionnelles

Art. 26. – La liste des activités dont l'exercice, pour les personnes placées sous l'autorité de l'intermédiaire en bourse ou agissant pour son compte, requiert la détention d'une carte professionnelle ainsi que les conditions de délivrance et de retrait de cette carte sont fixées par décision générale du conseil du marché financier.

Art. 27. – La carte professionnelle est délivrée à l'intermédiaire en bourse pour le compte des personnes visées à l'article 26 ci-dessus par l'association des intermédiaires en bourse, sur présentation des candidatures par ledit intermédiaire en bourse et sous sa responsabilité.

Art. 28. – La cessation d'activité des détenteurs des cartes professionnelles ainsi que leur suspension par l'intermédiaire en bourse pour une durée supérieure à un mois sont portées à la connaissance du conseil du marché financier.

CHAPITRE II

De certaines activités des intermédiaires en bourse

Section 1

Du démarchage financier

Art. 29. – L'intermédiaire en bourse qui effectue une opération de démarchage financier, telle que définie à l'article 1er de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, doit remettre ou envoyer à la personne sollicitée, préalablement à tout engagement de cette dernière, une note d'information sur chacune des valeurs proposées.

La note d'information, qui est établie sous la responsabilité de la personne qui a recours au démarchage financier, doit être préalablement communiquée au conseil du marché financier.

La non opposition du conseil du marché financier à la diffusion d'une note d'information ne vaut pas, de sa part, une certification de la sincérité de son contenu.

Art. 30. – La personne employée par l'intermédiaire en bourse à des opérations de démarchage financier à la résidence des personnes, sur leurs lieux de travail ou dans les lieux publics doit détenir une carte de démarcheur qu'elle est tenue de produire lors de ces opérations.

Art. 31. – L'intermédiaire en bourse délivre, sous sa responsabilité, une carte de démarchage financier aux personnes qu'il emploie à cette activité conformément à un modèle qu'il dépose au conseil du marché financier.

Cette carte n'est valable que jusqu'au 31 décembre de l'année de sa délivrance, qui doit être indiquée de manière très apparente.

Art. 32. – Préalablement à la délivrance de la carte de démarchage financier à la personne qu'il compte employer à cette activité, l'intermédiaire en bourse doit déposer auprès du conseil du marché financier une déclaration écrite contenant l'identité et l'adresse de la personne concernée.

Art. 33. – Lorsque l'intermédiaire en bourse décide de retirer la carte de démarchage financier soit sur demande du conseil du marché financier, soit de sa propre initiative, il notifie à son titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception la décision de retrait.

Le titulaire de la carte doit la restituer dans un délai de 3 jours francs à compter de la notification de la décision.

Art. 34. – Le retrait de la carte de démarchage financier ou le refus de son renouvellement par l'intermédiaire en bourse doivent être notifiés, sans délai, au conseil du marché financier.

Art. 35. – Tout engagement de souscription, d'acquisition ou de vente de titres, pris par une personne, à la suite d'une opération de démarchage financier, doit à peine de nullité, être constaté par un écrit, mentionnant notamment la date de sa signature.

Art. 36. – Il est interdit à la personne employée à l'opération de démarchage financier de recevoir de la personne sollicitée des valeurs mobilières, des espèces, des effets de commerce, ou chèques au porteur ou à son ordre ou de lui livrer immédiatement des valeurs mobilières ou des droits s'y rattachant objet de l'opération de démarchage financier.

Section 2

De la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte d'autrui

Art. 37. – L'intermédiaire en bourse consacre à l'activité de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour laquelle il a été agréé, un service organiquement autonome.

Les personnes affectées à ce service ne peuvent pas être employées aux fonctions de négociation.

Art. 38. – L'intermédiaire en bourse qui gère des portefeuilles de valeurs mobilières des personnes placées sous son autorité, et lorsqu'il s'agit d'une société anonyme, les portefeuilles de valeurs mobilières de ses dirigeants, de sa filiale ou celui d'un actionnaire détenant plus de 30% de son capital, ne peut confier cette gestion qu'à un service distinct du service prévue à l'article précédent.

Art. 39. – Toute personne physique ou morale peut confier à un intermédiaire en bourse, qui l'accepte, mandat de gérer pour son compte et en son nom un portefeuille composé de valeurs mobilières et produits financiers, et ce, dans le cadre d'une convention écrite de gestion.

Cette convention doit être établie en deux exemplaires au moins, signés pour approbation par le client et pour acceptation par l'intermédiaire en bourse, l'un des exemplaires est obligatoirement remis au client titulaire du compte géré, l'autre est conservé par l'intermédiaire en bourse.

La convention de gestion est établie au nom de l'intermédiaire en bourse et signée par une personne habilitée à l'engager.

Elle doit notamment préciser :

- les orientations assignées à la gestion du portefeuille,
- la nature et les limites des opérations dont l'initiative est laissée à l'intermédiaire en bourse,
- les modes de rémunération de l'intermédiaire en bourse et la périodicité de paiement des frais liés à la gestion du portefeuille ainsi que les frais accessoires aux transactions.

Elle précise également la périodicité et les modalités de l'information communiquée au client. Cette information comprend au moins l'envoi trimestriel d'une évaluation du portefeuille et du résultat dégagé sur la période écoulée.

Art. 40. - La conclusion d'une convention de gestion de portefeuille de valeurs mobilières donne lieu à l'ouverture auprès de l'intermédiaire en bourse d'un compte de titres et d'espèces au profit de son client.

L'intermédiaire en bourse est tenu de fournir immédiatement, lorsque le client lui en fait la demande, toute information sur la position du compte géré.

Art. 41. - L'intermédiaire en bourse ne doit pas utiliser les pouvoirs qu'il a reçus ou les mandats qu'il détient à des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés.

Art. 42. - La convention de gestion de portefeuille de valeurs mobilières, qu'elle soit à durée déterminée ou indéterminée, peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation par l'intermédiaire en bourse ne prend effet qu'à l'expiration d'un préavis de 5 jours de bourse à compter de la réception de la lettre recommandée par le client.

La résiliation par le client prend effet dès la réception de la lettre recommandée par l'intermédiaire en bourse.

Dès la prise d'effet de la résiliation, l'intermédiaire en bourse cesse d'être habilité à prendre l'initiative de nouvelles opérations. Il arrête un compte-rendu faisant apparaître le résultat de sa gestion, dresse un état et une évaluation de son portefeuille et donne, plus généralement, tous les éclaircissements utiles à son client.

Sans préjudice des dispositions relatives au mandat, la convention de gestion de portefeuille de valeurs mobilières prend fin de plein droit par la faillite de l'intermédiaire en bourse, le retrait de l'agrément qui lui a été accordé ou par l'interdiction définitive d'exercice de l'activité de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières.

Section 3

De la tenue de marché

Art. 43. - La tenue de marché ne peut porter que sur les listes de créance.

Art. 44. - L'intermédiaire en bourse qui entend agir comme teneur de marché sur une ou plusieurs valeurs mobilières, en fait la demande à la bourse des valeurs mobilières de Tunis et lui présente un dossier comprenant notamment :

- copie de l'agrément qui lui a été accordé en qualité de teneur de marché par le conseil du marché financier,
- la désignation de la valeur ou des valeurs mobilières sur lesquelles il s'engage à effectuer des opérations de tenue de marché,
- les conditions dans lesquelles il définit ses engagements vis-à-vis du marché en qualité de teneur de marché,
- une copie de tout contrat de tenue de marché qu'il aurait conclu avec un émetteur,
- l'engagement de porter à la connaissance de la bourse des valeurs mobilières de Tunis toutes conditions particulières de tenue de marché qu'il viendrait à mettre en œuvre en accord avec l'émetteur.

Art. 45. - La bourse des valeurs mobilières de Tunis notifie sa décision à l'intermédiaire en bourse dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande et des pièces à l'appui.

En cas de décision favorable, la bourse des valeurs mobilières de Tunis la publie par avis au bulletin de la bourse.

En cas de refus, sa décision est motivée.

Cette décision est susceptible de recours devant le conseil du marché financier.

Art. 46. - Tout intermédiaire en bourse agréé en qualité de teneur de marché qui souhaite cesser d'opérer sur une valeur mobilière déterminée en informe la bourse des valeurs mobilières de Tunis.

La bourse des valeurs mobilières de Tunis porte cette information à la connaissance du public par avis publié au bulletin de la bourse.

L'intermédiaire en bourse ne peut cesser d'opérer sur la valeur mobilière indiquée qu'à l'expiration d'un délai de 5 jours de bourse après la publication dudit avis.

Art. 47. - Tout intermédiaire en bourse agréé en qualité de teneur de marché qui a cessé d'opérer sur une valeur mobilière déterminée ne peut s'engager à nouveau sur cette valeur mobilière qu'au terme d'un délai de 3 mois.

Art. 48. - L'intermédiaire en bourse fait connaître publiquement ses conditions d'intervention sur chaque valeur pour laquelle il est teneur de marché, et ce, à travers un communiqué publié au bulletin officiel du conseil du marché financier et au bulletin de la bourse des valeurs mobilières de Tunis.

CHAPITRE III

Des obligations des intermédiaires en bourse

Section I

Des obligations générales

Art. 49. - L'intermédiaire en bourse doit ouvrir pour chaque client un compte dans lequel il inscrit obligatoirement toutes les espèces et tous les titres relatifs aux opérations qu'il conclut pour ledit client y compris celles réalisées dans le cadre d'une convention de gestion de portefeuille de valeurs mobilières. Ce compte doit être individualisé par un identifiant unique qui doit être porté sur les correspondances et extraits que l'intermédiaire en bourse adresse ou remet à son client.

L'identifiant unique du client ne peut être dévoilé par l'intermédiaire en bourse qu'au conseil du marché du financier.

L'intermédiaire en bourse est tenu, pour les titres qu'il reçoit en dépôt, de se conformer aux dispositions des articles 689 à 697 du code de commerce.

L'intermédiaire en bourse ne peut recevoir ou détenir de fonds que relativement aux opérations entrant dans le cadre de l'exercice de ses activités.

Art. 50. - Préalablement à l'ouverture d'un compte au nom d'une personne physique, l'intermédiaire en bourse vérifie l'identité et l'adresse de cette personne ainsi que sa capacité à s'engager.

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale, l'intermédiaire en bourse vérifie la validité des pouvoirs dont bénéficie son représentant légal ou la personne qu'il délègue à cet effet.

L'intermédiaire en bourse remplit un formulaire pour chaque client dont les mentions essentielles sont fixées par décision générale du conseil du marché financier.

Lorsqu'il s'agit d'un compte ouvert au nom d'une personne incapable, les mêmes renseignements sont exigés aussi bien du représentant que du représenté. En outre, le représentant doit remettre à l'intermédiaire en bourse le justificatif de sa qualité de représentant.

Les informations contenues dans les formulaires doivent être tenues à jour.

Art. 51. - L'intermédiaire en bourse doit s'attacher à connaître les capacités financières, l'expérience, les objectifs financiers et attentes de ses clients en fonction des

prestations à fournir et veiller à ce que ces derniers aient connaissance des risques inhérents à la nature des opérations qu'ils envisagent d'effectuer.

Pour les opérations effectuées dans le cadre d'une convention de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières, à la lumière des conclusions que l'intermédiaire en bourse tire des renseignements fournis par son client consignés dans un formulaire dont le modèle est agréé par le conseil du marché financier, il le répertorie dans l'une des catégories suivantes :

- client prudent dans ses placements,
- client acceptant un risque modéré dans ses placements,
- client acceptant le haut risque dans ses placements.

La mention de la catégorie identifiée doit être portée sur le formulaire visé à l'article 50 ci-dessus.

En outre, toute opération exécutée à la demande d'un client, malgré les conseils contraires de son intermédiaire en bourse, doit faire l'objet de la mention "opération sollicitée par le client" inscrite sur le document portant instruction du client.

Art. 52. - L'ouverture d'un compte auprès d'un intermédiaire en bourse donne lieu, obligatoirement, à l'établissement d'une convention écrite qui précise notamment les conditions d'utilisation de ce compte, les différents services auxquels il donne droit et les engagements réciproques des parties ainsi que les conditions générales pratiquées pour les opérations que l'intermédiaire en bourse propose à son client dans le cadre de ce compte.

Art. 53. - Lors de l'établissement de la convention de compte, l'intermédiaire en bourse remet au client le barème des commissions qui lui seront facturées en rémunération des services rendus.

La convention précise que toute modification des commissions est portée à la connaissance du client avec un délai de prise d'effet qu'elle prévoit.

Art. 54. - L'intermédiaire en bourse adresse à son client dans les cinq jours ouvrables qui suivent le jour de réalisation de ses opérations en bourse, un avis d'exécution indiquant le nombre de titres achetés ou vendus, le cours auquel l'ordre a été exécuté, le montant des courtages, droits, commissions, taxes et autres charges perçues et le montant net de la transaction dont son compte a été crédité ou débité.

Il lui adresse en outre, périodiquement, un état de son compte lorsque le compte présente un solde en espèces ou en titres. La périodicité de cet état, au moins trimestrielle, ainsi que son contenu, sont fixés par la convention de compte.

Art. 55. - Dans le cas où le client d'un intermédiaire en bourse demande le transfert de son compte auprès d'un autre intermédiaire en bourse, il doit être procédé contradictoirement entre les parties à l'arrêt de la composition du portefeuille; un procès-verbal en est dressé.

S'il n'y a pas de contestation entre les parties, les fonds liquides sont restitués directement au client et les titres sont transférés dans le compte préalablement ouvert par ce dernier auprès du nouvel intermédiaire en bourse qu'il a choisi dans un délai ne dépassant pas trois jours de bourse.

l'intermédiaire en bourse auquel un transfert de compte est demandé doit le porter à la connaissance de la société interprofessionnelle de dépôt, de compensation et de règlement.

Art. 56. - L'intermédiaire en bourse personne physique doit se faire ouvrir auprès d'une banque de son choix, un compte professionnel qu'il réserve exclusivement aux espèces revenant à ses clients.

Art. 57. - Les sommes que l'intermédiaire en bourse détient pour le compte de ses clients sont réputées constituer un dépôt à vue.

Art. 58. - Les intermédiaires en bourse sont tenus de porter sur les documents qu'ils utilisent, la mention "intermédiaire en bourse" et la référence et la date de leur agrément définitif.

Art. 59. - Les intermédiaires en bourse sont responsables de la bonne négociabilité matérielle et juridique des titres qu'ils offrent sur le marché.

Ils sont réputés détenir les titres qu'ils vendent et les fonds nécessaires aux règlements des achats qu'ils effectuent sur le marché nonobstant l'opposition de toute exception.

Art. 60. - Dans un délai maximum de 5 jours de bourse à compter de la délivrance de l'attestation de négociation ou d'enregistrement en bourse par cette dernière, l'intermédiaire en bourse vendeur et l'intermédiaire en bourse acheteur doivent remettre à la société émettrice ou à l'organisme chargé de la tenue du registre des actionnaires les documents nécessaires à la radiation et à l'immatriculation sur ce registre de transfert.

Art. 61. - Tous les ordres de bourse, qu'ils soient initiés par l'intermédiaire en bourse ou donnés par le client, doivent être établis, au moins, en deux exemplaires dûment horodatés et signés par le donneur d'ordre et intermédiaire en bourse. L'un des deux exemplaires est conservé par l'intermédiaire en bourse, l'autre est remis au donneur d'ordre.

Les ordres reçus de la clientèle par les services de l'intermédiaire en bourse et les ordres reçus par l'entremise d'un organisme collecteur distinct ainsi que les ordres initiés par les services de l'intermédiaire en bourse visés aux articles 37 et 38 ci-dessus, dans le cadre d'une convention de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières, sont transmis au personnel de l'intermédiaire en bourse affecté à la négociation qui doit procéder, de nouveau, à leur horodatage selon la chronologie de leur réception par ce dernier avant d'être exécutés sur le marché.

Art. 62. - Les intermédiaires en bourse sont tenus de contracter une police d'assurance contre les risques matériels inhérents à leurs activités dont notamment la perte, le vol et la destruction des fonds et valeurs mobilières qui leur sont confiés par les clients.

Le premier jour ouvrable de chaque année, l'intermédiaire en bourse doit déposer auprès du conseil du marché financier, les justificatifs du paiement de la prime, de la nature des risques couverts et de l'étendue de la garantie.

Le conseil du marché financier peut exiger, compte tenu de l'importance des activités de l'intermédiaire en bourse, une extension de la couverture prévue par la police d'assurance.

Art. 63. - L'intermédiaire en bourse doit obtenir l'accord du conseil du marché financier avant de transférer ses activités, en tout ou en partie, dans un nouveau local ou d'ouvrir un établissement, une succursale ou une agence.

L'intermédiaire en bourse société anonyme doit obtenir l'accord du conseil du marché financier avant de nommer un nouveau dirigeant ou de créer une filiale.

L'intermédiaire en bourse société anonyme doit notifier au conseil du marché financier toute modification affectant la composition de son capital.

Art. 64. - Les intermédiaires en bourse sont tenus de pourvoir à la sauvegarde d'une copie des données conservées sur support informatique à l'extérieur de leurs locaux.

Art. 65. - Il est interdit à un intermédiaire en bourse de recourir aux services d'un autre intermédiaire en bourse pour réaliser une opération de négociation en bourse pour son propre compte.

Section 2

Des livres, des registres et des états financiers

Art. 66. - L'intermédiaire en bourse doit tenir un registre des ordres d'achat et de vente reçus ou initiés qui mentionne :

- 1) le sens de l'ordre,
- 2) la désignation et les caractéristiques de la valeur mobilière,
- 3) le nombre de titres,
- 4) l'indication du cours stipulé par le client;
- 5) le compte sur lequel l'ordre porte ainsi que l'identifiant unique de son titulaire,
- 6) le nom du donneur d'ordre;
- 7) la date et l'heure de la réception de l'ordre par l'intermédiaire ainsi que la date et l'heure de sa réception par le personnel affecté à la négociation,
- 8) l'indication que l'ordre est donné par le client ou initié par l'intermédiaire en bourse en vertu d'une convention de gestion de portefeuille de valeurs mobilières,
- 9) le prix d'exécution de l'ordre et la quantité exécutée,
- 10) la date et l'heure d'exécution de l'ordre,
- 11) la précision que l'ordre a été exécuté totalement ou partiellement ou qu'il n'a reçu aucune exécution.

Art. 67. - L'intermédiaire en bourse doit tenir un registre spécial sur lequel il enregistre les opérations de contrepartie, un registre spécial pour les opérations effectuées pour le compte des personnes placées sous son autorité, un autre pour celles effectuées pour le compte des dirigeants détenant plus que 30 % de son capital et un registre spécial pour ses participations et placements ordinaires.

Art. 68. - Les registres sont tenus sans blancs ni ratures et sont arrêtés quotidiennement.

Art. 69. - Les registres que les intermédiaires en bourse doivent tenir peuvent l'être sur des supports informatiques sous les conditions suivantes :

- 1 - formuler une demande en ce sens, au conseil du marché financier, accompagnée d'un exemplaire des programmes dont l'utilisation est envisagée et obtenir son accord,

2 - donner toutes les indications sur la nature du matériel à utiliser, ses caractéristiques techniques ainsi que sur le lieu de son utilisation,

3 - s'engager à n'apporter aucune modification aux programmes déposés auprès du conseil du marché financier sans son accord préalable.

Art. 70. - Les registres, les supports informatiques et autres documents constatant les opérations réalisées doivent être conservés par l'intermédiaire en bourse pendant 15 ans.

En Cas de cessation d'activité d'un intermédiaire en bourse, pour quelque cause que ce soit, lesdits registres, supports informatiques et documents sont déposés auprès de l'association des intermédiaires en bourse où ils seront conservés pour la période de conservation qui reste à courir.

Art. 71. - Chaque intermédiaire en bourse doit faire la ségrégation, au sein de la tenue de sa comptabilité, entre les participations et placements qu'il détient au titre de la contrepartie, ceux qu'il détient au titre de la garantie de bonne fin d'émissions, ceux qu'il détient au titre de la tenue de marché, les actions qu'il détient au titre de portage et les autres participations et placements.

Art. 72. - L'intermédiaire en bourse dépose dans les 90 jours suivant la date de clôture de l'exercice, auprès du conseil du marché financier, les états financiers prévus par la législation en vigueur.

Les intermédiaires en bourse sociétés anonymes doivent faire accompagner lesdits états par le rapport du commissaire aux comptes.

En outre, chaque intermédiaire en bourse doit adresser au conseil du marché financier, à la fin de chaque mois :

- un état récapitulatif des opérations effectuées pour le compte de la clientèle,
- un état récapitulatif des opérations effectuées pour le compte d'organismes de placements collectifs en valeurs mobilières,
- un état récapitulatif des opérations effectuées pour son propre compte,
- un état récapitulatif des opérations effectuées pour le compte des personnes placées sous son autorité,
- un état récapitulatif des opérations effectuées pour le compte de ses dirigeants,
- un état récapitulatif des commissions sur les transactions boursières versées à la bourse des valeurs mobilières de Tunis.

Ces états récapitulatifs doivent être établis selon les modèles fixés par le conseil du marché financier.

Section 3

Des règles déontologiques

Art. 73. - Chaque intermédiaire en bourse doit exercer ses activités avec honnêteté et loyauté en respectant l'intégrité du marché.

Il doit s'interdire tout comportement visant à induire autrui en erreur.

Il doit s'interdire tout comportement qui est de nature à porter atteinte à la profession.

L'association des intermédiaires en bourse établit un pacte d'honneur auquel ses membres sont tenus d'adhérer.

Art. 74. - L'intermédiaire en bourse doit faire preuve, dans l'exercice de ses activités, du soin et de la diligence que l'on peut attendre d'un professionnel avisé placé dans les mêmes circonstances.

Il doit notamment veiller à ce que les ordres reçoivent la meilleure exécution en termes de délai et de prix.

Art. 75. - Les ordres des clients ont toujours priorité sur les ordres initiés pour le compte de l'intermédiaire en bourse, de ses dirigeants et des personnes placées sous son autorité à quelque titre que ce soit.

Art. 76. - L'intermédiaire en bourse doit s'efforcer de prévenir les conflits d'intérêts et, lorsqu'il ne peut le faire, il doit les résoudre équitablement.

Art. 77. - L'intermédiaire en bourse doit s'abstenir de façon absolue d'utiliser, pour son propre compte, une information non publique.

Il doit mettre en place une organisation et des structures assurant l'indépendance des activités exercées et prévenant la circulation induite d'informations.

Il doit mettre en œuvre les moyens nécessaires à la prévention des agissements qui peuvent fausser le fonctionnement normal du marché ou qui permettent d'obtenir un avantage au détriment d'un ou de plusieurs intervenants.

Art. 78. - L'intermédiaire en bourse doit établir un règlement intérieur qui prévoit notamment :

- les conditions dans lesquelles ses dirigeants et les personnes placées sous son autorité peuvent effectuer les opérations sur valeurs mobilières pour leur compte propre et les conditions dans lesquelles ils l'informent de ces opérations,
- les dispositions prises en vue d'éviter la circulation induite d'informations confidentielles,
- les conflits d'intérêts pouvant surgir et les modes de leur résolution.

Une copie de ce règlement intérieur est déposée au conseil du marché financier.

Art. 79. - L'intermédiaire en bourse ne doit pas utiliser les titres et les fonds de ses clients pour son propre compte.

Art. 80. - Les dirigeants de l'intermédiaire en bourse et les personnes placées sous son autorité, à quelque titre que ce soit, ne peuvent effectuer des opérations pour leur propre compte que par le biais du compte titres domicilié chez ce même intermédiaire en bourse.

Art. 81. - Les personnes placées sous l'autorité d'un intermédiaire en bourse, à quelque titre que ce soit et ayant la responsabilité d'une valeur, ne peuvent pas effectuer des opérations pour leur propre compte sur cette valeur.

Article 82. - L'intermédiaire en bourse doit informer le conseil du marché financier de toute sanction disciplinaire prise à l'encontre d'un membre de son personnel pour non respect de ses obligations professionnelles.

L'identité de la personne sanctionnée et les motifs de la sanction sont également communiqués au conseil du marché financier.

Art. 83. - L'intermédiaire en bourse ne peut employer à ses services toute personne qui fait l'objet d'une condamnation pour faux en écriture, pour vol, pour abus de confiance, pour escroquerie, pour extorsion de fonds ou

valeurs, pour soustraction commise par dépositaire public, pour émission de chèque sans provision, pour recel de choses obtenues à l'aide de ces infractions et pour infraction à la réglementation des changes.

Art. 84. - Les banques qui exercent les activités de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte d'autrui, de tenue de comptes de valeurs mobilières, ou d'agent de transfert ainsi que de collecte d'ordres de bourse, et le personnel affecté à l'accomplissement de ces activités sont soumis aux dispositions des articles 37, 38, 39, 40, 41, 42, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 61, 66, 68, 69, 70, 71, 73, 74, 75, 76, 77, 79 et 80 du présent statut.

Art. 85. - Les banques qui s'adonnent aux activités citées à l'article précédent doivent les exercer, sous le contrôle du conseil du marché financier, en ségrégation des autres activités de la banque et désigner une personne qui sera l'interlocuteur du conseil du marché financier.

Le conseil du marché financier transmet, le cas échéant, aux autorités compétentes, les constatations relevées, pour attribution.

Section 4

Le responsable du contrôle

Art. 86. - L'intermédiaire en bourse doit désigner un responsable du contrôle qui lui rend directement compte de sa mission.

Le responsable du contrôle veille au respect par les personnes placées sous l'autorité de l'intermédiaire en bourse ou agissant pour son compte des règles de déontologie qui leur sont applicables et adresse, semestriellement, au conseil du marché financier un rapport sur l'exercice de ses activités. Il est l'interlocuteur du conseil du marché financier pour les questions d'ordre déontologique et il est le destinataire des mesures que le conseil du marché financier prend en la matière.

Sa désignation doit être approuvée par le conseil du marché financier. Il doit répondre aux conditions n° 1, 2, 3, 4, 5 et 6 fixées à l'article 1er du présent décret.

Le conseil du marché financier doit être informé de toute décision mettant fin aux fonctions du responsable du contrôle ainsi que des motifs de la décision.

L'intermédiaire en bourse met à la disposition du responsable du contrôle les moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Le responsable du contrôle auprès d'un intermédiaire en bourse perd sa qualité en quittant cet intermédiaire en bourse.

Section 5

Des règles prudentielles

Art. 87. - Pour ses participations et placements en valeurs mobilières ainsi que pour ses activités de contrepartie, de tenue de marché, de garantie de bonne fin d'émissions et de portage d'actions, l'intermédiaire en bourse doit disposer, en permanence, de fonds propres nets

égaux ou supérieurs à la somme des fonds propres nets destinés à couvrir les risques inhérents aux valeurs qui composent son portefeuille.

L'évaluation des risques par catégorie de valeurs mobilières et type de marché est calculée selon des taux de risque déterminés par une décision générale du conseil du marché financier.

Art. 88. - Lorsque l'intermédiaire en bourse constate une insuffisance de ses fonds propres nets par rapport à la couverture exigée des risques, il doit en informer le conseil du marché financier le premier jour ouvrable qui suit cette constatation et il doit régulariser sa situation, dans les 48 heures, sauf si le conseil du marché financier lui accorde un délai plus long.

CHAPITRE IV

Dispositions diverses

Art. 89. - L'arrêté du ministre du plan et des finances du 18 janvier 1990, fixant statut des intermédiaires en bourse est abrogé.

Toutefois, les intermédiaires en bourse en exercice à la date de la publication du présent décret ont un délai d'une année pour se conformer aux dispositions des articles 3, 4, 5, 86 et 87 de ce décret.

Art. 90. - Le ministre des finances et le président du conseil du marché financier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 1er novembre 1999.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATION

Par décret n° 99-2505 du 5 novembre 1999.

Monsieur Moujahed Nasri, conseiller des services publics au ministère des finances, est chargé des fonctions de trésorier régional des finances à Bizerte.

En application des dispositions de l'article 23 du décret n° 99-630 du 22 mars 1999, l'intéressé bénéficie du rang et avantages de directeur d'administration centrale.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Décret n° 99-2513 du 8 novembre 1999, portant approbation du statut particulier du personnel de l'office des mines.

(Texte publié en arabe).

Décret n° 99-2514 du 8 novembre 1999, portant approbation du statut particulier du personnel de l'entreprise tunisienne d'activités pétrolières.

(Texte publié en arabe).

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2545 du 8 novembre 1999.

Monsieur Abdelwaheb Basly, inspecteur principal de la jeunesse et des sports, est chargé des fonctions de commissaire régional à la jeunesse et à l'enfance de Zaghouan.

En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 93-1129 du 10 mai 1993, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages accordés à un directeur général d'administration centrale.

Par décret n° 99-2506 du 3 novembre 1999.

Monsieur Abderrahman Jradi, inspecteur de la jeunesse et des sports du 1er degré, est chargé des fonctions de commissaire régional à la jeunesse et à l'enfance de Monastir.

En application des dispositions de l'article 3 du décret n° 93-1129 du 10 mai 1993, l'intéressé bénéficie des indemnités et avantages accordés à un sous-directeur d'administration centrale.

**Liste des agents à promouvoir au grade
d'inspecteur de la jeunesse et des sports du 2ème
degré au titre de l'année 1997**

- Belhassen Malouche
- Mohamed Ridha Lâabidi.
- Mohamed Nejib Mâatar.
- Mohamed Ali Khadhraoui.
- Kamel Châari.
- Mohamed Lamjed Amroussi.

MINISTERE DU TRANSPORT

Arrêté du ministre du transport du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens à l'institut national de la météorologie relevant du ministère du transport.

Le ministre du transport,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 82-1229 du 2 septembre 1982, portant dispositions dérogatoires pour la participation aux concours de recrutement à titre d'externe tel qu'il a été complété par le décret n° 92-1551 du 28 août 1992,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, portant statut particulier au corps technique commun des administrations publiques,

Vu l'arrêté du ministre du transport du 14 août 1997, fixant le règlement et le programme des deux concours externe et interne sur épreuves pour le recrutement d'ingénieurs adjoints au ministère du transport et aux établissements publics à caractère administratif qui lui sont rattachés,

Arrête :

Article premier. - Le concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens est ouvert aux candidats âgés de trente cinq (35) ans au plus et titulaires :

1) du diplôme de technicien supérieur délivré par les institut supérieurs des études technologiques ou par l'institut nationale des sciences appliquées et de technologie ou d'un diplôme admis en équivalence,

2) ou d'un diplôme de formation homologué au niveau prévu au paragraphe premier susvisé,

3) ou d'un diplôme scientifique à caractère technique du premier cycle de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme admis en équivalence.

L'âge maximum est apprécié à compter du premier jour d'inscription dans un bureau de l'emploi pour les concours ouverts durant les cinq années qui suivent cette inscription. A défaut d'inscription du candidat dans un bureau de l'emploi, l'âge maximum est apprécié le 1er janvier de l'année d'ouverture du concours.

Art. 2. - L'arrêté d'ouverture du concours fixe :

- le nombre d'emplois mis en concours et leur répartition éventuelle selon les différents postes d'affectation,

- la date de clôture de la liste d'inscription,

- la date et le lieu de déroulement des épreuves,

- le lieu et l'adresse où les dossiers de candidatures doivent être déposés ou adressés par lettre recommandée.

Art. 3. - Les candidats au concours susvisé doivent déposer ou adresser par lettre recommandée leurs dossiers de candidatures comprenant les pièces suivantes :

A) Lors du dépôt de la candidature :

1) une demande de candidature,

2) une photocopie de la carte d'identité nationale,

3) une photocopie du diplôme, accompagnée en ce qui concerne les diplômes étrangers d'une photocopie de l'attestation d'équivalence,

Il n'est pas nécessaire que la signature soit légalisée et que les photocopies de ces pièces soient certifiées conformes aux originaux.

Le candidat qui a dépassé l'âge légal, doit joindre aux pièces sus-énumérées, une attestation justifiant l'accomplissement par l'intéressé de services civils effectifs ou l'inscription à un bureau de l'emploi.

B - Après l'admissibilité au concours :

Le candidat doit compléter son dossier des pièces essentielles nécessaires et notamment :

1) un extrait du casier judiciaire datant de moins d'un an,

2) un extrait de l'acte de naissance datant de moins d'un an,

3) un certificat médical datant de moins de trois mois, attestant que le candidat remplit les conditions d'aptitude physique et mentale nécessaires pour l'exercice de ses fonctions sur tout le territoire de la République,

4) une photocopie dûment certifiée conforme à l'original du diplôme.

Art. 4. - Toute candidature parvenue après la clôture de la liste d'inscription est obligatoirement rejetée, le cachet de la poste ou la date d'enregistrement au bureau d'ordre central faisant foi.

Art. 5. - La liste des candidats admis à concourir est arrêtée définitivement par le ministre du transport après examen des dossiers de candidature par le jury du concours.

Art. 6. - Le concours susvisé comporte des épreuves écrites pour l'admissibilité et une épreuve orale pour l'admission :

A) Epreuves écrites :

1) une épreuve concernant l'organisation administrative de la République Tunisienne,

2) une épreuve technique.

B) Epreuve orale :

Une question portant sur un sujet tiré du programme de l'épreuve technique annexé au présent arrêté suivie d'une discussion avec les membres du jury du concours.

Le choix du sujet doit se faire par tirage au sort.

Au cas où le candidat voudrait changer de sujet, la note qui lui sera attribuée doit être divisée par deux.

Le programme des épreuves écrites et orales est fixé en annexe jointe au présent arrêté.

La durée et les coefficients appliqués à chacune des épreuves sont fixés ainsi qu'il suit :

Nature de l'épreuve	Durée	Coefficient
1) Epreuves écrites :		(04)
* épreuve d'organisation administrative	3 heures	01
* épreuve technique	4 heures	03
2) Epreuve orale :		(01)
- préparation	15 mn	
- exposé	15 mn	
- discussion	15 mn	

Art. 7. - Les épreuves sont rédigées indifféremment en langue arabe ou en langue française selon le choix du candidat.

Néanmoins, les candidats ayant opté pour la rédaction des épreuves écrites en langue française sont tenus de rédiger au moins une des épreuves prévues à l'article 6 ci-dessus en langue arabe.

Le jury du concours constatera dans le procès-verbal de ses délibérations l'annulation de l'ensemble des épreuves de tout candidat qui n'aura pas respecté les dispositions du présent article.

Art. 8. - Les épreuves du concours sont appréciées par un jury dont la composition est fixée par arrêté du Premier ministre.

Art. 9. - Les épreuves écrites sont soumises à une double correction.

Il est attribué à chacune des épreuves écrites une note variant de zéro (0) à vingt (20). La note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux notes attribuées.

Au cas où l'écart entre les deux notes attribuées à une épreuve écrite est supérieur à quatre (04) points, l'épreuve est soumise à l'appréciation de deux autres correcteurs. La note définitive est égale à la moyenne arithmétique des deux dernières notes.

Art. 10. - Toute note inférieure à six (06) sur vingt (20) est éliminatoire.

Art. 11. - Nul ne peut être admis à participer à l'épreuve orale s'il n'a obtenu quarante (40) points au moins aux épreuves écrites.

Il est attribué à l'épreuve orale une note variant de zéro (0) à vingt (20).

Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu un total de cinquante (50) points au moins pour l'ensemble des épreuves.

Si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de points à l'ensemble des épreuves, la priorité est accordée au plus âgé.

Art. 12. - Les candidats déclarés admissibles sont informés par lettres individuelles ou par affichage dans les locaux de l'administration, du lieu et de la date de déroulement de l'épreuve orale.

Art. 13. - Le président du jury peut constituer des sous-commissions pour faire passer, aux candidats admissibles, l'épreuve orale.

Art. 14. - Les candidats ne peuvent disposer pendant la durée des épreuves écrites et orales, ni de livres, ni de brochures, ni de notes, ni de tout autre document de quelque nature que ce soit.

Art. 15. - Nonobstant les poursuites pénales de droit commun toute fraude ou tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion immédiate du candidat de la salle d'examen, l'annulation des épreuves subies par l'intéressé et l'interdiction de participer pendant cinq (05) ans à tout concours ou examen administratifs ultérieurs.

Cette interdiction sera prononcée par arrêté du ministre du transport sur proposition du jury du concours.

Toute fraude ou tentative de fraude doit faire l'objet d'un rapport circonstancié du surveillant ou de l'examineur qui l'a constatée.

Art. 16. - Le jury du concours procède au classement des candidats par ordre de mérite et propose deux listes des candidats pouvant être admis définitivement :

A) La liste principale.

B) La liste complémentaire : cette liste est établie dans la limite de 50% au maximum du nombre des candidats inscrits sur la liste principale, elle permet le cas échéant à l'administration de remplacer les candidats inscrits sur la liste principale et qui n'ont pas rejoint leur poste d'affectation.

Art. 17. - La liste principale et la liste complémentaire des candidats admis définitivement au concours externe sont arrêtées définitivement par le ministre du transport.

Art. 18. - L'administration proclame la liste principale et invite les candidats admis à rejoindre leurs postes d'affectation.

Au terme du délai maximum d'un mois après la date de proclamation de la liste principale, l'administration doit mettre en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception les candidats défaillants en les invitant à rejoindre leurs postes dans un délai maximum de 15 jours, faute de quoi ils sont radiés de la liste principale des candidats admis au concours et remplacés par ceux inscrits par ordre de mérite sur la liste complémentaire.

Le recours à la liste complémentaire prend fin dans un délai maximum de six (06) mois après la proclamation de la liste principale.

Art. 19. - Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées et notamment celles de l'arrêté du ministre du transport du 14 août 1997 susvisé.

Art. 20. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Transport

Houssine Chouk

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

ANNEXE

Programme du concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens à l'institut national de la météorologie relevant du ministère du transport

I – Epreuve d'organisation administrative :

A – Organisation administrative de la Tunisie :

- * centralisation, décentralisation et déconcentration,
- * administration locale et collectivités locales,
- * établissements publics et groupements professionnels.

B – Budget de l'Etat :

- * définition,
- * préparation et vote de budget,
- * contrôle d'exécution de budget : contrôle administratif, judiciaire et politique.

C – Marchés de l'Etat :

- * textes réglementaires,
- * préparation d'un marché,
- * exécution d'un marché et sa régularisation définitive.

D – Statuts généraux et particuliers :

- statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif,
- statut particulier au corps technique commun des administrations publiques.

E - Organisation et attributions du ministère du transport.

II - Epreuve technique :

A) Spécialité bâtiment :

- nature et qualité physique et mécanique des sols : différents terrains, sondages, contraintes des sols, force portante...

- superstructures et gros oeuvres :

* fondations : différents types de fondations, conditions d'exécution, avantages et inconvénients de chaque méthode, conception et calcul des structures simples,

* murs : divers types de murs, cloisons, murs rideaux, stabilité des murs et leur ouverture, différents types et caractéristiques de la maçonnerie, plafonds...

* planchers, jointement et rejointement-joints de dilatation et de rupture, enduits aux liants hydrauliques, percements et scellements, conduite, gaine et supports, travaux de platerie, ouvrages en stuc-escaliers, carrelages et différents produits céramiques.

- divers travaux d'équipement et de protection .

* structures en bois,

* équipements en plomb, serrurerie et quincaillerie du bâtiment,

* canalisation d'évacuation : fosses septiques et égouts,

* étanchéité, isolation thermique, acoustique et antivibratile,

* engins pour l'exécution des travaux de bâtiment : engins de terrassement, de lavage, d'échafaudages, bétonnières...

- Matériaux traditionnels :

* agrégat, chaux, ciment, sable, plâtre, mortier et béton,

* mise en oeuvre : coffrage, transport du béton, épandage et vibration, béton coulé sous l'eau,

- constitution d'un dossier d'exécution : pièces écrites, plan différents lots et ce, pour la construction d'une école ou d'un hôpital ou d'un immeuble d'habitation,

- indication sur les coûts des principaux postes de travail,

- différentes surcharges d'exploitation adoptées pour les bâtiments (bureaux, écoles, boutiques, salles de spectacles...).

B) Spécialité génie civil :

- généralités sur l'écoulement des eaux : répartition hydrostatique des hydrauliques,

- matériaux et procédés de construction : agrégat et liants hydrauliques,

- les fondations,

- géotechnique et laboratoire :

* description des divers types d'appareils d'essai sur terrain,

* mode opératoire et domaine d'application,

* technique employée pour l'exécution de sondage en milieu bouillant,

* technique de repêchage de tube de sondage,

* technique d'essai d'eau, description et mode opératoire,

- * technique de prise d'échantillons intacts et leur conservation,
- * établissement d'une coupe de sondage sur chantier,
- * essai de laboratoire,
- * description des divers essais, matériel employé et interprétation des résultats,
- résistance des matériaux : structures isostatiques et hyperstatiques,
- bâtiments : gros oeuvres et seconds oeuvres,
- topographie.

C) Spécialité mécanique :

- notions de cinématique : cinématique d'un corps solide (translation, rotation, mouvement hélicoïdal, composition des vitesses et des accélérations, vitesse de glissement, etc...),
- notions de dynamique : généralités sur le mouvement d'un corps solide autour d'un point fixe, équations du mouvement, formule d'EULER, théorème de POINSON, mouvement d'un solide pesant suspendu par un point,
- technologies :
 - * études des engrenages,
 - * train de roues dentées ,
 - * mouvements différentiels,
 - * liaisons : principes et procédés,
 - * organes d'assemblage élémentaire,
 - * immobilisation relative de deux pièces de machines,
 - * mouvement relatif de deux pièces de machines,
- organes de transmissions mécaniques : embrayages, freins, transmission du mouvement circulaire, organes de variation de vitesse, organes de transmission avec transformation de mouvement,
- matériaux : différents matériaux, sidérurgie, métallurgie de métaux non ferreux, produits sidérurgiques, métaux et alliages non ferreux, bois, matières premières industrielles d'origines organique ou minérale,
- machines-outils à métaux : tours, faiseuses, perceuses, raboteuses, étaux-limeurs, aléseuses, machines à scier les métaux, machines de coupe, machines à meuler et rectifier,
- dessins industriels (les candidats doivent se munir de tout le matériel et fournitures nécessaires l'exécution des dessins).

D) Spécialité électricité :

- lois du courant continu,
- électromagnétisme :
 - * formules de l'électromagnétisme,
 - * champ magnétique produit par les courants,
 - * induction d'un courant,
 - * action d'un champ d'induction de forces électromagnétiques,
 - * induction électromagnétique,
 - * force électromotrice et courant induits,
 - * auto-induction,
 - * énergie magnétique,
 - * grandeurs et unités,

- courant alternatif sinusoïdal,
- courant triphasé,
- appareils de mesure,
- condensateurs,
- généralités sur les machines électriques,
- généralités sur les générateurs et les moteurs,
- généralités sur les transformateurs (conséquences l'électromagnétisme),
- machines à courant continu de type courant,
- dynamo,
- réversibilité de la dynamo-moteur,
- fonctionnement des machines à courant continu,
- accumulateurs, technologie, fonctionnement et charge,
- machine à courant alternatif de type courant,
- alternateurs,
- moteurs synchrones,
- transformateurs,
- organes de commande des machines électriques,
- commande électromécanique des moteurs,
- démarrage,
- commande automatique,
- servomécanisme, régulation de tension, de vitesse et de position,
- applications de la commande électrique,
- groupes électro-moteur de pompes,
- engins de terrassement, de génie civil, manutention mécanique, transporteurs et téléphérique,
- chauffages électrique,
- matériaux,
- schémas électriques.

E) Spécialité météorologie :

1 - Epreuves communes :

1.1 Météorologie physique :

- définition des éléments météorologiques : température, vent, pression atmosphérique, humidité, isolation et rayonnement, précipitations et évaporation,
- définition du temps, du climat et des zones climatiques,
- composition de l'air atmosphérique,
- relation entre le vent et la pression atmosphérique,
- formation et classification des nuages,
- physique des nuages et formation des précipitations,
- phénomènes de rayonnement dans l'atmosphère.

1.2 Météorologie synoptique :

- principe du temps : temps solaire, temps civil, temps légal et temps universel,
- cartes synoptiques en surface et altitude,
- élaboration des prévisions météorologiques et leurs étapes,
- exploitation de l'imagerie satellitaire en météorologie,
- modèles de prévisions numériques.

2 - Epreuves à option :

2.1 Option prévisions générales et aéronautiques :

- phénomènes dangereux en météorologie,
- analyse et évolution du temps : cartes synoptiques en surface et en altitude,
- aérologie : diagramme (étalement et analyse de radiosondage),
- classification des masses d'air,
- codes météorologiques SYNOP, SHIP, TEMP, TEMPSHIP, PILOT, METAR, GRID, TAF, SPECI et SIGMET,
- élaboration des prévisions générales et des prévisions pour l'aéronautique,
- assistance météorologique au grand public, à la marine et l'aéronautique,
- bulletins météorologiques,
- prévision synoptique et interprétation des champs de modèles numériques : analyse, prévision et interprétation des différents champs de modèles numérique.

2.2 Option instruments et méthodes d'observation :

- mesure des éléments météorologiques : température, vent, pression atmosphérique, humidité, insolation et rayonnement, précipitations et évaporation,
- mesure du rayonnement solaire et de l'insolation,
- visibilité météorologique et portée visuelle de la piste,
- phénomènes météorologiques,
- codes météorologiques SYNOP, SHIP, TEMP, TEMPSHIP, PILOT, METAR, GRID, TAF, SPECI et SIGMET,
- différents types de stations d'observation météorologique : choix du site, procédés d'installation, de contrôle et d'entretien des instruments,
- observations météorologiques en surface et en altitude,
- méthodes d'observation et contrôle des données,
- réseau national de stations météorologiques,
- collecte des données météorologiques et documents climatiques,
- télédétection : les satellites météorologiques et le Radar.

2.3 Option climatologie :

- définition de la climatologie,
- éléments du climat,
- facteurs du climat,
- échelles climatologiques : spatiale et temporelle (macro, méso et microclimat),
- représentativité des données climatologiques,
- différents types de climat dans le monde,
- caractéristiques du climat méditerranéen,
- application de la climatologie dans les différents secteurs économiques : transport, agriculture, santé, urbanisme, énergie, industrie, tourisme, etc ...
- actions de l'homme sur le climat,

- changements climatiques,
- aspects du réchauffement climatique,
- traitement statistique des données climatologiques : populations, échantillons et séries climatologiques,
- traitement des données climatologiques,
- principaux paramètres caractérisant une série de données,
- représentation graphique des séries climatologiques,
- diverses lois statistiques utilisées en climatologie.

2.4 Option hydro-météorologie :

- formation des précipitations,
- mesure des précipitations : instruments et erreurs de mesure,
- évaporation : définition et méthodes de mesure,
- pouvoir évaporant de l'air atmosphérique,
- cycle de l'eau,
- homogénéité des séries pluviométriques : tests d'homogénéité,
- méthodes de comblement des séries pluviométriques,
- bassin versant : caractéristiques du réseau hydrographique,
- bilan d'eau d'un bassin versant,
- intensité de pluies, définition, traitement des pluviogrammes et applications,
- utilisation du Radar en hydro météorologie.

2.5 Option agrométéorologie :

- agrométéorologie : définition, utilisation et application des informations météorologiques à l'agriculture,
- réseau agrométéorologique,
- stations d'observation agrométéorologique :
 - * choix de site,
 - * procédés d'installation, de contrôle et d'entretien des instruments,
- mesures et observations agrométéorologiques,
- humidité du sol :
 - * méthodes de mesure,
 - * utilisation de ces méthodes en agrométéorologie,
 - * réserve d'eau du sol,
- observations phénologiques : phases phénologiques et fréquence d'observation,
- bilan énergétique,
- évapotranspiration potentielle : définition, méthodes de mesure et méthodes de calcul,
- bilan hydrique climatique : utilité, différentes composantes et méthodes de calcul,
- cycle de l'eau,
- élaboration de prévisions météorologiques spécialisées pour l'agriculture,
- assistance agrométéorologique : différentes formes d'assistance agrométéorologique,
 - moyens de diffusion de l'information agrométéorologique.

2.6 Option télécommunications météorologiques :

- organisation et réglementation des télécommunications météorologiques :

- * définition,
- * mode d'utilisation,
- * avantages et inconvénients du réseau en étoile, du réseau en conférence et du réseau point à point,
- électricité et radioélectricité :
- * différents modes de modulation et leurs intérêts,
- * amplificateurs et oscillateurs,
- * changement de fréquence,
- * propagation,
- * différentes couches ionisées,
- * propagation des ondes MF, HF, VHF et UHF,
- * effets de nuit et Fading,
- principe des appareils téléimprimeurs :
- * facteurs intervenant dans la technique des téléimprimeurs,
- * fuseaux horaires et signaux horaires,
- * réseau M.O.T.N.E : but, fonctionnement, configuration et champ d'action,
- système mondial de télécommunications (S.M.T) : fonctions, organisation et procédures d'exploitation,
- fonctions et responsabilités des centres de télécommunications météorologiques CMM, CRM, CRT et CMN,
- réseau principal de télécommunications,
- réseaux régionaux de télécommunications,
- réseaux nationaux,
- codes météorologiques et aéronautiques,
- codes SYNOP, code Q., METAR, SIGMET et AIREP,
- abréviations et termes techniques météorologiques.

F) Spécialité téléimprimeurs :

- sources d'énergie :
- * définition,
- * tolérance (limites acceptées),
- * représentations schématiques,
- * batteries de commutation,
- montage des téléimprimeurs :
- * définition d'une modulation des téléimprimeurs,
- * montage poste à poste,
- * exploitations à l'alternat (avec contrôle local électrique et modulation DC),
- * circuit de diffusion,
- * circuit de conférence,
- relais télégraphiques :
- * rôle des relais télégraphiques,
- * réglage de la symétrie d'un relai,
- * vérification du temps de passage d'un relai,
- vérification du seuil de sensibilité d'un relai,
- * montage double courant/double courant,

- * montage double courant / simple courant,
- * montage simple courant/double courant,
- * montage simple courant/simple courant,
- téléimprimeur électronique à page :
- * description de l'ensemble,
- * fonctionnement en émission,
- * fonctionnement en réception,
- voies télégraphiques :
- * voies aériennes,
- * voies souterraines,
- qualité télégraphique :
- * distorsion biaise,
- * distorsion fortuite ou accidentelle,
- * composition des distorsions.

G) Spécialité sismologie :

- composition interne de la terre,
- séismes :
- * définition et causes,
- * réparation à travers le globe,
- * théorie des plaques lithosphériques,
- ondes sismiques :
- * différents types d'ondes sismiques,
- * programmation et vitesse de propagation de ces ondes,
- sismomètres : principes et différents types,
- stations sismologiques télémétrées et stations sismologiques portables,
- analyse d'un séismogramme,
- échelles d'intensité et de magnitude d'un séisme,
- détermination des différents paramètres d'un séisme et méthodes de détermination de ces paramètres,
- enquête macrosismique,
- notions d'aléa et de risque sismique,
- mesures de protection contre les séismes,
- tectonique :
- * origine des forces tectoniques dans la terre,
- * déformation des roches,
- * déformation élastique,
- * déformation plastique,
- * rupture,
- * différents niveaux structuraux,
- * types de plis,
- * origine et évolution des plis,
- * tectonique cassante (les failles),
- * différents types de failles,
- séismotectonique :
- * principes,
- * classification de la croûte terrestre,
- * mouvements tectoniques,
- * données géologiques,
- * mécanismes aux foyers,
- * failles (normes, inverses et transformantes).

H) Spécialité électronique :

- circuits :
 - * transformation : loi de kirchoff,
 - * circuits oscillants et circuits couplés,
 - * couplage : but et principe,
 - * résonnance parallèle et résonnance série,
- stabilisation des tensions et courants :
 - * principe,
 - * différentes stabilisations,
- semi-conducteurs : principes généraux et emplois,
- amplificateurs :
 - * études des amplificateurs,
 - * polarisation et classe d'amplification,
- émetteurs et récepteurs :
 - * bloc-diagramme et caractéristiques,
 - * changement de fréquence et détection,
 - * commande automatique de volume,
 - * récepteurs radiophoniques et professionnels,
- antennes :
 - * différents types d'antennes,
 - * rayonnement au doublet : champ, digramme, énergie, rayonnée et résistance de rayonnement,
- propagation :
 - * différentes couches ionisées,
 - * propagation des ondes MF, HF, VHF et UHF,
- microprocesseurs :
 - * architecture de base d'un microprocesseur,
 - * différents modes d'adressage,
 - * périphériques.

I) Spécialité microprocesseurs :

- architecture de base d'un microprocesseur,
- différents modes d'adressage,
- différents types d'interruptions,
- périphériques,
- le microprocesseur MOTOROLA :
 - * architecture de base et caractéristiques,
 - * différents mode d'adressage,
 - * différents types d'interruptions,
 - * programmation,
- le microprocesseur INTEL :
 - * architecture de base et caractéristiques,
 - * différents modes d'adressage,
 - * différents types d'interruptions,
 - * programmation,
- le micro-ordinateur,
 - * architecture de base,
 - * unités externes,
 - * chemins des données et des instructions,
 - * langages de programmation,

- ordinateur à jeu d'instructions complexe (CISC) :
 - * architecture de base,
 - * schéma d'exécution,
 - * chemins des données et des instructions,
- ordinateur à jeu d'instructions réduit (RISC) :
 - * architecture de base,
 - * schéma d'exécution,
 - * chemins des données et des instructions.

J) Spécialité informatique :

- hardware :
 - * architecture de base d'un ordinateur (différentes unités),
 - * unités externes,
 - * supports externes des données,
 - * ordinateur à jeu d'instructions complexe (CISC) : architecture de base, schéma d'exécution et chemins des données et des instructions,
 - * ordinateur à jeu d'instruction réduit (RISC) : architecture de base, schéma d'exécution et chemins des données et des instructions,
- systèmes d'exploitation des ordinateurs :
 - * définition d'un système d'exploitation des ordinateurs et son rôle,
 - * architecture de base des systèmes d'exploitation des ordinateurs,
 - * système de gestion de la mémoire,
 - * système de gestion des entrées/sorties,
 - * système de gestion des fichiers,
 - * système de gestion des interruptions,
 - * notion d'un système multi-utilisateurs,
 - * notion d'un système multi-tâches,
- software :
 - * représentation des informations,
 - * systèmes de numération binaire, octal, décimal et hexadécimal,
 - * instructions,
 - * programmes et sous-programmes,
 - * algorithmique,
 - fichiers :
 - * définition des fichiers, avantages et inconvénients,
 - * opérations sur les fichiers : consultation, mise à jour, effacement, tri, fusion et transfert vers les supports externes,
 - * différents types d'organisation des fichiers,
 - * différents modes d'accès aux fichiers et leur comparaison,
 - bases de données :
 - * définition des bases de données et ses avantages,
 - * différents modèles d'organisation des bases de données,
 - * systèmes de gestion des bases de données : but et rôle,
 - * langage de définition des données,

- * langage de manipulation des données,
- * administration des bases de données,
- * sécurité, confidentialité et intégrité,
- * différentes opérations sur les bases de données : consultation, effacement, intégration et mise à jour,
- * indexage et hachage : notions générales, fonctions du hachage statique et du hachage dynamique,
- * recherche multi-clés,
- méthodologie de programmation LCP :
- * structure répétitive,
- * structure alternative,
- * structure complexe,
- * algorithme et organigramme,
- * dossier de programmation : composition et utilité,
- choix du langage de programmation : cobol ou Fortran ou Pascal (le candidat choisi le langage de programmation qu'il désire traitée parmi les trois langages proposés) :
- * forme du programme,
- * sous-programmes,
- * fonctions et procédures,
- * réalisation d'un programme,
- réseaux locaux de transmission des données :
- * définition,
- * différents types de réseaux locaux,
- * modèle ISO pour l'interconnexion des systèmes ouverts : différentes couches, fonction de chaque couche, standards et normes,
- * différentes topologies des réseaux locaux : représentation schématique, avantages et inconvénients,
- * différents modes d'accès : description, avantages et inconvénients,
- réseau mondial INTERNET : définition, caractéristiques et utilisations,
- réseau INTRANET : définition, caractéristiques et utilisations.

K) Spécialité télécommunications :

- réseaux de télécommunications :
- * définition,
- * différents types de réseaux,
- * réseaux téléphoniques,
- * réseau national de transmission des données,
- * réseau mondial INTERNET : définition, caractéristiques et utilisations,
- * réseau INTRANET : définition, caractéristiques et utilisations,
- transmission des données et protection contre les erreurs :
- * supports d'interconnexion,
- * types de transmission,
- * modulation et démodulation,

- * synchronisation,
- * partage des voies,
- * concentrateurs et routeurs,
- * techniques de protection contre les erreurs,
- * procédures de transmission BSC, SDLC et HDLC,
- réseaux locaux :
- * définition,
- * différents types de réseaux locaux,
- * modèle ISO pour l'interconnexion des systèmes ouverts : différentes couches, fonctions de chaque couche, standards et normes,
- * différentes topologies des réseaux locaux : représentation schématique, avantages et inconvénients,
- * différents modes d'accès : description, avantages et inconvénients,
- * techniques de contrôle de congestion,
- systèmes de câblage :
- * généralités sur les câbles, les connecteurs, les concentrateurs (HUB), les prises, les répartiteurs, les cartes de communication, les alimentations de secours (UPS), etc...
- * système de câblage BULL : caractéristiques, câbles, connecteurs, concentrateurs (HUB), prises, répartiteurs, cartes de communication, alimentations de secours (UPS)...
- * système de câblage (IBM) : caractéristiques, câbles, connecteur, concentrateurs (HUB), prises, répartiteurs, cartes de communication, alimentations de secours (VPS)...
- * immeubles intelligents : concept, caractéristiques, conception et installation,
- systèmes d'exploitation des réseaux d'ordinateurs :
- * buts et méthode de choix,
- * protection et confidentialité offertes par ses systèmes,
- * administration du système d'exploitation du réseau.

Arrêté du ministre du transport du 12 novembre 1999, portant ouverture d'un concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens à l'institut national de la météorologie relevant du ministère du transport.

Le ministre du transport,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 97-83 du 20 décembre 1997,

Vu le décret n° 99-821 du 12 avril 1999, portant statut particulier au corps technique commun des administrations publiques,

Vu l'arrêté du ministre du transport du 27 mai 1999, fixant le nombre de postes à pourvoir par voie de recrutements internes et externes et la promotion au choix au titre de la gestion 1999, relativement aux grades d'ingénieur général, d'ingénieur en chef et de technicien et au grade de chef de laboratoire en chef à l'institut national de la météorologie relevant du ministère du transport,

Vu l'arrêté du ministre du transport du 12 novembre 1999, fixant les modalités d'organisation du concours externe sur épreuves pour le recrutement de techniciens à l'institut national de la météorologie relevant du ministère du transport,

Arrête :

Article premier. - Est ouvert, à l'institut national de la météorologie relevant du ministère du transport, un concours externe sur épreuves pour le recrutement de deux (02) techniciens dans la spécialité électronique.

Art. 2. - Les épreuves du concours susvisé se dérouleront à Tunis, le 27 décembre 1999 et jours suivants.

Art. 3. - La liste d'inscription au concours susvisé sera close le 27 novembre 1999.

Tunis, le 12 novembre 1999.

Le Ministre du Transport

Houssine Chouk

Vu

Le Premier Ministre

Hamed Karoui

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DE
L'HABITAT**

NOMINATIONS

Par décret n° 99-2507 du 3 novembre 1999.

Monsieur Mahmoud Boumaiza, architecte en chef, est nommé directeur de l'unité de gestion par objectifs pour la réalisation du projet de construction du siège du ministère des affaires étrangères avec rang et avantages de directeur d'administration centrale, à compter du 15 juillet 1999.

Par décret n° 99-2508 du 3 novembre 1999.

Monsieur Abdelaziz Kilani, architecte principal, est chargé des fonctions de sous-directeur des études et de contrôle à la direction régionale de l'équipement et de l'habitat de Jendouba.

Par décret n° 99-2509 du 3 novembre 1999.

Monsieur Lassâad Mejri, ingénieur principal, est chargé des fonctions de sous-directeur du domaine public maritime à la direction générale des services aériens et maritimes au ministère de l'équipement et de l'habitat.

Par décret n° 99-2511 du 3 novembre 1999.

Madame Sabiha Hamza épouse Ben Ammar, ingénieur des travaux, est chargée des fonctions de chef de service des expertises des bâtiments civils à la direction de la construction et de l'entretien relevant de la direction générale des bâtiments civils au ministère de l'équipement et de l'habitat.

Par décret n° 99-2512 du 3 novembre 1999.

Monsieur Chafik Chaâbane, ingénieur principal, est chargé des fonctions de chef de service du contrôle comptable à la direction de la construction et de l'entretien relevant de la direction générale des bâtiments civils au ministère de l'équipement et de l'habitat.

CESSATION DE FONCTIONS

Par décret n° 99-2510 du 3 novembre 1999.

Monsieur Abdessattar Abid, ingénieur des travaux, est déchargé de ses fonctions de chef de service de l'habitat à la direction régionale de l'équipement et de l'habitat de Kasserine, et ce à compter du 9 août 1999.

avis et communications

MINISTERE DES COMMUNICATIONS

Avis aux épargnants auprès de la Caisse d'Epargne Nationale Tunisienne titulaire des comptes atteints par la prescription de 15 ans

L'office national des postes, en application de l'article 16 (nouveau) du décret du 28 août 1956, portant création de la Caisse d'Epargne Nationale Tunisienne (CENT), tel qu'il a été modifié par la loi n° 76-49 du 12 mai 1976, porte à la connaissance des titulaires des livrets d'épargne ouverts auprès de la CENT demeurés inactifs depuis le 31 décembre 1983 et 1984, que des lettres recommandées avec accusé de réception leur ont été adressées pour leur signaler les dispositions légales relatives à la prescription frappant les livrets n'ayant enregistré aucune opération (versement, remboursement, inscription d'intérêt) depuis plus de 15 ans.

Un délai de six mois expirant le 31 décembre 1999 leur est donné pour réactiver leur compte, passé ce délai et à défaut de réactivation, les sommes inscrites sur les livrets susvisés seront frappées de prescription.

Il est signalé que les listes relatives aux comptes prescriptibles peuvent être consultées par les intéressés auprès du centre directeur de la Caisse d'Epargne Nationale Tunisienne, 30 avenue de Carthage Tunis.

Pour la légalisation de la signature : le président de la municipalité

ISSN.0330.7921

Certifié conforme : le président directeur général de l'I.O.R.T